TH 1349

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

UNIVERSITE D'ORAN - ES SENIA

INSTITUT D'HISTOIRE

لا يستعار

THESE DE MAGISTER

Thème :

L'INSECURITE OU PROBLEMATQUE DES RESISTANCES SOCIALES ET POPULAIRES EN ORANIE DE 1881 A 1914

18 Juillet 97

par : MEDJDOUB Karima Ep. CHABANE

Sous la Direction de : *Mr SAM Menouar*

Année 96 / 97

لا يستعار



La résistance à la colonisation est généralement étudiée en deux phases qui seraient de nature différente :

- La résistance dite primaire à la conquête pour l'Algérie de 1830 à 1871 se prolongeant au. sahara jusqu'à la fin du XIX è. siècle et au début du XX è. siècle sinon tardivement , l'opposition politique ou résistance secondaire qui est celle du mouvement national proprement dit .

Cette approche ne peut guère rendre compte de l'ensemble des formes de protestations et d'actions à la base qui ne cèssent de se produire comme en temoignent la législation répressive et les condamnations qui offrent donc la matière de cette étude. Il n'est pas possible , non plus , de n'en tenir qu'à une formulation générale qui parle de résistance populaire ou de combat ou de Djihad , ce qui vaut pour d'autres périodes et d'autres formes de lutte .

L'ambition est ici de passer de la reconnaissance des manifestations (Délits - conflits) dans l'espace (communes , arrondissements) et dans le temps (variations en conjoncture) à une recherche de correspondances sociales (paysannerie , implantation confrérique , familles de notables , exodes et banditismes etc ....)

1997
TOS6

Les travaux jusqu'à maintenant (à notre avis) étaient réstés soit global pour l'Algérie , soit concentrés sur une partie de l'Est et du Centre .
La recherche est donc , nouvelle pour l'Oranais dans ce qui est avant 1914 au moins , une phase de transition et dont il faut préréciser la signification de ces attitudes anti-coloniales dans leur rapport avec la défense de ce qu'on appelle la nationalité .
Dans notre recherche , nous avons donc médité dans un ordre d'idées qui débouche sur la question de l'insécurité en tant que phénomène social d'abord, puis de problème algérien et aussi en tant que sujet d'actualité (en conjoncture).
Pourtant , nous sommes convaincu d'avoir ommis d'approfondir certaines données ou de révéler certaines vérités , mais nous estimons avoir entamé un problème dans l'espoir que des recherches complémentaires et ultérieures peuvent éclaircir et combler nos lacunes .
Animés par le même principe méthodologique d'un historien , d'un sociologue ou d'un chercheur en général , nous nous sommes basés sur la question clé à savoir :
" le qui , le comment et surtout le pourquoi de cette insécurité ".
Nous nous sommes alors posés beaucoup de questions , nous avons remis en cause des thèses coloniales dans le soucis de les vérifier et par conséquent approfondir la thématique requise .

Notre démarche a nécéssité différents déplacements aux lieux même des Archives Coloniales Françaises : à PARIS puis à Aix En Provence ; u travail long et parfois pénible (dépouillement des archives coloniales puis exploitation de la presse , des brochures ,des dossiers puis des ouvrages .

Emerveillés mais sceptiques, nous nous sommes trouvés devant une masse gigantesque d'archives dans toutes les classifications et minutieusement répertoriées, traduisant effectivement l'oeuvre adminstrative remarquable de la colonisation.
Des révélations se faisaient chaque jour que nous ouvrions un dossier d'achives.
l'Insécurité nous est apparu dans les formes les plus diverses. Meme sous l'aspect d'une contestation pré-coloniale, le mouvement d'insécurité sévit et prend de l'ampleur avec l'implantation coloniale; l'insécurité explique l'existence des résistances sociales et populaires contre les injustices et les descriminations.

Nous l'avons vérifié, l'insécurité est présente là ou les perturbations sont plus affirmées l'eclatement de la société traditionnelle musulmane, l'appauvrissement, le déracinement, le déclassement, tous sont des conséquences logiques de l'implantation étrangére en Algérie.

De là se révèlent la lutte ouverte, spontanée individuelle ou collective, organisée ou marginale, contre l'oppression coloniale.
"cotoyés de trés près" a travers les archives, nous avons décououvert des personnages ou de groupes désignés de "bandits" ou " bandits d'honneur", prêts a tout, courageux et témeraires ; de par leur actes, ils s'engagent dans une lutte presque suicidaire contre la colonisation; ils se fraient une liberté d'action, dans ce climat d'insécurité qu'ils croivent, sous l'éternelle menace d'être arretés, séquestrés, exilés, au prix même de passer à la guillotine, ils sont determinés, presque résignés à leur destin, leurs actes restent la dernière manifestation de l'esprit d'indépendance.
Combien de fois nous avons croisé, à travers des documents des noms de personnages connus ou encore inconnus.

- more -

Dans la mémoire collective, il ont leur légende.
Qu'ils soient fils de notables, Fellah ou Khemmas, Saisonniers, Ecrivains Publics ou Troubadours ou même sans profession, ces héros symbols sont issus d'une société en pleine rebellion.

Nous avons réfléchis à la thèse avancée par la littérature et la presse coloniales (pour ne pas dire la propagande coloniale, ce qui est plus juste) à savoir, l'oeuvre monumentale de la France coloniale en Algerie, soit d'une colonisation "civilisatrice" bien faisante et bienfaitrice .

Or, et en admettant l'existance de certaines bonnes initiatives, nous n'avons pas trouvé une trace concrete de l'application des principes mêmes qui font la grandeur de la France " **Liberté, Egalité, Fraternité**". Pour la France coloniale, l'Algérie est réstée cette extra colonie (l'Oranie est terre coloniale par excellence !) sujette à la France mais dans laquelle les lois Françaises ne peuvent etre appliquées !.
Le débat était vite lancé et la réponse était vite trouvée :
l'Algerie ne peut être la France. Les grands juristes Français travaillent alors sur la position juridique des Algériens usant de tous les subterfuges juridiques, ils soumettent les Algériens Musulmans à une légistation "algérianisée" de circonstance :
le code d'indigenat est un monument de la légistation Française applicable uniquement aux Algériens Musulmans !.

Pourtant l'Algérie devient conséquement le bastion des inégalités, des injustices favorisant l'élargissement des conflits entre des Algériens Musulmans détenteurs précaires de leurs terres et des colons, nouveaux propriétaires soutenus par le système capitaliste colonial.

L'affrontement latent ou flagrant est innevitable , c'est ***l'insécurité***.
Juridiquement définie, l'insécurité est l'ensemble des infractions au code c'est à dire l'atteinte aux personnes, aux propriétés, ou à la chose publique touvant donc la souveraineté française.

Pour certains colons d'Algérie, elle est interprétée comme un " obstacle formidable contre le développement économique et agricole de l'Algerie"; pour d'autres, c'est une forme de rebellion contre l'autorité Française.
Diverses interprétations d'un problème qui a préoccuppé les Administrateurs et plus particuliérment les colons dont les intérets sont mis directement en jeu et dont la devise est contrairement ou inversement à celle du colon romain "*ENSE et ARATRO*" (qui signifie que la prise en possession d'un pays par les armes devrait être suivi par la conquête du sol par la charrue) c'est donc la formule "ARATRO et ENSE" qui signifie que la prise en valeur du sol par le labeur acharné devait être protégé par le fusil.

Cependant le problème n'est vue jusque là que sous l'angle de sa forme la plus simplifiée sans pour autant être examiné dans son fond,car, en admettant qu'effectivement il y eu infraction au code d'indégénat, n'y eu t-il pas des causes profondes à cet etat de choses ?

En revenant aux archives , voir même celles produites par les adminstrations et les colons (journaux brochures, procés verbaux etc ...) ,cette insécurité ne serait autre que le résultat de causes économiques sociales et politiques.

Nous proposons quelques exemples :
Dès le début de la conquete le systéme colonial s'est préoccupé du problème de l'appropriation de meilleures terres de l'Algerie par tous les moyens de spoliation possible allant de l'expropriation (motivée par le biais de l'utilité publique) jusqu'à la licitation ruineuse introduite par le mécanisme juridique (loi warnier 1873 etc).

Il va sans dire que cette nouvelle situation transforma les structures Socio-Economiques traditionnelles de la société Algérienne avec ce qu'on pourait appeler la création d'un prolétariat agricole.
Ceci est clairement exprimé par les colons et les administrateurs eux mêmes :
" La confistation des terres convertit nécessairement tous les individus dépossédés de leur seule ressource en "bandits " en "vagabonds" et elle augmente l'état l'insécurité..."

De ce fait, nous pensons, en effet, qu'il est incontestable que la classe des petits et moyens propriétaires algériens se voyant dépouillés petit à petit tantôt par les européens et les juifs, tantôt par leur *correligionnaires* et réduit au rang de Khemmas, n'en conserve pas moins une profonde humiliation du fait de sa déchéance et un ressentiment de haine qui se manifestent généralement par la violence contre le nouvel occupant du sol.

Les causes politiques se résument, à notre avis, en la lutte contre l'occupant qui n'a cessé depuis son débarquement en Algérie de réaliser ce qu'il n'a pu faire en métropole" au detriment des "indigènes".
Ceci revient à dire que les actes de violence manifestés par ces derniers ne furent autre que la preuve irrefutable de la frustration du peuple algérien dans ses droits les plus communs.

Cette lutte a revêtu plusieurs formes allant de l'insurrection (qui est un acte collectif) au banditisme (acte induviduel en général) communément connus chez les colons en tant qu'attentats contre les biens et les personnes donc des crimes, vols,"lechara" incendies etc.....

Quant aux causes sociales, elles sont signifiées par les divergences existant dans la situation sociale des colons qui profitèrent de tous les droits et de ceux des " indigènes " qui, après avoir été dépouillés de leur patrimoine économico-social formèrent des troupes de marginaux.
Ajoutons à cela, l'état d'esprit dominant la société algérienne de la fin du XIX° au début du XX è. siecle caractérisée par un sentiment hostile poussé au fanatisme contre le " Roumi " ou " l'infidèle ", excité par les prédications des marabouts qui ont joué un rôle prédominant dans la lutte contre l'occupant tout en lui donnant un caractére religieux de mytte connu sous l'appellation "Djihad ".
D'autant plus que les moeurs publiques sociales ne condamnent pas mais honorent l'audace et l'adresse déployées dans le vol et glorifient le meurtre et le dépouillement de " l'infidèle usurpateur ".

- more -

A en juger de la pensée de l'époque , le "colon " doit lutter contre une population hostile encliné à s'approprier avec joie et honeur les biens du "Roumi" par le pillage ...

La question de l'insécurité a été le problème à l'ordre du jour longuement discuté dans les séances du conseil supérieur, ou des délegations Financières, ou les commissions interdépartementales de la sécurité ou les congrés notamment les congrés des agriculteurs Algériens etc.....

Cependant, le problème reste posé :
- Est-ce que cet état de fait ne fut pas plus qu'une "insécurité momentanée " pouvant être contre carrée comme le soutiennent à la fois colons et adminstrateurs ?
- Ou est-ce une forme de lutte sociale et politique qui est manifestée sous plusieurs aspects ?
- Des questions se posent encore au sujet de cette insécurité qui prend forme dans le banditisme en générale

Le vol de denrées alimentaires de première necessité en substence , blé ou orge, et le vol de bétail en même temps que le vol d'armes (fusil) portent à réfléchir sur la signification de l'acte et le mobile de l'auteur. S'agit-il d'un geste gratuit ?

Toujours est il qu'il faut vérifier si le vol va dans le sens de réaliser la bonne action dictée par le code d'honeur au bandit aussi que par le charia à savoir de prendre aux riches pour donner aux pauvres ?

- more -

Le bandit qui partage son butin aux plus démunis de sa tribu ou de son entourage, agit-il pour un idéal restreint qui est de servir les siens ou pour un idéal plus grand qui est de servir son pays tout en gardant sa liberté ?
Il s'agit donc de vérifier la portée du banditisme et de l'insécurité en généal en concordance avec le concept même du mouvement national.
Dans notre recherche, nous avons adopté un plan qui comporte, aprés introduction six sections divisées chacunes en deux , trois ou quatres chapitres;
- Portant le titre "insécurité : statistiques et comparaisons ", ***la première section*** se base uniquement sur les faits concrets de l'insécurité donc tous les délits classés et rescensés par l'Adminstration coloniale en statistiques couvrant la période choisie 1881 à 1914.

Ces tableaux statistiques, representent la matière première de cette étude, nous avons préféré reprendre l'intégralité des tableaux statistiques tels qu'ils apparaissent dans les archives coloniales (CF. Annexes) avec nos commentaires.

A partir du découpage statistique par phase, par type de délit par exemple, nous avons pu réaliser des représentations graphiques pratiques et trés éclairantes pour comprendre les grandes variations de l'insécurité et en comparaison entre les trois départements de l'Algerie (Alger , Constantine , Oran) dans le temps et dans l'espace.

Nous avons abouti pratiquement à cinq types de représentations graphiques à partir de cinq dossiers comportant l'etat statistique d' l'insécurité detaillé comme suit :

- Dabord une représentation graphique portant sur les statistiques relatives aux peines disciplinaires durant une bonne partie de l'année 1881, pour chacun des trois deparements (Alger , Constantine , Oran) expliquant le montant des condamnations, de prisons, d'amendes simples puis d'amendes plus de prisons (3 Courbes)

- Une seconde représentation graphique nous éclaire sur l'évolution des populations dans les trois départements durant la période 1882 - 1907, en parllèle avec lévolution des condamnations prononcées ainsi que les montants d'amende imposées, et des jours de prison, en relief, nous avons établi une moyenne par mille habitants dans tous les cas (4 Courbes).

- Une troisième représentation graphique qui a spécifié les statistiques des condamnations pour infractions au code d'indigénat dans les trois départements (Alger, Constantine, Oran,) couvrant la période 1890 à 1899, en parallèle avec l'évolution des populations musulmanes ainsi que la moyenne par mille habitants (2 Courbes).

- Une quatrième représentation graphique porte sur l'état statistique des attentats classés en attentat, contre les personnes contre les propriétés et contre la chose publique pour le département d'Oran de 1903 à 1913 en faisant ressortir l'etat statistique des auteurs et des victimes dans les tous les types de débitss (attentats C/ personnes, C/proprietés, C/chosè publique) donc (4 Courbes)

- Une 5e Courbe à titre d'échantillon ou d'exemple pour comparaison porte sur l'état statistique récapitulatif des attentats contre les personnes, contre les propriétés et contre la chose publique uniquement pour l'année 1908 pour les trois départements. Cette courbe nous éclaire trés nettement sur les variations qui sont expliquées et interpretées dans la section II.

- Une autre représentation graphique aborde l'etat statistique des affaires portées devant les commissions disciplinaires de 1900 à1913, classés par département avec le nombre d'affaires en parallèle avec la durée des peines disciplinaires, des peines de prison infligées ainsi que le montant de amendes imposées, et pour avoir une idée sur la typologie de délit, pour les comparaisons, nous avons établi une courte sur le délit de vol dans les trois départements parallelement à d'autres types de délit en infraction au code d'indigenat tel que rebellion, port d'armes, coups et blessures désobeissance etc....

La section est completée par une étude comparative dans les trois départements qui dégage des constations et des questions pouvant être traitées dans les sections suivantes.

- ***La Section II*** dont le titre est "définitions et interpretations coloniales " comporte deux chapitres, le premier donne un bref aperçu sur l'expansion de la colonisation dans l'oranais et dans le second nous expliquons les différentes interprétationscoloniales de l'insécurité produits par les juristes, les colons, les administrateurs ect...

- Dans ***la Section III*** nous essayons d'exploiter au maximum l'évolution statistique dans le temps : un premier chapitre nous donne une approche statistique des principales phases de l'insécurité(dans le temps) et une étude comparative ; nous avons consacré un deuxiemme chapitre à la conjoncture frontalière, militaire et politique pour comprendrel'impact des évenements politico-militaires ou la situation économique dans les conflits algéro- marocains sur l'insécurité dans l'oranie.

- L'évolution statistique dans l'espace est expliquée dans ***la Section IV***

Dabord dans le 1er chapitre avec la localisation des "points chauds" d'insécurité dans le département d'Oran.
.Dans le deuxiemme chapitre, nous abordons le sujet des troubles urbains en faisant le parallèle ville - compagne dans le mouvement d'insécurité.

- Dans ***la Section (V)*** nous essayons d'analyser la typologie du délit ou de violence.
La section V se compose de deux chapitres :
Le premier chapitre se compose de quatres sous-chapitres

- a) l'insécurite et banditisme
- b) banditisme de groupe
- c) le banditisme d'honneur : mythes et réalités
- d) banditisme d'honneur : cinq cas révélaturs de bandits d'honneur de l'ouest algérien

Dans le second chapitre nous exprimons les causes de l'insécurité avec un essai d'explication social des principaux facteurs économiques, sociales et religieux du mouvement de l'insécurité.

- Quand à la section (VI) nous avons essayé d'entamer le thème des réactions locales et les modes culturels de résistance, en appuyant sur l'existence du relai entre le mode de résistance violente, insecurité caractérisée au mode culturel de résistance, qui est elle même le trait-d'inion entre cette forme d'insécurité et le mouvement national proprement dit.

La conclusion de la thèse , l'oranie en persective d'histoire nationale.

BIBLIOGRAPHIE : *INSECURITE EN ORANIE*

- Pour un thème de recherche aussi complexe couvrant une période aussi longue (1881-1914), nous avons adapté une bibliographie riche et trés variée, allant du manuel d 'histoire classique au livre de sociologie et même du livre pénal, convaincue qu'une lecture approfondie,selectionnée et surtout variée apporterait les réponses aux questions posées.

Nos début de recherches bibliographiques ont commencé à Oran, à la société de géographie puis à la Wilaya d'Oran, aux archives, où nous avons consulté sans problèmes ouvrages brochures, revues et presse coloniale, "l'Echo d'Oran" surtout .

Mais nul ne peut nier que le fond d'archives de l'histoire de l'Algerie coloniale reste parfaitement conservé et jalousement gardé dans les principaux centres d' achives de France

l'Occasion nous a été offerte, nous avions eu le privilège de séjourner pendant quatre années au France, d'abord à Paris puis à Aix- en en provence .

L'apport de ce séjour est extrêmement important aussi bien pour l'élaboration de notre présent thème de recherche que pour d'autres recherches en cours.

- more -

Donc, le problème de sources ne s'est pas posé :
Nous étions au lieux mêmes des archives, de la documentation. Toutes les possibilités de recherches étaient à notre portée. Le concours, l'aide et les facilités administratives et méthodologiques de notre directeur de recherche nous étaient précieuses.
L'Unique difficulté résidait dans le fait que cette recherche nécéssitait continuellement des déplacements, puis devant la masse d'archives, il nous fallait procéder à la selection et au dépouillement, travail parfois long et pénible, mais eurichissant.

Note démarche bibliographique a consisté a visiter et consulter divers centres de documentation et d'archives.
D'abord à Paris, à la bibliothèque nationale et la bibliotheque de l'université de Paris Jussieux , puis à la bibliothèque Cujas fréquentée par les litteraires et les juristes.
Nous avons occasionnellement entretenu certains d'entre eux au sujet de notre thème de recherche.
Les points de vue de certains chercheurs ainsi qu'une documentation trés consistante ont été encourageant dans l'élaboration de la première partie de notre recherche la mise au point du thème insécurité, pénalisations , repressions et les statistiques.
A la bibliotheque Saint-Jacques, nous avons consulté des périodiques et selectionné des cartes géographiques dans le contexte de notre étude.
Puis au centre Pompidou (Beaubourg) dans lequel nous étions quotidiennement attiré par la variété de la documentation ainsi que par l'encadrement de recherche.
Puis au centre militaire de Vincennes dont les archives offrent aux chercheurs des dossiers fournis composés de dépêches, de rapports, des coupures de presse, des correspondances, relatif au controle de l'autorité coloniale sur la situation économique, politique et militaire sur les foyers d'insécurité en Algérie.

Un apport considérable pour une bonne partie de notre recherche pour les périodes antérieures à 1881 et 1881 à 1883 au moins .

- *more* -

Après Paris, nous avons séjourné pendant presque deux années à Aix en Provence dont le centre des archives d'Outre-mer a satisfait notre curiosité sur bien de points de vues.

Des dossiers complets d'archives sur l'histoire de la colonisatione en Algérie, en Oranie, constituent la base primordiale de notre recherche.
C'est là que nous avons investi efforts et volonté convaincue que beaucoups de révelations pouvaient être faites à partir de ce fond d'archives.
Un travail acharné de classification, de dépouillement et d'etude nous était necessaire pendant presque deux années sur place, aux lieux même du centre d'archives avec un fond de documentation aussi consistant, nous n'avions qu'a terminer notre recherche, à Paris cette fois, avec la manipulation des connaissances en toute objectivité, la rédaction, donc l'aboutissement final de notre thèse.

######

SOMMAIRE

INTRODUCTION : Problématique de recherche

SECTION I : L'INSECURITE : Statistiques et Comparaison

* ***Chapitre 1er.*** **: Statistiques des peines disciplinaires et comparaison entre les 3 Départements Algériens (Est - Centre - Ouest)**

* ***Chapitre 2ème.*****: Statistiques des condamnations par délits et comparaison .**

SECTION II : LA SIGNIFICATION ANTI COLONIALE ET INTERPRETATIONS COLONIALES

* ***Chapitre 1er.*** **: La colonisation de l'Oranais**

* ***Chapitre 2ème.*** **: Interpretation coloniale (juristes, colons, administrateurs)**

SECTION III. : EXPLOITATION STATISTIQUE DANS LE TEMPS

* ***Chapitre 1er.*** **: Découpage statistique , les phases**

* ***Chapitre 2ème.*** **: Conjoncture frontalière dans l'Ouest Algérien**

SECTION IV. : EXPLOITATION STATISTIQUE DANS L'ESPACE

* *Chapitre 1er.* : Les points chauds dans le Dépt. d'Oran

* *Chapitre 2ème.* : Les troubles urbains

SECTION V. : INTERPRETATION SOCIOLOGIQUE DU PHENOMENE INSECURITE (Dans l'Ouest Algérien)

* *Chapitre 1er.* : Typologie des délits ou de violence

  A / * Insécurité et banditisme

  B / * Banditisme de groupe

  C / * Banditisme d'honneur : mythes et réalités

  D / * Les cas particuliers : exemples de bandits d'honneur en Oranie

* *Chapitre 2ème.* : Les causes de l'insécurité
  Essai d'explication sociale

SECTION VI : Réactions locales , les modes culturels de résistance

CONCLUSION : L'Oranie en perspective d'histoire nationale

SECTION I

L'INSECURITE.

STATISTIQUES ET COMPARAISONS

INTRODUCTION

NOMBRE D'HISTORIENS DE LA COLONISATION S'ACCORDENT A RECONNAITRE QUE L'*INSECURITE* (SUJET D'ACTUALITE CONJONCTURELLEMENT) EST LE "POINT NOIR" QUI DEVAIT PESER LOURDEMENT PENDANT DE LONGUES ANNEES SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OCCUPATION FRANCAISE EN ALGERIE.

IL SERAIT INUTIL OU TROP LONG A ETALER TOUTE LA "LITTERATURE" ECRITE A CE SUJET SOUVENT ABONDANTE ET POLEMIQUE DE PAR LES DIVERGENCES ENTRE AUTEURS, ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRES, COLONISATEURS ET COLONISES OU PARTISANTS DE TELLE OU TELLE OPINION.

IL SERAIT PLUS INTERESSANT, A NOTRE AVIS, D'ETUDIER LE PHENOMENE (INSECURITE) A TRAVERS LES STATISTIQUE (ENTRE 1881 - 1914) ET DE DEGAGER, ENSUITE, SES DIFFERENTES VARIATIONS DANS SES FORMES ET SES DEGRES.

UNE ETUDE COMPARATIVE (STATISTIQUE) ENTRE LES DEPARTEMENTS (EST - CENTRE - OUEST) S'IMPOSE AFIN DE DETERMINER LE PROBLEME DANS SON FOND, ET SES MULTIPLES ASPECTS ET DE DECELER LES DIFFERENTS SOURCES DE RECRUDSCENCE OU DE RETOMBEES (GRAPHIQUES) DE LA CRISE DANS LES TROIS (3) DEPARTEMENTS DE L'ALGERIE.

REMARQUONS D'ABORD QUE L'INSECURITE A REVETU PLUSIEURS FORMES ALLANT DE L'ACTE COLLECTIF (INSURRECTIONS, TROUBLES COUP DE MAIN ETC ..) A L'ACTE INDIVIDUEL (BANDIDISME, VOL.INCENDIE, MEUTRE ETC ...) CONSIDERES L'UN ET L'AUTRE COMME CRIMES ET DELITS QUE L'AUTORITE JUDICIAIRE FRANCAISE DISCOCIE EN:

* ATTENTAT CONTRE LES PERSONNES
* ATTENTAT CONTRE LES PROPRIETES
* ATTENTAT CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

CHAPITRE PREMIER

INSECURITE STATISTIQUE ET COMPARAISONS DES PEINES DISIPLINAIRRE EST/OUEST ALGERIEN

Le principe de l'administration française en Algerie était de sauvegarder les interêts de la colonisation, ceux de la collectivité et les individus ainsi que d'assurer la paix et la securité dans la colonie.

Ces objectifs ne pouvaient aboutir qu'avec la mise en place d'un systéme d'organisation judiciaire ayant pour principal but d'assurer aux européens le bénéfice du droit commun (en matière de justice) et de soumettre les "indigènes" à des juridictions spéciales telles: le Code de l'indigènat *, les tribunaux respectifs(affaires civiles) et les (tribunaux) Cours Criminelles (affaires criminelles) (le cas étant différent dans les territoires du sud car la justice est organisée militairement; les délits sont jugés par des commissions diciplinaires (délits communs) et des Conseils de guerre (crimes).

Crimes, délits communs, nominatifs divers pour définir le délit majeur: L'INSECURITE Infraction constante du dit Code d'Indigènat de 1881 à 1944) *(1).

Les statistiques en matière d'insecurité révèlent que les taux de condamnations étaient importants par le nombre, par leur diversité dans la forme et le degré (ampleur)

Nous avons donc jugé nécessaire et intéressant de dresser des tableaux et graphiques des statistiques qui pourraient nous eclairer sur les differentes variations du "phénomène" Insecurité" et d'établir une étude comparative entre l'EST et l'OUEST ALGERIEN durant la période 1881 à 1944.

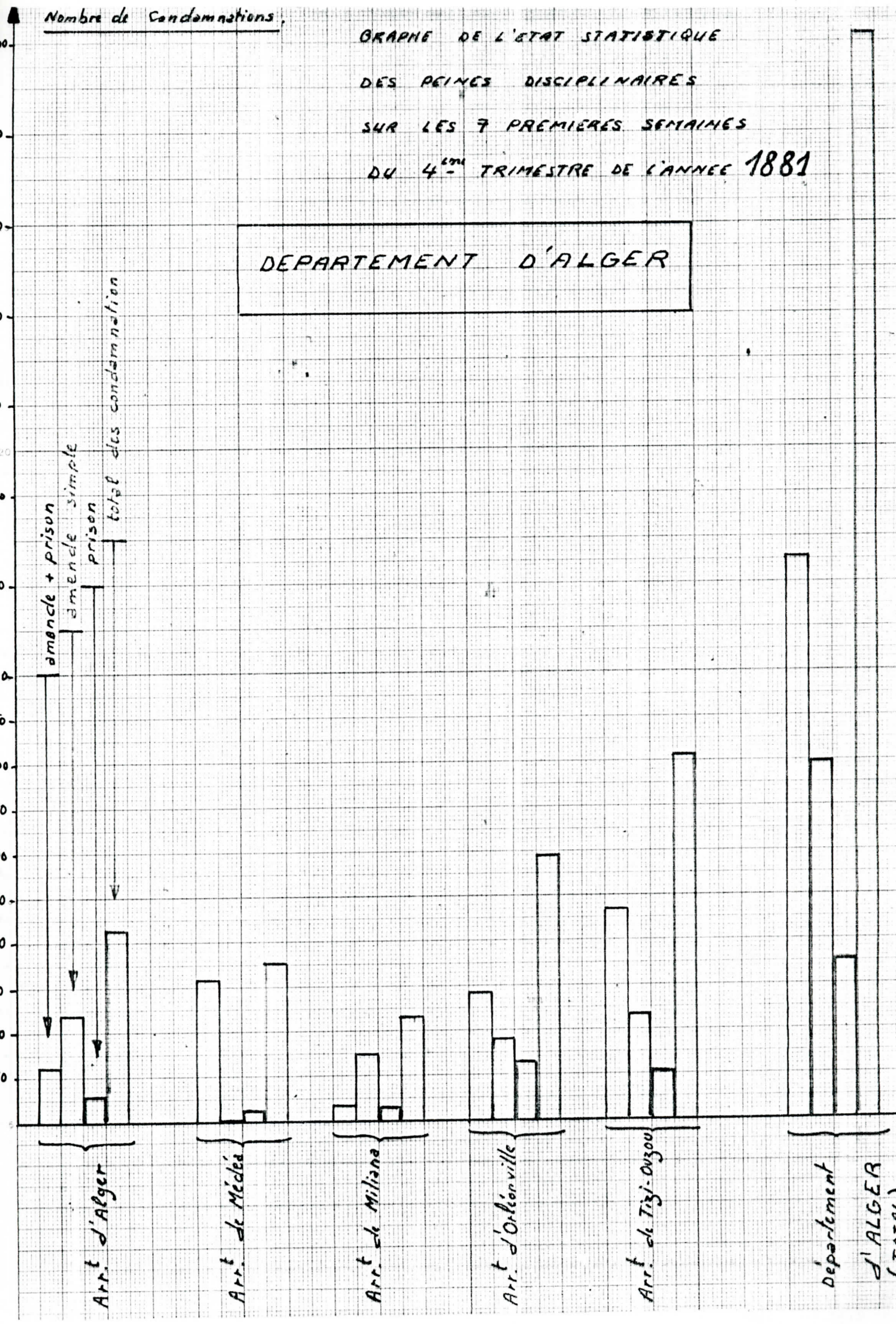
---

* (1) Dont nous développerons le thème en II ème Section

Nombre de Condamnations.

GRAPHE DE L'ETAT STATISTIQUE
DES PEINES DISCIPLINAIRES
SUR LES 7 PREMIERES SEMAINES
DU 4ème TRIMESTRE DE L'ANNEE 1881

DEPARTEMENT D'ALGER



Nombre des condamnations

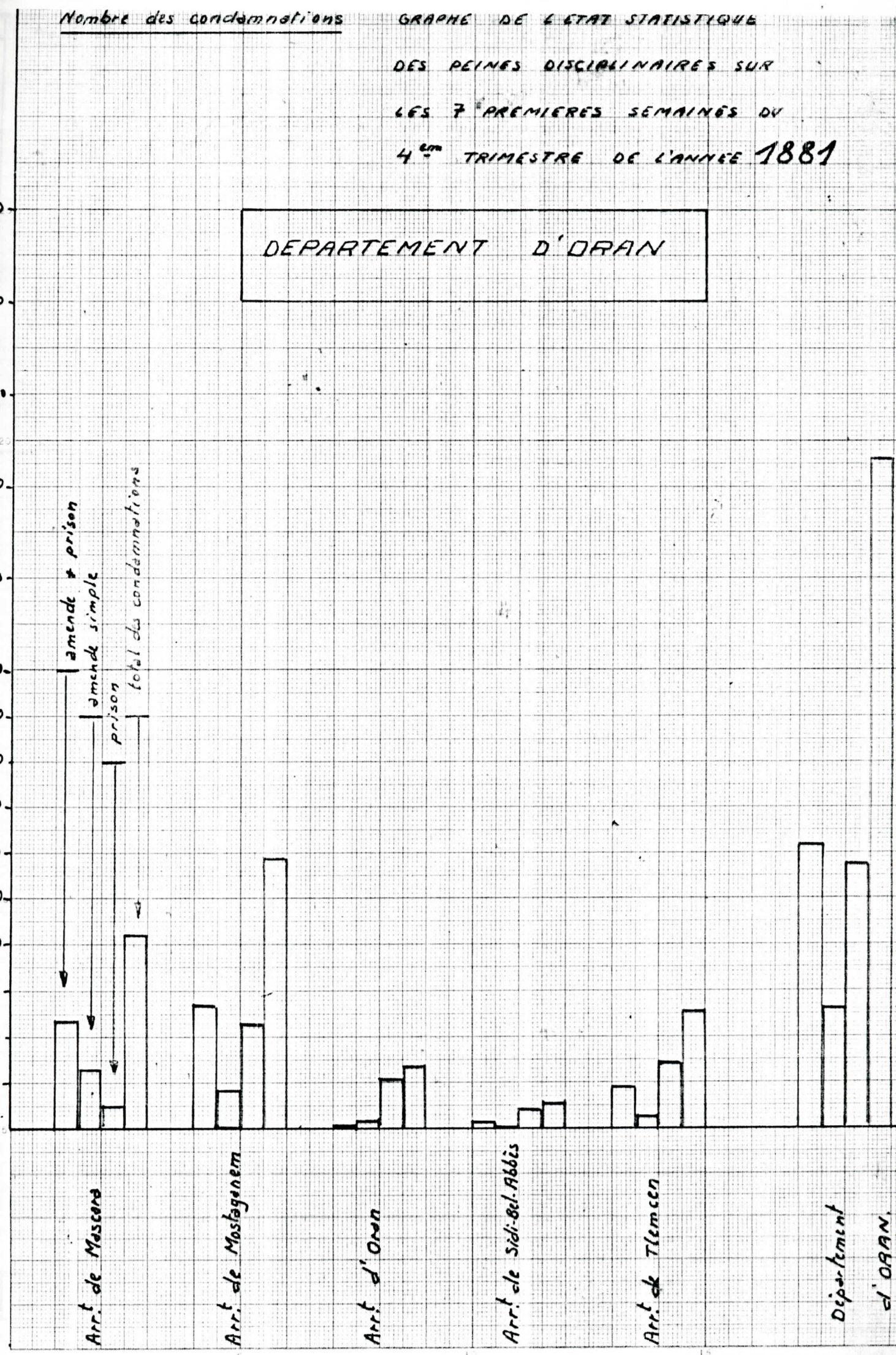
GRAPHE DE L'ETAT STATISTIQUE

DES PEINES DISCIPLINAIRES SUR

LES 7 PREMIERES SEMAINES DU

4ème TRIMESTRE DE L'ANNEE 1881

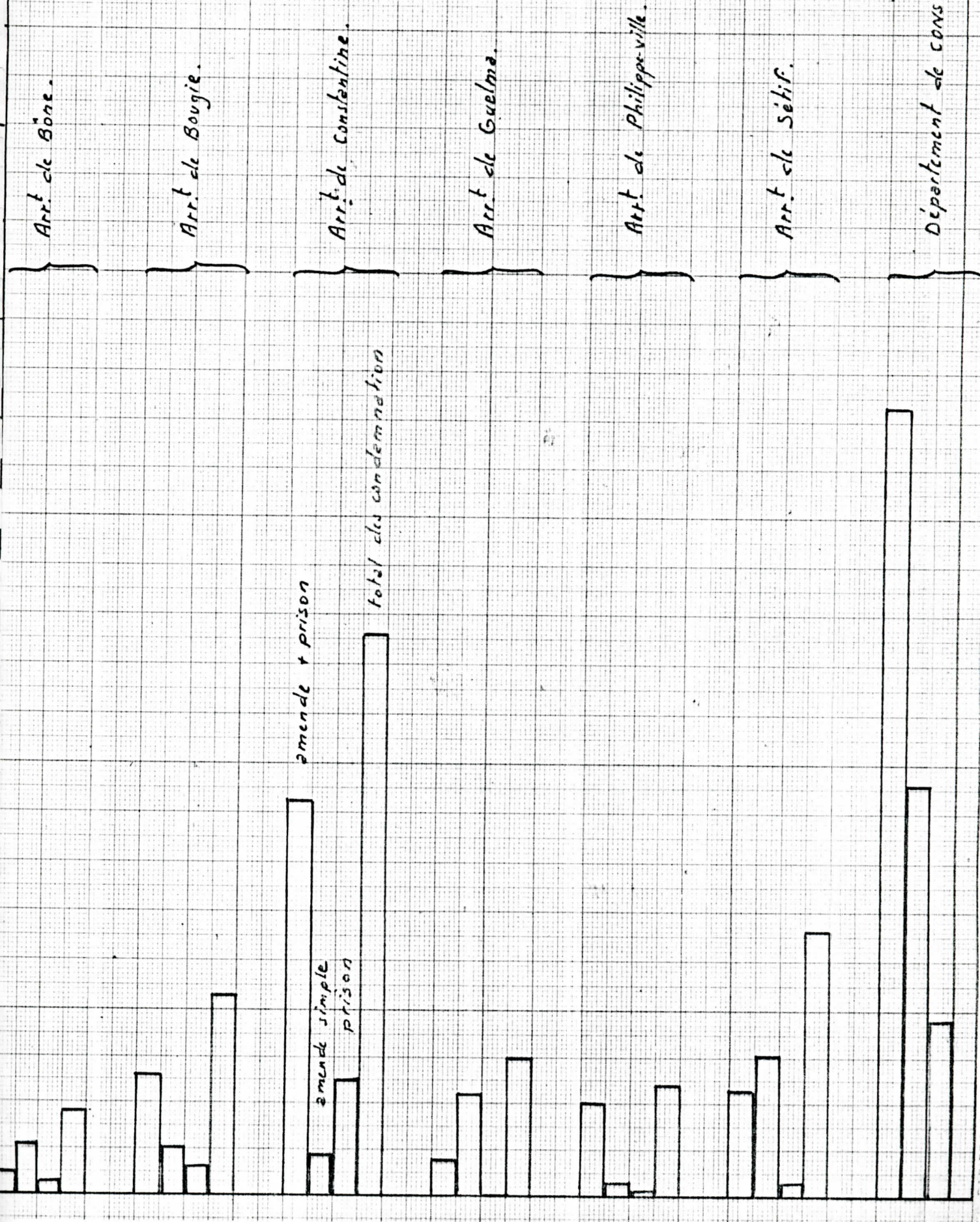
DEPARTEMENT D'ORAN



Nombre de condamnations

GRAPHE DE L'ETAT STATISTIQUE DES PEINES DISCIPLINAIRES SUR LES 7 PREMIERES SEMAINES DU 4e TRIMESTRE DE L'ANNEE 1881

Dt de CONSTANTINE



I. STATISTIQUES ET REPRESENTATION GRAPHIQUE DES PEINES POUR INFRACTIONS A L'INDIGENAT PERIODE 1881.

1° Représentation graphiques.

- Graphe A : Département d'ALGER
- Graphe B : Département d'ORAN
- Graphe C : *Département de* CONSTANTIBNE

2° Essai de comparaison

Du relevé statistique, nous proposons les constatations suivantes:

1- Le total des condamnations indique que le département d'ORAN aurait le moins subi des peines disciplinaires infligées aux trois (3) départements algeriens.

Sachant que cette année (1881) marque le début du mouvement insurrectionel de BOU AMAMA *dans le Sud Oranais; comment peut on expliquer ce phénomène* ?
Le département de CONSTANTINE détient " le Chiffre record de condamnations" avec un total de 1438 condamnations; viendrait de suite le département d'ALGER avec un total de 1211 ; *Le département d'ORAN avec un total de 729 condamnations donc de moitié moins que* le département de CONSTANTINE.

2- Les départements précités sont divisés administrativement en arrondissements statistiques représentés que nous avons portés sur graphes: constatons que certains arrondissements sont moins "agités" que d'autres; ainsi par exemple, dans le département d'ORAN, l'arrondissement de SIDI BEL ABBES les peines disciplinaires sont à peine repésentables car minimes:

Total des condamnations ⇒ {-------- amendes
⇒ {-------- prison
⇒ {-------- amendes + prison

s'élevant à 25 condamnations ce qui est faible en comparaisons avec l'arrondissement de TIZI OUZOU *dans le département d'ALGER avec un total de 407 condamnations.*

Beaucoup d'autres remarques pourraient être faites à partir des données statistiques et par conséquant, développées à travers notre essai.

COURBE D'EVOLUTION DE LA POPULATION

POUR LES TROIS DEPARTEMENTS ALGER_ORAN_CONSTANTINE

PERIODE 1882 - 1907

POPULATION
en Milliers d'habitants
(X 1000)

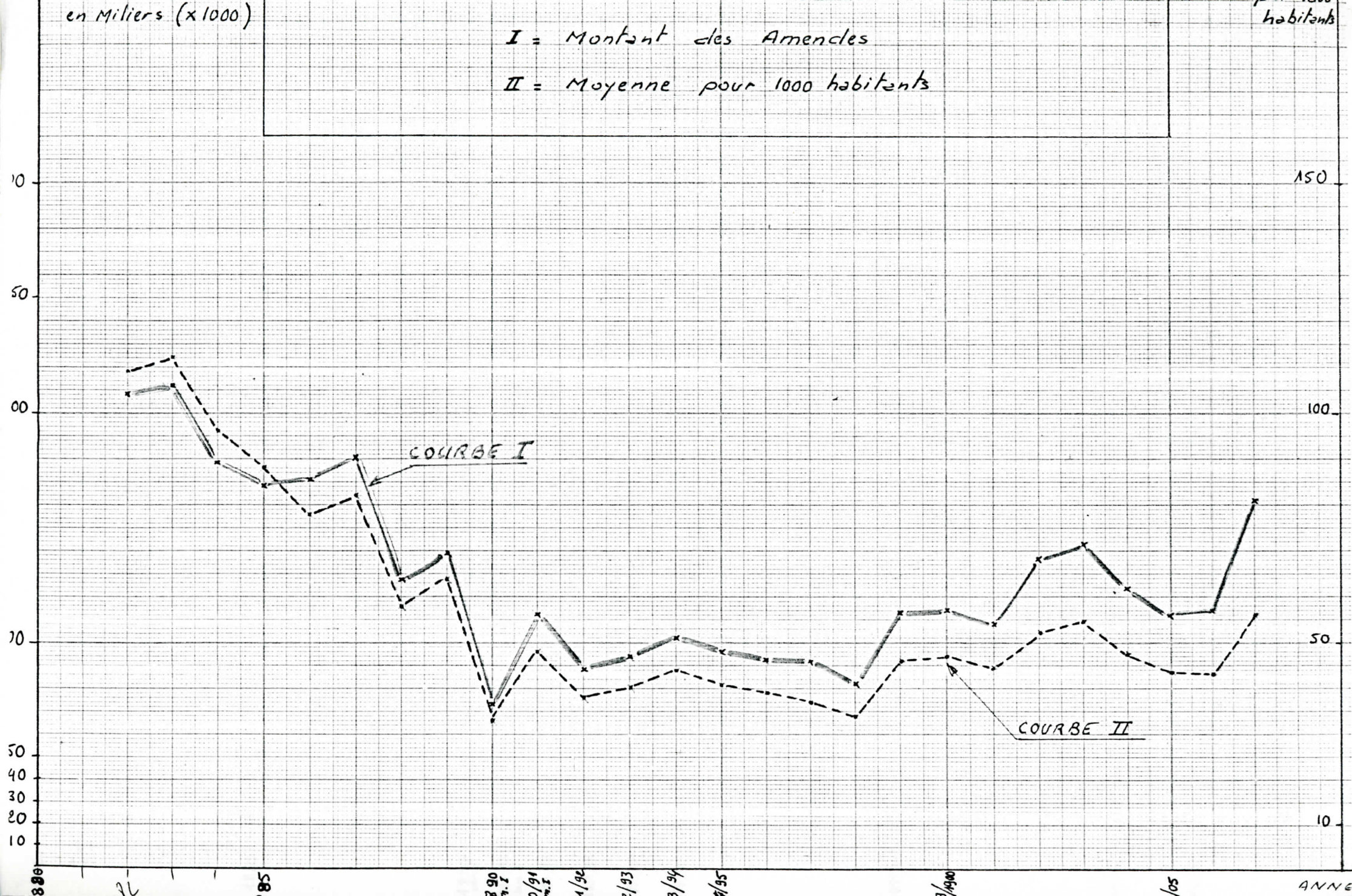


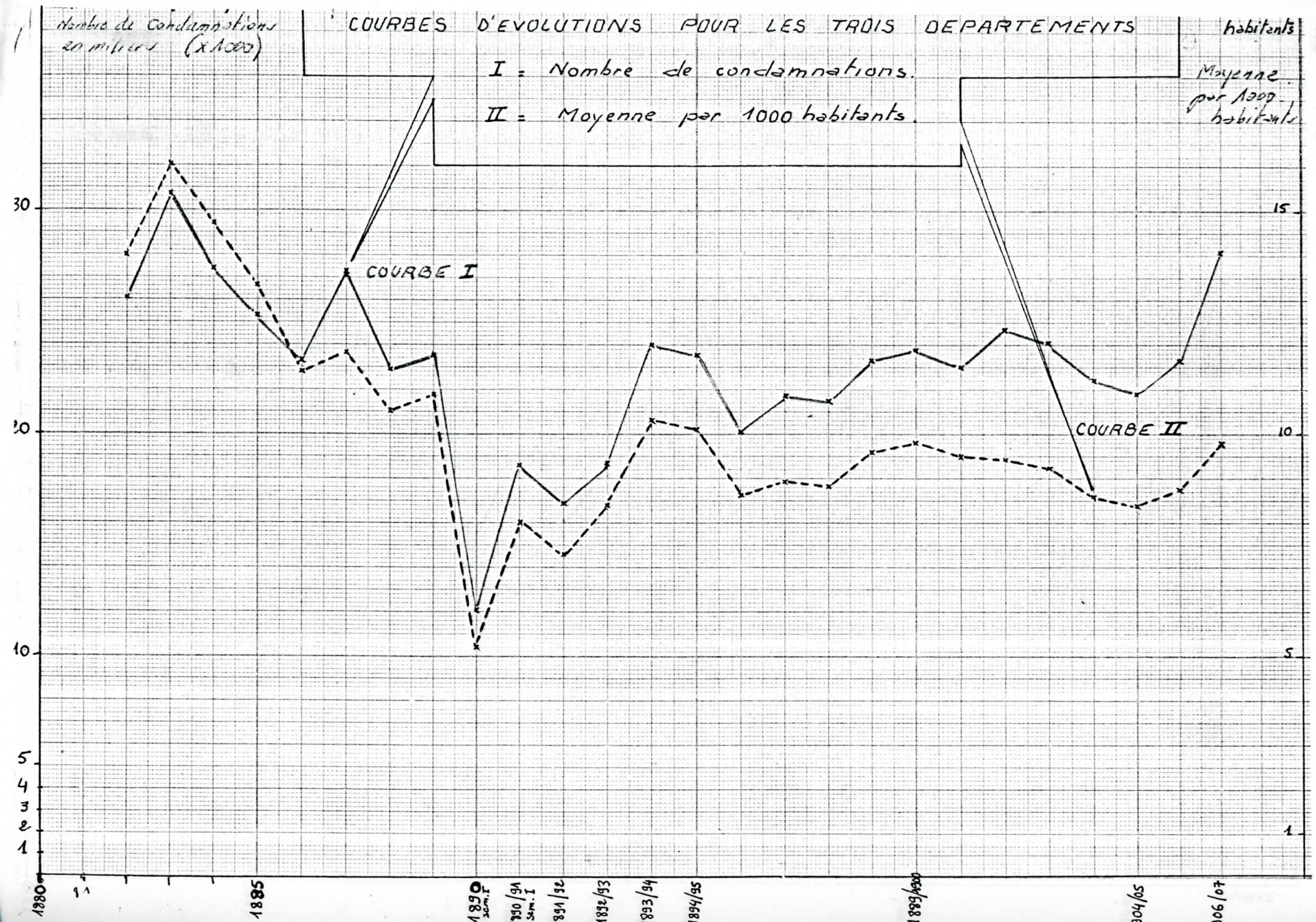
en Miliers (x 1000)

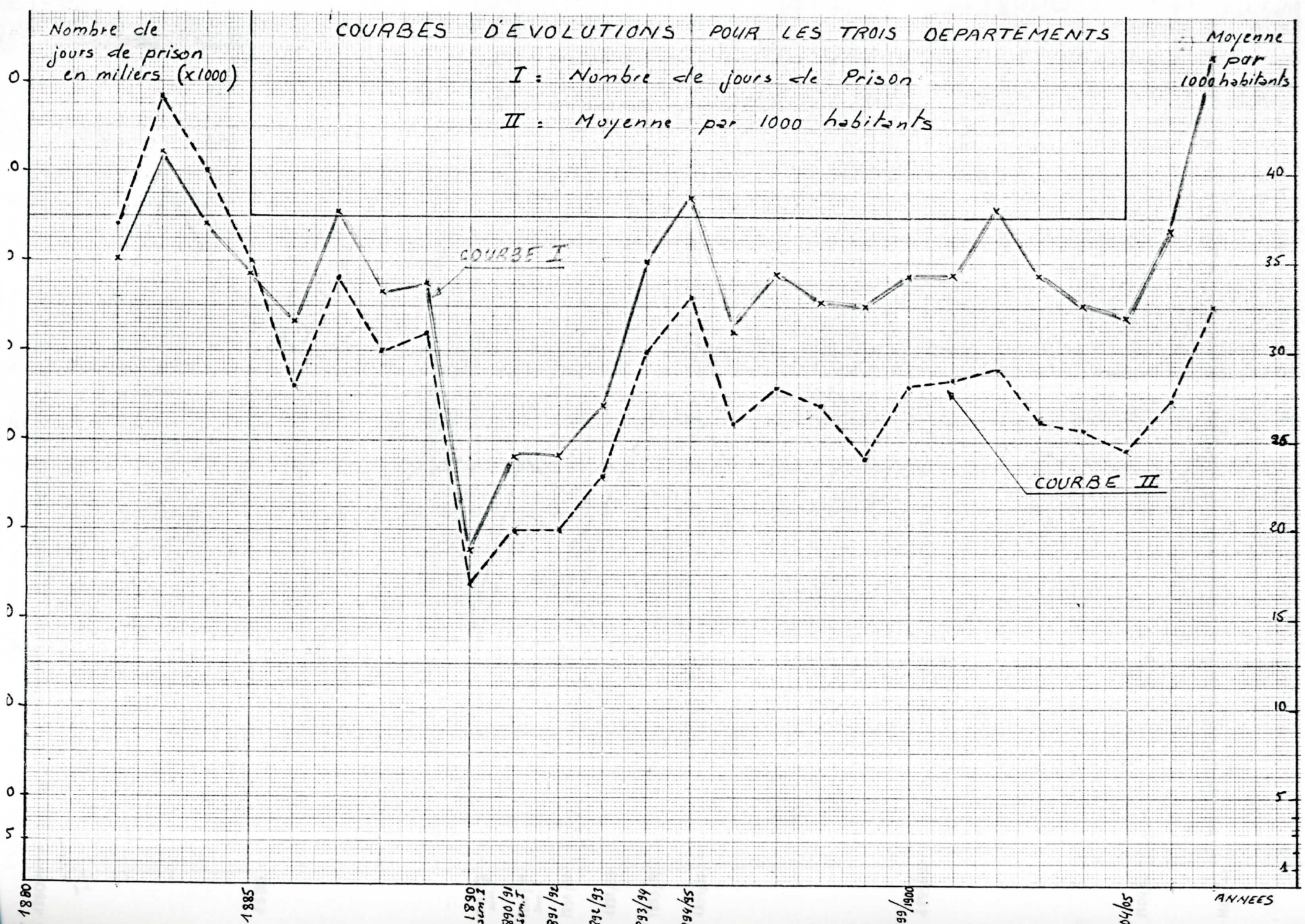
I = Montant des Amendes

II = Moyenne pour 1000 habitants

habitants




COURBES D'EVOLUTIONS POUR LES TROIS DEPARTEMENTS
I = Nombre de condamnations.
II = Moyenne par 1000 habitants.
Nombre de condamnations en milliers (x 1000)
habitants
Moyenne par 1000 habitants
COURBE I
COURBE II
30
20
10
5
4
3
2
1
15
10
5
1
1880
1885
1890
1890/91 sem. I
1891/92
1892/93
1893/94
1894/95
1899/1900
1904/05
1906/07


COURBES D'EVOLUTIONS POUR LES TROIS DEPARTEMENTS
I : Nombre de jours de Prison
II : Moyenne par 1000 habitants
Nombre de jours de prison en miliers (x1000)
Moyenne par 1000 habitants
COURBE I
COURBE II
40
35
30
25
20
15
10
5
1
1880
1885
1890
1891/92
1892/93
1893/94
1894/95
1899/1900
1904/05
ANNEES


COURBES D'EVOLUTIONS POUR LES TROIS DEPARTEMENTS
I = Nombre de condamnations.
II = Moyenne par 1000 habitants.
Nombre de condamnations en milliers (x 1000)
Moyenne par 1000 habitants
COURBE I
COURBE II
30
20
10
5
4
3
2
1
15
10
5
1
1880
1885
1890 sem. F
1890/91 sem. I
1891/92
1892/93
1893/94
1894/95
1899/1900
1904/05
1906/07

II - STATISTIQUES DES CONDAMNATIONS ET EVOLUTION DES *POPULATIONS DE L'ALGERIE*:

PERIODE 1882 - 1907 DANS LES TROIS DEPARTEMENTS
ALGER - ORAN - CONSTANTINE

A/ - Représentation graphique:

- ❶ - Graphe A
- ❷ - Graphe B
- ❸ - Graphe C
- ❹ - Graphe D

Proposons les constatation suivantes:

Nous avons établi les graphiques ci-dessus à partir d'un seul document tenant des statistiques du gouvernement général intitulé "Etat général des condamnations prononcées pour infraction à l'Indigénat depuis
l'établissement des commune mixte des trois (3) départements.

B/ - Ces Statistiques (totaux pour 3 départements) étant plutôt d'ordre général, toute constatation faite à partir de ce relevé serait vue sous un angle d'ensemble,toutefois. il serait intéressant d'étudier le parallèle de l'évolution ***population / condamnations***.

C/ - Signalons au passage que la période de ces statistiques (1882-1907) est une délimitation propre au document utilisé.

D/ - La courbe de la population (Graphe A) indique que la "progression" ou le rythme d'évolution des populations Algeriennes (des communes mixtes) des trois (3) départements est plutôt lent, non comparable à celui d'une
croissance démographique dite "chevauchante".

Exemple : En 1882, les populations comptaient d'aprés le document utilisé (celui des statistiques du gouvernement général d'Algérie [**1.901.233 hab**], dix (10) ans plus tard, les chiffres atteignent [**2.323.549 hab**], soit un écart de **422.316 hab**. (?) (population indigène *non naturalisée*) *(hausse)*.

E/ - La courbe d'évolution des condamnations (pour les trois (3) départements) subit quelques fluctuations

Remarquons qu'en 1883 le nombre de condamnations atteint le summum avec le chiffre **30.837** et une moyenne de *16 par mille habitants*.

Ces chiffres chutent en 1890 à **12** (121 condamnations) et une moyenne de *5,2 par mille habitants*.

Si l'on cosidère **1883** " année de crise " durant ces vingts cinq années avec le taux de condamnations particulièrement élevé ainsi que la moyenne (par mille habitants), comment explique t-on ces retombées en **1890** avec les plus bas chiffres de condamnations et de moyenne par habitant ,d'autant plus que le taux des populations est relativement élevé par rapport à 1883 .
(1883 : 1.901.233 hab. - 1890 : 2.165.519 hab).

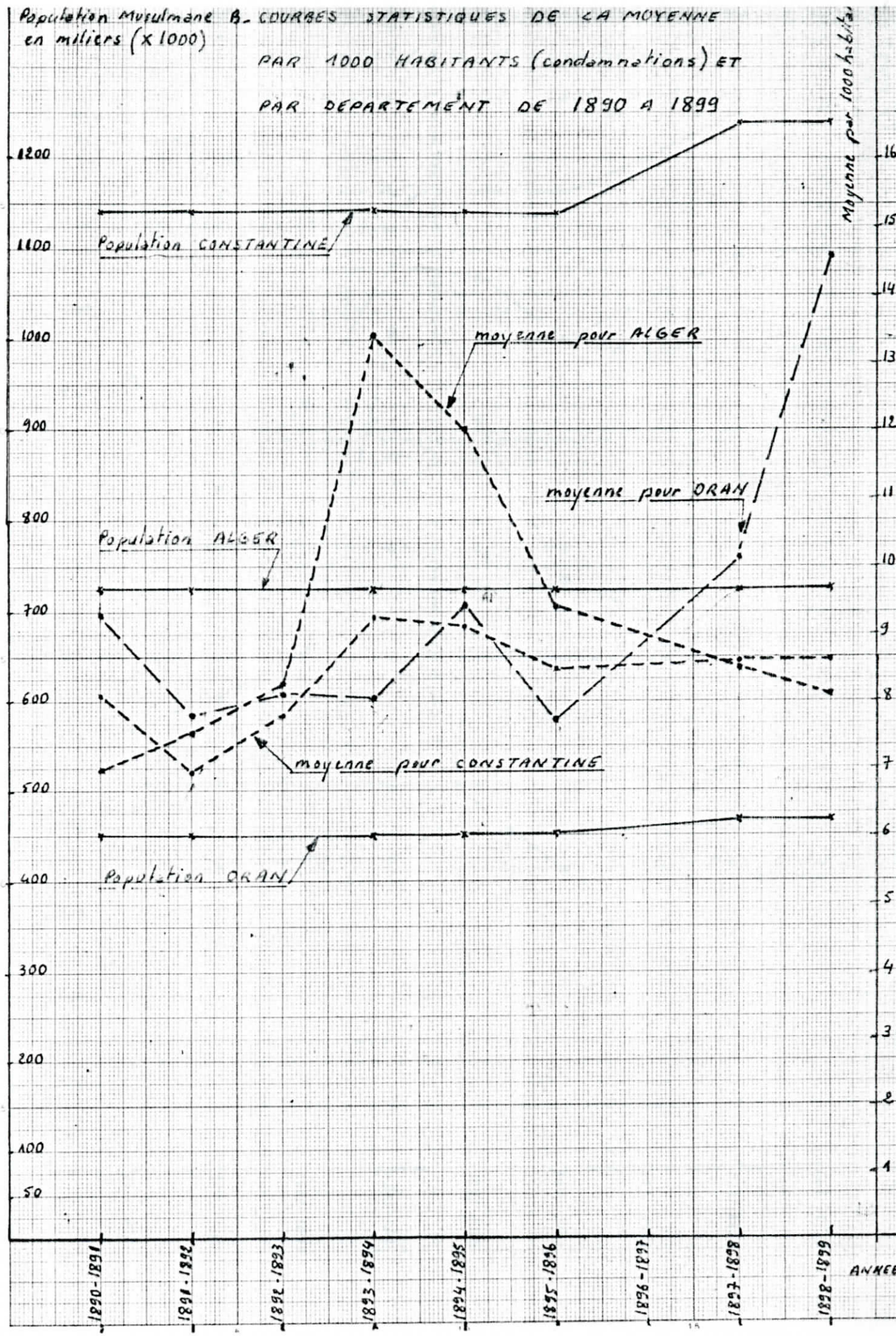
Notons également de la representation graphique des statistiques des amendes (peines pécunières) et des jours de prison, que les moyennes (par mille habtants) sont des plus basses en 1890 en comparaison avec 1883.

	Mt des amendes et jours de prisons	Moyenne / par mille HABITANTS
1883	212.023	112 / mille hab.
1890	73.462	33 / mille hab.

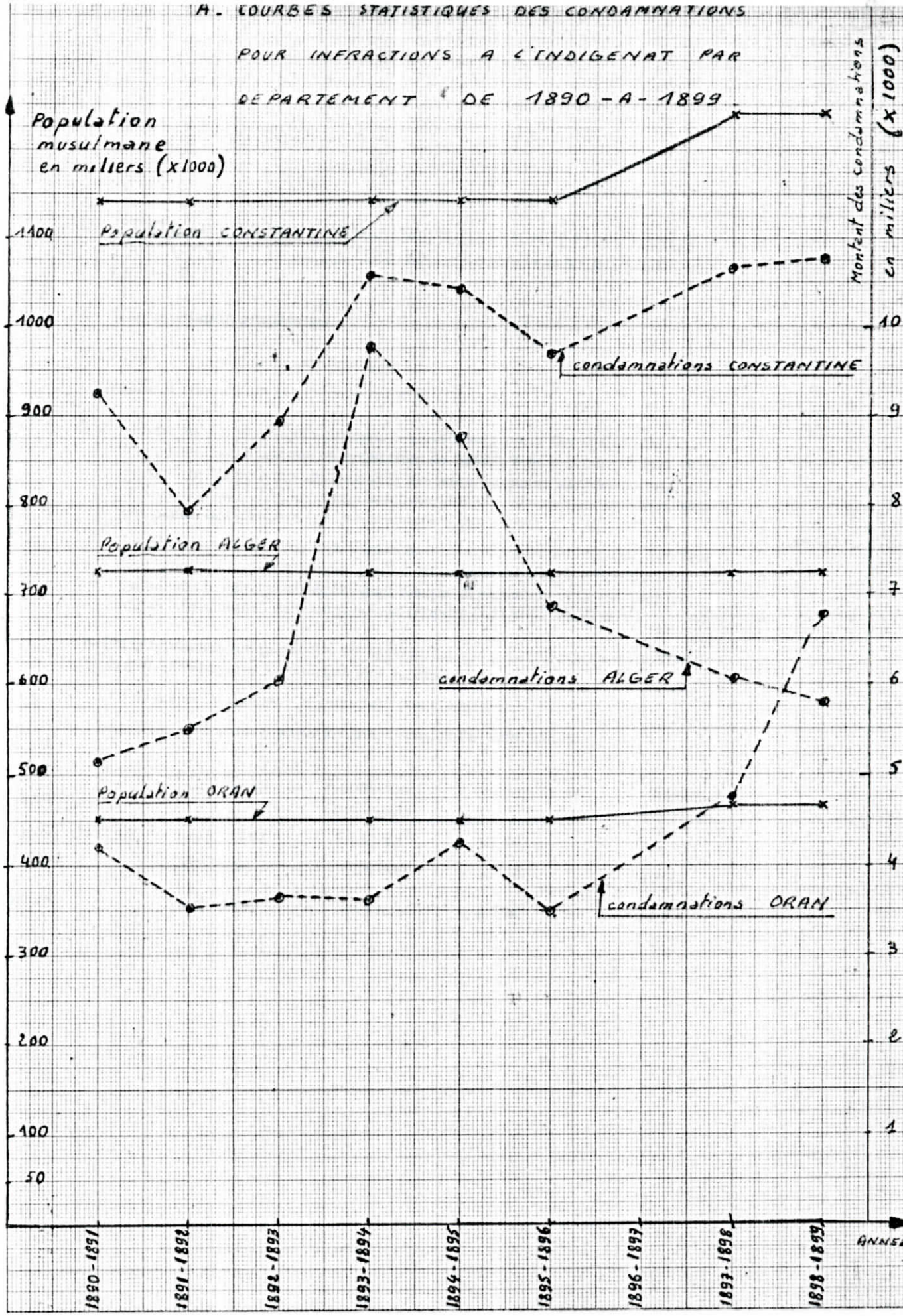
De toutes ces données, nous déduisons qu'il est interessant et presque impératif d'étudier les deux (2) phases ...

- *** ***1883*** : année de crise ?
- ### ***1890*** : année d'accalmie ?

et d'approfondir leur composante.


Population Musulmane en milliers (x 1000)
B- COURBES STATISTIQUES DE LA MOYENNE PAR 1000 HABITANTS (condamnations) ET PAR DEPARTEMENT DE 1890 A 1899
Moyenne par 1000 h.
1200
1100
1000
900
800
700
600
500
400
300
200
100
50
16
15
14
13
12
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1
Population CONSTANTINE
moyenne pour ALGER
moyenne pour ORAN
Population ALGER
moyenne pour CONSTANTINE
Population ORAN
1890-1891
1891-1892
1892-1893
1893-1894
1894-1895
1895-1896
1896-1897
1897-1898
1898-1899
ANNEE

A. COURBES STATISTIQUES DES CONDAMNATIONS POUR INFRACTIONS A L'INDIGENAT PAR DEPARTEMENT DE 1890 - A - 1899



III - STATISTIQUES DES CONDAMNATIONS POUR INFRACTION A L'INDIGENAT PAR DEPARTEMENT PENDANT LA PERIODE 1890-1899

1/ - Representation graphiques.

- ***Graphe A*** : population et condamnation
- ***Graphe B*** : population et moyenne par mille habitants.

2/ a- Notons que les graphiques ci-dessus sont dressés à partir des statistiques de l'administration Francaise en application de l'article 8 de la loi du 25 Juin 1890 portant sur les pouvoirs disciplinaires des administrateurs dans les communes mixtes d'ALGERIE. Des comptes-rendus annuels comportant les statistiques des peines disciplinaires (par département et par année).

Le détail des chiffres par type d'infraction ou de condamnations, que révélent les rapports du gouvernement général est intéressant afin de déterminer les infractions les plus généralisées dans chaque département et de mesurer les degrés "d'insécurité" dans un prochain chapitre (CHAPITRE III et V).

b- De la representation graphique des condamnations pour infractions à l'indigènat (1890-1899) ressort les constatations suivantes:

* Les points "summum" *population / condamnation* :

Le tableau ci-dessous marque les année sensibles à cette hausse.

DEPARTEMENT	ANNEE	P opulation Musulmane	Condamnations	Moyenne Par Habit.
CONSTANTINE	1893 / 1894	1.143.821	10.593	*9,26*
ALGER	1893/1894	728.300	9.786	*13,43*
ORAN	1898 / 1899	465.694	6.798	*14,59*

* Remarquons que dans le département d'ORAN, le chiffre population musulmane est le plus bas par contre une moyenne des condamnations par mille habitants s'avérant des plus élevées et plus particulièrement dans la période de **1898-1899** avec *14,59 condamnations/1000 habitants.*

* La répartition des infractions au code d'indigènat par département telle que la decrit le rapport du gouvernement général du 14 mai 1892 se présente comme suit:

- 4077 Condamnations au titre du paragraphe 17 du code d'indigènat:

  " Refus du concours en cas d'accidents, tumulte ou calamité publique".

- 3645 condamnations au titre du paragraphe 16 du code d'indigènat:

  " Tapage, Scandale, Disputes".

- 2286 condamnations au titre du paragraphe 2:

  " Refus ou inéxécution de service de garde et patrouilles".

- 2091 condamnations au titre du paragraphe 8 :

  " Dissimulation de la matière imposable" .

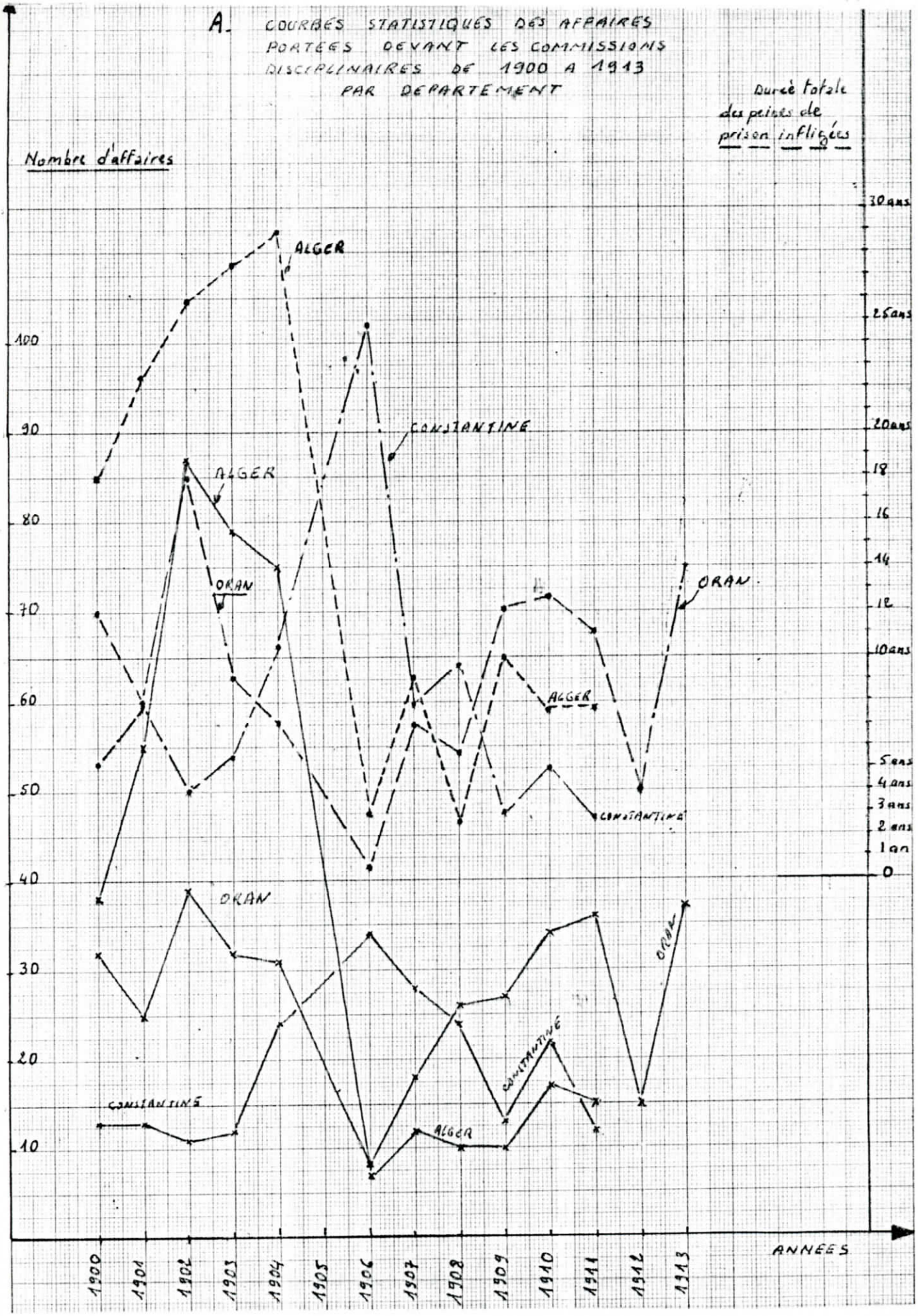
- 1680 condamnations au titre du paragraphe 6 :

  " Retard prolongé et non justifié dans les paiements des impots ".

- 1478 condamnations au titre du paragraphe 13 :

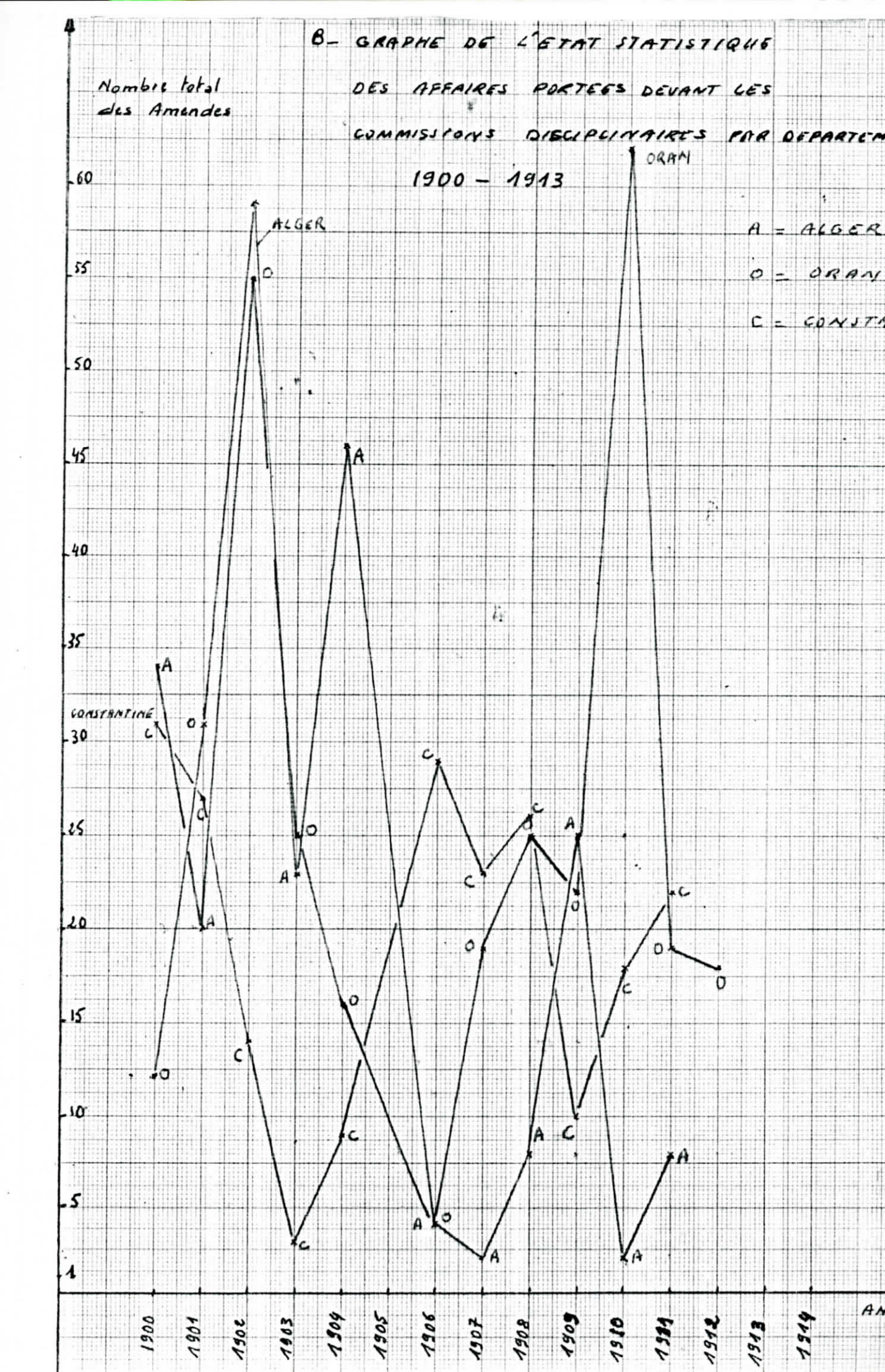
  " Départ d'une commune sans autorisations".

* Comme le fait remarquer le présent rapport, les infractions prévue par les paragraphes 1-9-14-15-19-20 sont celles commises le plus rarement et il n'a pas été prononcé de condamnations au titre de paragraphes 19 et 20.
Ces données devant être cependant vérifiées et commenteés ultérieurement.

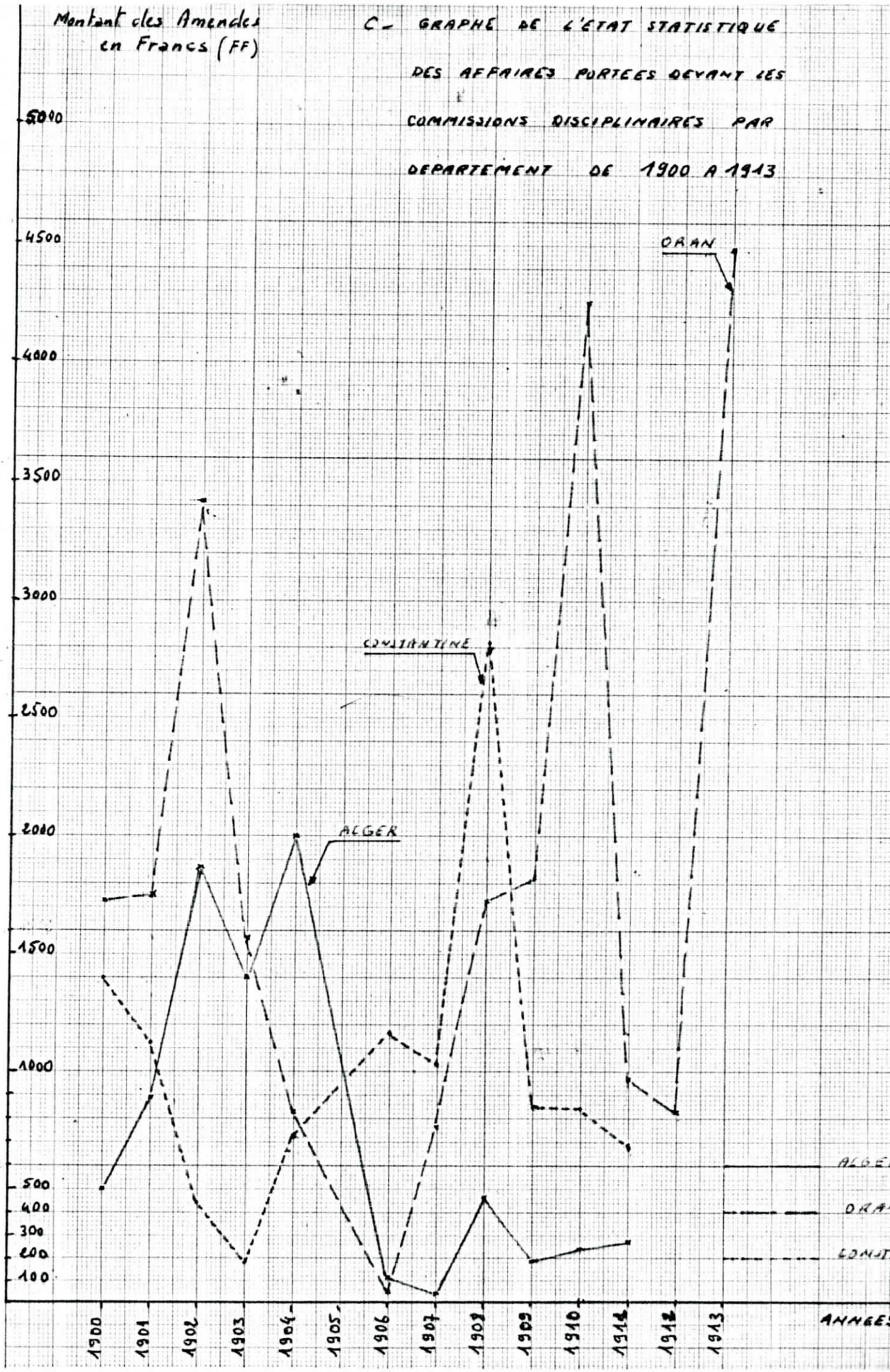

A. COURBES STATISTIQUES DES AFFAIRES PORTEES DEVANT LES COMMISSIONS DISCIPLINAIRES DE 1900 A 1913 PAR DEPARTEMENT
Nombre d'affaires
Durée totale des peines de prison infligées
ALGER
CONSTANTINE
ALGER
ORAN
ORAN
ALGER
CONSTANTINE
ORAN
CONSTANTINE
ALGER
CONSTANTINE
ORAN
100
90
80
70
60
50
40
30
20
10
30 ans
25 ans
20 ans
18
16
14
12
10 ans
5 ans
4 ans
3 ans
2 ans
1 an
0
1900
1901
1902
1903
1904
1905
1906
1907
1908
1909
1910
1911
1912
1913
ANNEES

B- GRAPHE DE L'ETAT STATISTIQUE DES AFFAIRES PORTEES DEVANT LES COMMISSIONS DISCIPLINAIRES PAR DEPARTEM

1900 - 1913



C- GRAPHE DE L'ETAT STATISTIQUE DES AFFAIRES PORTEES DEVANT LES COMMISSIONS DISCIPLINAIRES PAR DEPARTEMENT DE 1900 A 1913

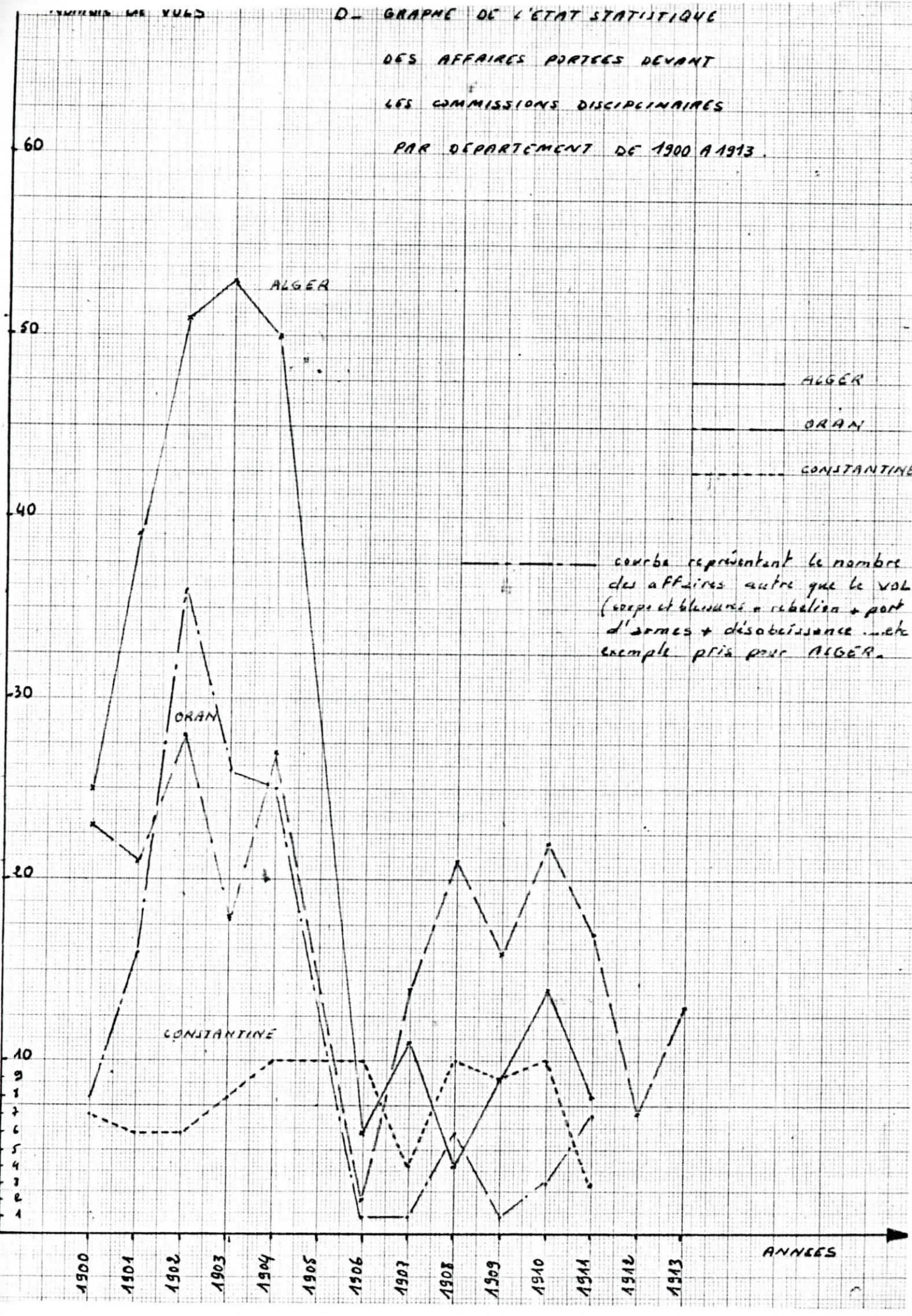


D_ GRAPHE DE L'ETAT STATISTIQUE

DES AFFAIRES PORTEES DEVANT

LES COMMISSIONS DISCIPLINAIRES

PAR DEPARTEMENT DE 1900 A 1913.



IV - STATISTIQUES DES NOMBRES D'AFFAIRES PORTEES DEVANT *LES COMMISSSIONS DISCIPLINAIRES PAR DEPARTEMENT* PENDANT LA PERIODE **1900 - 1913**

1/ - Représentation graphique

- *Graphe A* : Nombre d'affaires et durées des peines disciplinaires.
- *Graphe B* : Nombre total des amendes.
- *Graphe C* : Montant des amendes.
- *Graphe D* : Nombre de vols.

2/ - Notons que le graphe "D" représente le nombre d'affaires de vols qui, d'après les documents utilisés révèle le type d'affaire le plus courant. Nous avons cependant jugé utile d'établir une courbe représentant les affaires autres que celles de vol afin d'étudier le parallèle-comparaison (forme et degré) (coups et blessures, rebelion, détention d'armes illegales, délits forestiers etc...) ainsi que leur évolution suivant la période et le département.

* L'appréhension statistique (la plus simplifiée) des quatres graphes précités peut révéler certains cas interessants à étudier .

* Nombre d'affaires portées devant le conseil disciplinaire:

Concernant le graphe A:

Le nombre d'affaire sans spécification du type, varie suivant le département et la période ainsi nous pouvons relever les "points-extrêmes" suivants:

1- *Département d'ALGER* : C'est en 1902 que le nombre d'affaire portées devant la *commission disciplinaire atteint son summum : 85 affaires.*

ce chiffre devant chuter en l'espace de quatre (4) ans à moins de dix (10) affaires en 1906 ; comment peu-t on expliquer ce phénomène, d'autant plus que le département d'ORAN parait subir les mêmes fluctuations.

2- *Département d'ORAN* : avec un nombre d'affaire en 1902 équivalent à 38 et moins de dix (10) affaires en 1906 ?

3- *Département de CONSTANTINE* : Le cas est different pour ce département , contrairement aux départements précités, c'est en 1906 précisemment que le chiffre est le plus élevé (35 affaires) tandis que le chiffre le plus bas (moins 15 affaires) figure sur le graphe en 1909 et 1911.

* Durée totale des peines de prisons :

1- Notons que la durée totale des peines de prison varies selon la courbe établie sur une période de treize (13) ans (1900-1913) moyennant 1 an à 29 ans de durée totale des peines de prison avec un chiffre total de 954 affaires traitées devant les commissions disciplinaires. Ce chiffre devant être réparti sur trois (3) départements :
ALGER - ORAN - CONSTANTINE . Remarquons que les teritoires du sud figurent dans les statistiques à partir de 1906 mais sont traités en particulier (vu leur juridictions speciales).

2- L'étude comparative des courbes indique que le département d'ALGER a le plus subi des peines de prison avec le le chiffre total de 29 ans de prison moyenne en 1904 (après avoir atteint un totalde 26 ans en 1902).

Une remarque s'impose ici : la courbe portant sur les peines de prisons parait être similaire à celle portant sur les nombres d'affaires jugées devant les commissions disciplinaires par fluctuation que l'on retrouve dans ce cas : ainsi, en l'espace de deux (2) ans (1904-1906) seulement le chiffre total des peines de prison passe de 29 ans à 3 ans (soit un écart considérable de 26 ans).

Comment peut-on expliquer cette "brusque accalmie" ?

Le cas du département d'ORAN ne faisant pas exception sur ce point étant donné qu'en 1902 le total des peines de prison est equivalent à 18 ans et un total de moins d'un an en 1906.

Paradoxalement le département de CONSTANTINE connaît une autre situation des faits : *C'est en 1906 particulierement que les totaux de chiffres de peines de prison sont les plus élevés* (25 ans) puis chutant à un total de trois (3)
ans (1909-1911).

Concernant le graphe B.

* Nombre total des amendes infligées :

Il est aisé de repérer sur les graphiques les principaux "points extrêmes" des totaux des chiffres des amendes infligées pour infraction à l'indigènat .

En comparant les courbes des trois (3) départements (ALGER - ORAN -CONSTANTINE) *nous pouvons constater que le point "summum" figure sur la courbe ORAN avec un chiffre* total de 62 peines à l'amende en 1910 (après avoir atteint un total de 55 peines en 1902) puis un point de chute en 1906 un total de 5 amendes prononcées.

Pour le département d'ALGER le point summum se situe en 1902 avec un chiffre total de 55 peines à l'amendes
(constatons le même chiffre en 1902 dans le département d'ORAN : Effet de logique des faits ou coincidence) ?

Le point de chute se situe en 1907 (et 1910) avec un total de une (1) amende seuleument..

Le cas est différent pour le département de CONSTANTINE qui atteint un chiffre total des peines à l'amende équivalent relativement à 30 amendes en 1906 (et pareillement en 1900) et chutant en 1909 à près de dix (10) amendes .

Concernant le graphe C.

* Graphe portant sur le montant des amendes:

Pareillement au graphe B, le graphe C nous aide à découvrir que c'est encore sur la courbe du département d'ORAN que l'on repére le point summum avec la peine pécunière la plus élevée infligée pour les diverses infractions au code
d'indigènat.

Le montant des amendes devait viser la somme de 4500 F en 1913 après avoir atteint graduellement les somme de 3500 F en 1902 et 4000 F en 1910.

Quant à la peine la plus faible pour le département d'ORAN elle est enregistrée en 1906 avec le *montant* de 100 F.

Le département de CONSTANTINE figure en seconde position avec un montant équivalent à 2800 F en 1908 et de 180 F en 1903.

Ces deux sommes données en exemples sont les points extrême pour ce département.

Le département d'ALGER dont les chiffres extrêmes sont réduits de moitiés par rapport au département d'ORAN; ne sont pas moins considérables; ainsi en en 1904 le montant des peines pécunières atteint la somme de 2000 F.

Ce chiffre devant chuter à la somme de 40 F en 1907.

Beaucoup de remarques pourraient être élaborées à partir des differentes données ; voir la *comparaison des chiffres extrêmes dans les trois (3) départements ainsi que les* départements (territoires) du Sud (territoire d'AIN SEFRA) dont les chiffres revélent que le Sud vivait plutôt en effervessence en matière d'infraction à l'indigènat.

Notons au passage que les documents utilisés ne donnent trace de l'état statistique des affaires *portées devant les commissiions disciplinaires qu'à partir de 1906 et d'ores et déjà les chiffres* sont importants à cette date :

Ainsi en 1910 la peine pécunière infligée au territoire du Sud (Département D'AIN SEFRA) atteint la somme de 2275 F (point summum pour ce département; le point de chute étant estimé à la somme de 275 F en 1908) à ce taux les
territoires du Sud viennent en troisième (3°) position entre le département de CONSTANTINE et celui d'ALGER ?

Des diverses composantes de ce volet, une remarque s'impose concernant les graphes A - B et C :

* en faisant le parallèle des statistiques disciplinaires, *nombre total des jours de prison, nombre total des amendes et le montant total des amendes*) nous avons constaté que le département d'ORAN aurait le moins subi des peines de prison, mais paradoxalement, le plus "souffert" des peines pécunières (amendes).

Le tableau établi en exemple le montre (les points extrême-summum varient suivant le département et l'année).

DEPART. / SEFRA	ALGER	ORAN	CONSTANTINE	AIN
Nbre Total des Affaires	85	38	35	35
Durée Totale Peines/Pris.	29 Ans	18 Ans	25 Ans	18 Ans
Nbre Total des Amendes	55	62	30	66
Montant des Amendes	2000 F	4500 F	2800 F	2275 F

Cependant une question reste posée :

Comment expliquer ce phénomène ?

C'est à la veille de la première guerre mondiale (1913) que l'on enregistre le plus fort taux de l'amende (4500 F).

La population musulmane du département oranais acceptait-elle facilement ou préférait-elle payer l'amende imposée au taux parfois exorbitant (par rapport à l'époque) que de purger les peines de prison ferme.

Ou est-ce dû simplement à d'autress causes ?

Nous essaierons donc d'éclaircir ce point ultérieurement dans la mesure où les documents de travail nous le permettent .

Concernant le graphe D

* Graphe portant sur le nombre total de vols :

En étudiant l'état statistique des affaires portées devant les commissions disciplinaires dans toutes ses composantes (nature des délits, nombre d'affaires, durée des peines de prison, nombre total : amende et son montant), nous pouvons constater que les délits en matière d'indigènat ont "débordés" en l'espace de treize (13) ans et plus particulièrement en certaines périodes (1902, 1910, 1913).

Constatons également que parmi les infractions à l'indigènat, un type de délits s'avère le plus "courant" : Le vol (et tentative de vol) recencé en permanence dans les tableaux statistique du gouvernement général.

Les chiffres nous laissent découvrir l'ampleur du délit.

C'est dans le département d'ALGER que l'on enregistre le plus fort taux d'affaires de vol portées devant la commission disciplinaire :

- 53 affaires en 1903 et relativement pareil en 1902 chutant au minimum (2 affaires) en 1906.

Le département d'ORAN relativement de moitié moins dans le chiffre et le pourcentage : 28 *affaires de vol (et complicité de vol) en 1902; mais chutant exactement pareil au département* d'ALGER à 2 affaires de vol en 1906.

Quant au département de CONSTANTINE , les chiffres s'avèrent plutôt minimes par rapport aux départements précédants : 10 affaires de vol en 1906 chutant à 3 affaires en 1911.

A noter le parallèle 1902-1906 surtout pour les departements d'Alger -et d'Oran . La *recrudescence des affaires de vol (et complicité de vol) est notoire en 1902 (et presque* inexistante en 1906) sachant que sur un chiffre total des affaires (tous délits dans les trois (3) départements jugés devant les commissions disciplinaires) equivalent à 137 affaires, 85 affaires *de vol sont traitées exclusivement dont 6 affaires seulement dans le departement de* CONSTANTINE.

Parlant de recrudescence des affaires de vol, nous n'excluons nullement le cas des territoires du Sud qui vivent particulèrement cet état de fait en 1910 sachant que sur 35 affaires (délits tout genre) portées devant commissions, 30 affaires de vol sont traitées (les cinq affaires restantes sont de nature de coups et blessures et menaces et voie de fait sur agent de l'autorité) et donnant ainsi acte à 66 cas infligés à l'amende dont le montant total a visé la somme de 2275 F pour le territoire d'AIN SEFRA en l'espace d'un an (1910) !

Ces chiffres devant diminuer brusquement deux (2) ans plus tard : 3 Affaires de vol en 1912 sont traitées pour le territoire d'AIN SEFRA ; cependant des faits saillants prennent place dans les infractions de cette même
année sans pour autant, figurer sur le code d'indigènat : comme "destruction de ligne télégraphique" et "tentative de déraillement à la voie ferré"..

Ce qui nous introduit dans l'établissement du parallèle entre les cas de vol et les autres cas d'infraction à l'indigènat.

Nous avons donc constaté que le vol reste pour un large pourcentage, l'infraction la plus "courante" dans les départements ALGER - ORAN - CONSTANTINE - AIN SEFRA.

Il est cependant, important de remarquer qu'il existe des types de délits que l'on doit mesurer *non dans l'ampleur des chiffres mais dans le degré et la forme dont il font cas en figurant en* permanence dans les tableaux statistiques de l'autorité coloniale avec la nomination :
"coups et blessures, rebelions, menaces et voies de fait envers un agent de l'autorité, détention *illegale d'armes, délits forestiers* " etc .

D'autres types de délits qui ne figurent pas dans la nomenclature du code d'indigènat (ou qui y figurent parfois sous une autre nomination) emergent des tableaux statis-tiques cités, donnant naissance à un large consensus d'insécurité dans un département en une période donnée .

Citons les exemples "rixes, évasions, intrigues calomnieuse et voie de fait envers un caid, destruction de ligne télégraphique, tentative de déraillement de voie ferrée, infraction à la réglementation des defrichements, achats d'effets militaires dérobés, trafic de matière première pouvant servir à la fabrication de poudre ..."

Autant de délits que de chiffres pour une courbe graphique qui vise légérement plus de moitié que celle portant sur un délit "courant" : le vol (voir graphe D) - (exemple: département d'Alger en 1902 : sur 87 affaires (tous délits) ,36 sont jugées pour les délits précédement cités).

Il est intéressant de remarquer qu'il arrive , parfois, que ce délit courant (vol) "s'amenuise" au profit de l'émergence d'une autre nature de délits : citons un exemple qui suscite notre curiosité:

Concernant le département d'ORAN dont les détails des délits en 1913 révèlent :

Sur un total de 37 affaires portées devant la commission disciplinaire, 30 sont jugées affaires de vol, le reste, 7 infractions à la réglementation des défrichements, 3 rixes, outrage et rebellion à un agent de la force publique, menaces proférées et intrigues envers un agent de l'autorité, abondon de poste de vigie, chasse prohibée .etc

Rappelons-nous la question posée précédement cocernant
le graphe C portant sur les causes d'une forte peine à l'amende d'un montant de 4500 F en 1913 pour le département d'ORAN : Ce large condensé d'infractioins ci-dessus citées parmi les nombreuses et variées réponses que l'on peut envisager ?

CHAPITRE II

STATISTIQUES DES CONDAMNATIONS PAR DELITS & ATTENTATS CONTRE

1- Les personnes

2- Les propriétés

3- La chose publique

ET COMPARAISONS

Période 1903-1913 -département d'ORAN /
(excepté année 1907-1908 pour les 3 départements)

Le dossier que nous essayons de traiter est sans doute le plus interessant dans notre recherche par les éléments qu'il comporte dans un large volet l'étude des statistiques des délits classifieés, cette fois, sous les nominatifs trés précis: d'attentats contre - les personnes, - les propriétés , ou la chose publique.

Nous suivons leur évolution durant une période de dix (10) ans (1903 - 1913) et dans les détails, les auteurs d'attentats ainsi que les victimes dans les deux cas européens et "indigènes".

Cependant, nous tenons à éclaircir certaines restrictions avant d'entamer toute étude statistique et à signaler :

1°) Nous ne pouvons établir de représentation graphique que pour le département d'ORAN à défaut de documents (manque) pour les années 1903-1904-1905-1911-1912-1913.

Signalons également que les statistiques sont inexistantes sur les documents utilisés pour 1906; *quant à l'année 1910, les seules statistiques dont nous disposons portent sur deux (2)* arrondissements du département d'ORAN : Arrondissement TLEMCEN - SIDI BEL ABBES.

2°) Pour les années 1907 et 1908, les statistiques sont classées par département; nous les *avons représentées en prenant comme échantillon l'année 1908 puisque tous les éléments le* permettent avec en complément: un recapitulatif (sur document) pour les trois (3) départements que nous avons reporté sur le graphe à droite du tableau (1.E).

3°) Les documents dont nous disposons comportent un compte-rendu détaillé sur *l'aboutissement des délits voir les délits poursuivis par les tribunaux répresifs, les jugement sans* appel...

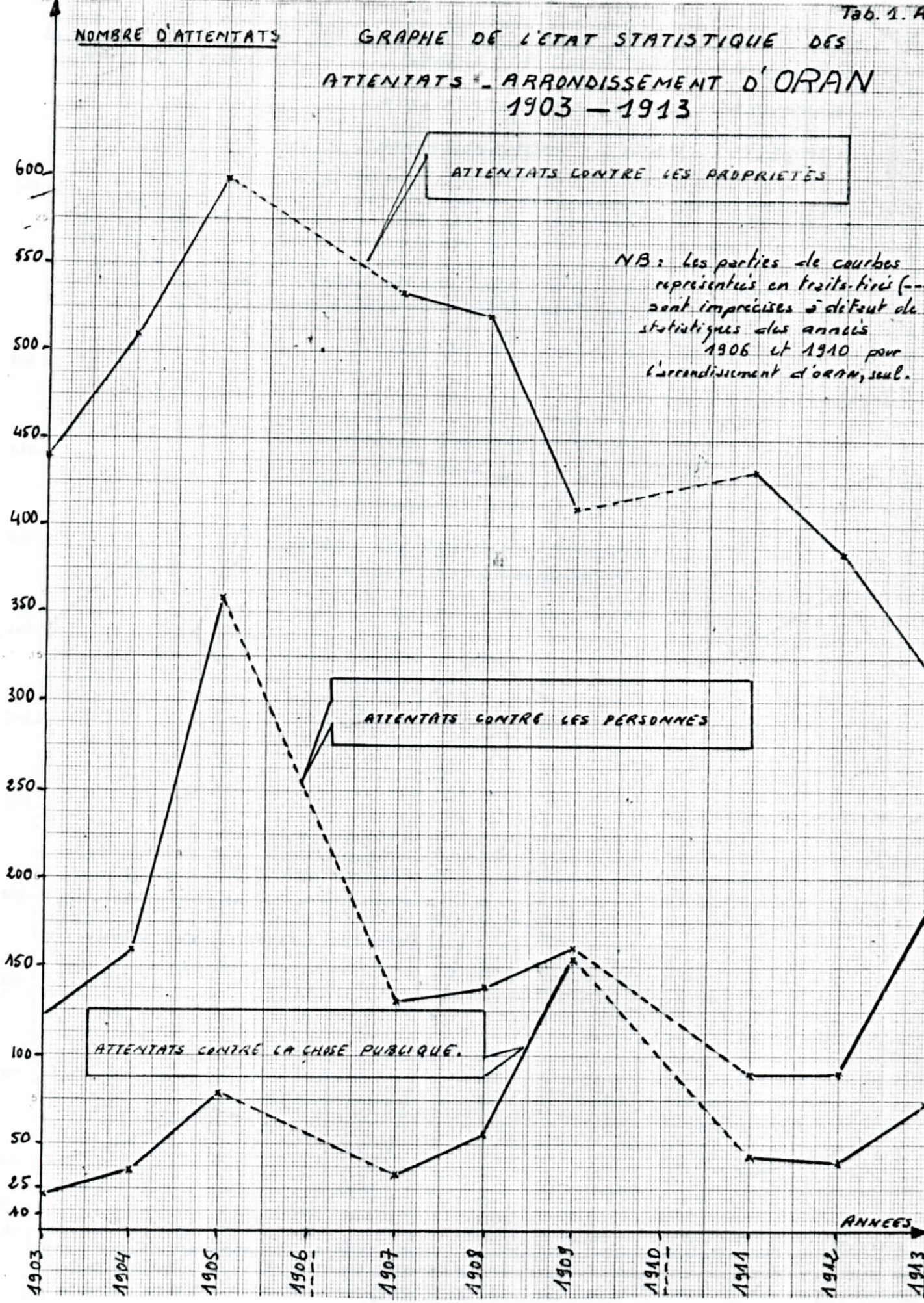
Nous avons, cependant, jugé nécessaire de travailler uniquement sur les axes siuvants:

* Le nombre de délits classés sans suite
* Les délits commis par les "indigènes" avec les *classifications: attentats contre les personnes,* contre les propriétés et contre la chose publique.

Tab. 1. A

NOMBRE D'ATTENTATS

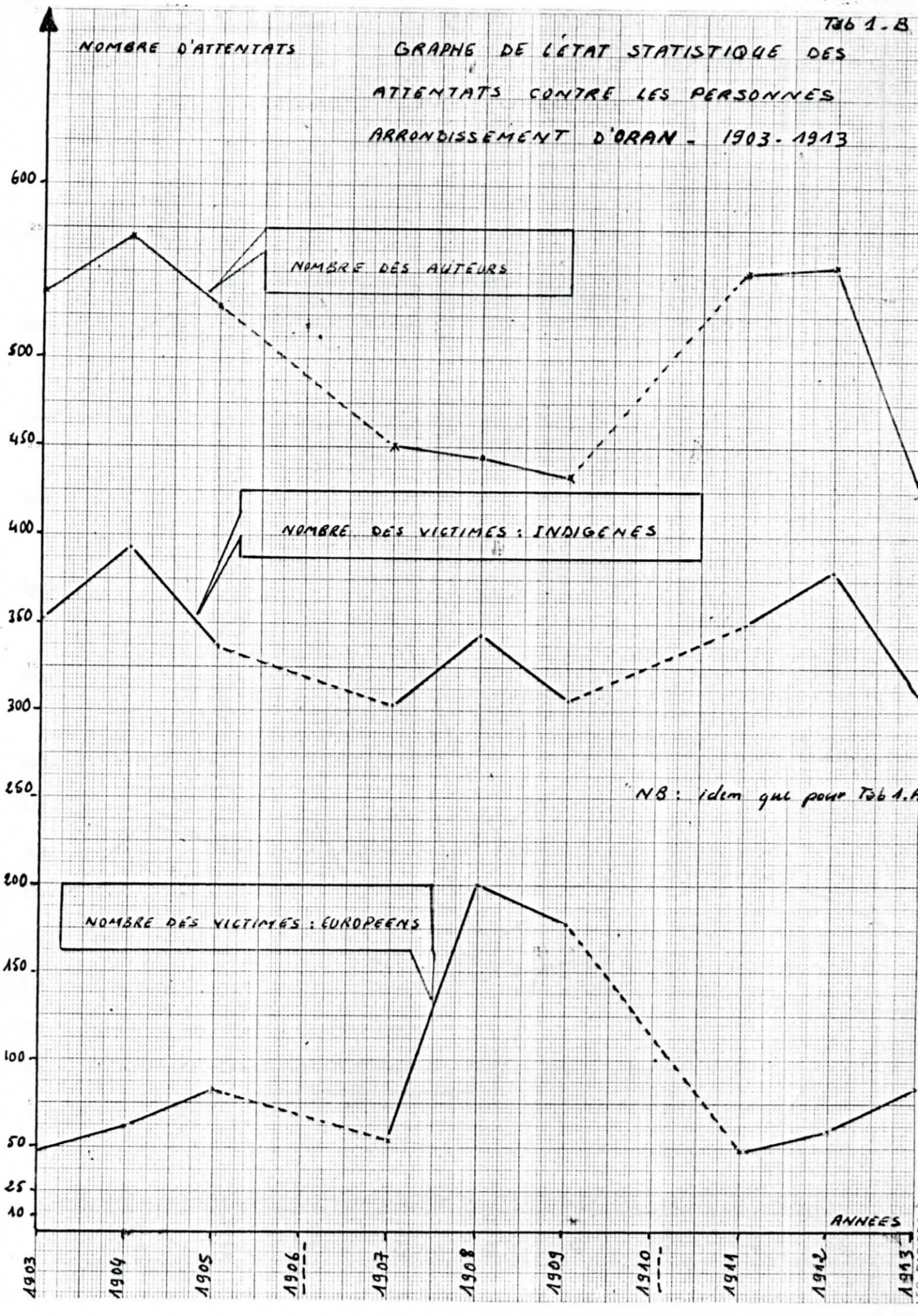
GRAPHE DE L'ETAT STATISTIQUE DES ATTENTATS - ARRONDISSEMENT D'ORAN 1903 — 1913



NB : Les parties de courbes représentées en traits-tirés (- - -) sont imprécises à défaut de statistiques des années 1906 et 1910 pour l'arrondissement d'Oran, seul.

Tab 1.B

GRAPHE DE L'ÉTAT STATISTIQUE DES ATTENTATS CONTRE LES PERSONNES ARRONDISSEMENT D'ORAN - 1903-1913

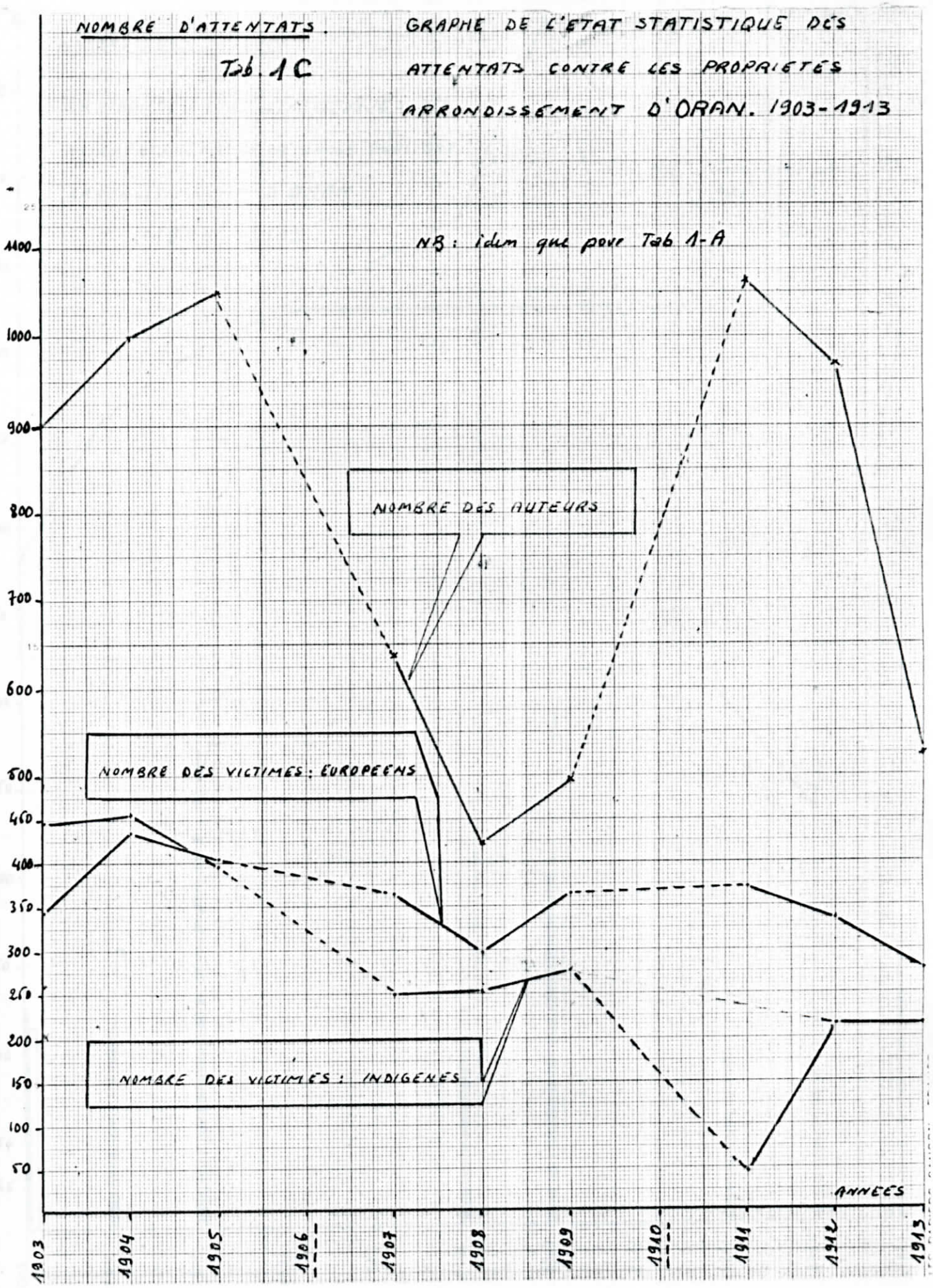


NOMBRE D'ATTENTATS.

Tab. 1 C

GRAPHE DE L'ETAT STATISTIQUE DES ATTENTATS CONTRE LES PROPRIETES ARRONDISSEMENT D'ORAN. 1903-1913

NB : idem que pour Tab 1-A



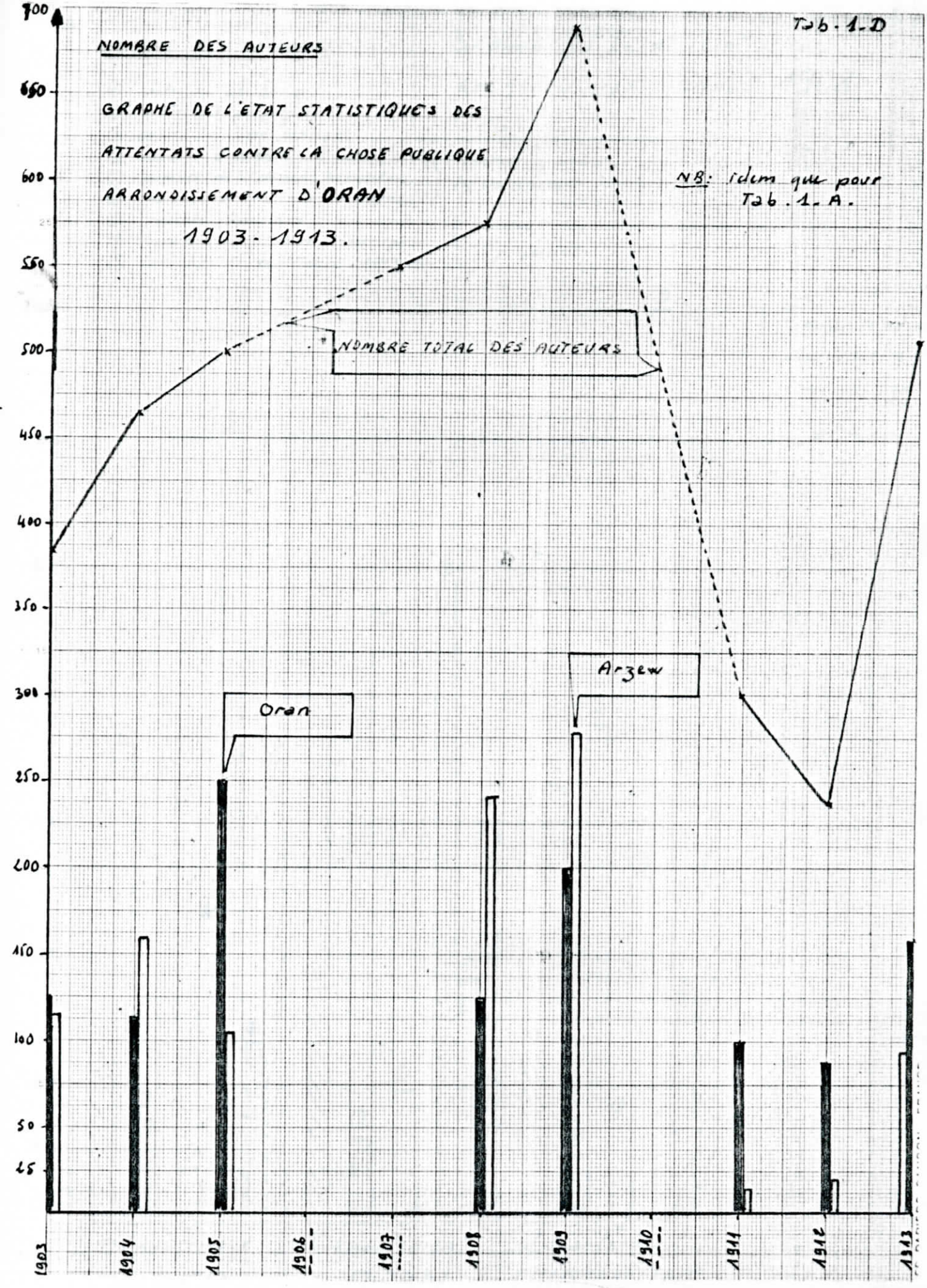
Tab. 1. D

NOMBRE DES AUTEURS

GRAPHE DE L'ETAT STATISTIQUE DES ATTENTATS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE ARRONDISSEMENT D'ORAN

1903 - 1913.

NB: idem que pour Tab. 1. A.



Tab - 1 - E

GRAPHE DE L'ÉTAT STATISTIQUE RECAPITULATIF ANNEE 1908

NOMBRE D'ATTENTATS

① contre les personnes
② contre les propriétés
③ contre la chose publique
④ nombre d'auteurs
⑤ nombre de victimes : européens } contre les personnes
⑥ nombre de victimes : indigènes
⑦ nombre d'auteurs
⑧ nombre de victimes : européens } contre les propriétés
⑨ nombre de victimes : indigènes

4000
3500
3000
2500
2000
1500
1000
500
250
100

nombre des auteurs attentats contre la chose publique

A
O
C

Département ALGER
Département ORAN
Département CONSTANTINE

ALGER
ORAN.
CONSTANTINE

1- **Representation graphique**

* ***Graphe (I)*** *A* : nombre d'attentats 1903-1913
arrodissement d'ORAN (général)

* ***Graphe (I)*** *B* : nombre d'attentats 1903-1913 attentas
contre les personnes-arrondissement d'ORAN

* ***Graphe (I)*** *C* : nombre d'attentats 1903-1913 contre les
propriétés-arrodissement d'ORAN

* ***Graphe (I)*** *D* : nombre des auteurs 1903-1913 attentats
contre la chose publique arrondissement d'ORAN.

* ***Graphe (I)*** *E* : nombre d'attentats 1903-1913
récapitulatifde l'état statistique pour l'année 1908
uniquement les départements ALGER-ORAN-CONSTANTINE.

Notons que ce dernier graphe porte sur les détails suivants:

Nombre d'attentats:

1- contre les personnes
2- contre les propriétés
3- contre la chose publique
4- nombre d'auteurs }
5- *nombre de victimes} européenes contre les personnes*
6- nombre de victime indigènes
7- nombre d'auteurs }
8- *nombre de victimes}européennes contre les propriétés*
9- nombre de victimes indigènes
10-nombre d'auteurs d'attentats contre la chose publique

2 /- **Concernant le graphe 1 A**

Nombre d'attentats (en général) arrondissement ORAN
1903 - 1913

Remarquons que pour ce graphe, notre évaluation statistique ou comparative restera relativement approximative dans la mesure où les chiffres statistiques nous font défaut pour les deux (2) années 1906 et 1910.

Une étude comparative des trois (3) courbes portant sur les attentats

- ➲ contre les personnes
- ⇨ contre les propriétés
- ➔ contre la chose publique

Révèle la prédominance des attentats contre les propriétés et leur recrudescence particulièrement réparable sur la courte période entre 1903 et 1905 soit une hausse de 450 attentats à 600 attentats.

Les motifs sont divers : nous nous proposons, dans la mesure du possible ,de les expliquer ou interpreter dans les prochains chapitres.

Cette hausse (de courte durée) s'applique également aux attentats contre les personnes; ainsi le nombre d'attentats passe de 125 en 1903 à 350 attentats en 1905.

Le cas est légèrement différent pour les attentats contre la chose publique dont la *recrudescence se produit durant la période de dix (10) ans, tout en restant faible par rapport au* processus d'évolution des attentats contre les propriétés et les personnes: 23 attentats en 1903 et 55 en 1905 à 150 attentats en 1909.

Remarquons, enfin, qu'à partir des trois (3) courbes, des phénomènes sont notoires:

a/- L'ampleur des attentats contre les propriétés et leur prédominance sur les deux (2) autres types d'attentats ?

b/- La recrudescence des attentats qui s'opère sur une courte durée (de 1903 1905), le cas s'applique quant aux deux (2) natures d'attentats: contre les propriétés et contre les personnes.

c/- L'année 1905 est-elle une année "crise" pour deux types d'attentats au moins ...

- ☞ contre les propriétés
- ☞ contre les personnes

3/- Concernant le graphe 1 B

- Nombre d'attentats contre les personnes - Arrondissement d'ORAN 1903-1913 (auteurs, victimes européennes et "indigènes")

Notons, en premier, que ce graphe est (strictement) relatif aux délits commis par les "*indigènes*" (*attentats contre les personnes*).

Remarquons que le chiffre des auteurs d'attentats est :

a) Particulièrement élevé (idem pour le graphe C): 555 auteurs d'attentats (summum) en 1904, puis une grande chute s'opère sur une période de sept (7) ans avec un nombre d'auteurs d'attentats variant entre 400 et 450.

b) Pour ce qui est de la courbe d'attentats contre les personnes et, contrairement à ce que l'on puisse envisager à priori, le nombre de victimes indigènes est supérieur au nombre de victimes européennes.

- Le premier variant de 300 à 350 pendant dix (10)années (1903-1913)
- Le second variant de 50 victimes en 1903 et atteingant quatre (4) fois plus ce chiffre en 1908.

c) La première constatation qui s'impose est celle concernant les victimes *européennes dont le chiffre a quadruplé en l'espace de cinq (5) ans.* Pourquoi cette hausse en 1908 ?

3/ Concernant le graphe 1 C

Nombre d'attentats contre les propriétés- Arrondissement d'ORAN - 1903 - 1933 (auteurs, victimes européennes et "indigènes")

a) Il est très visible sur graphe que la courbe relative au nombre d'auteur d'attentats contre les *propriétés comporte une variation avec deux (2) chiffres particulièrement élevés donc deux (2)* points summum:

- Le premier en 1905 avec 1050 auteurs d'attentats contre les propriétés.
- Le second en 1911 avec 1100 auteurs d'attentats contre les propriétés avec comme point de chute, un chiffre réduit d'un peu plus de moitié moins en 1908.

Comment expliquer cette fluctuation s'étalant sur une période de sept (7) ans.

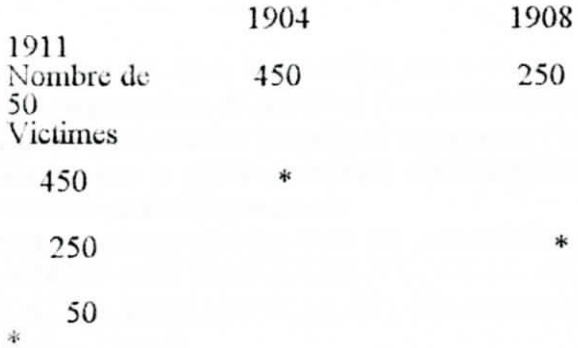
b) Quant aux courbes relatives au nombre de victimes d'attentats contre les propriétés constatons que:

L'année 1904 paraît être l'année où les points extrêmes
(victimes "indigènes" et européennes, frôlent le même chiffre):

Exemple : 1904 / arrondissement d'ORAN:

- 434 victimes européennes
- 455 victimes "indigènes"

Remarquons, par contre, que les variations, quoique faibles pour les deux (2) natures de victimes, la courbe relative au nombre de victimes européennes reste légérement superieure à celle des victimes "indigènes" dont on repére une baisse graduelle
exemple: de 450 victimes à 250 aboutissant à 50.



Comment expliquer donc ce phénoméne ?

4- Concernant le graphe 1 D

Nombre d'attentats contre la chose publique - Arrondissement d'ORAN - 1903 - 1913
(Nombre des auteurs d'attentats)

En fait le graphe D porte sur deux (2) représentations graphiques:

1- Le nombre total des auteurs d'attentats.

2- Représentation comparative entre deux (2) arrondissements du même département: ORAN - ARZEW.

a) Le nombre total des auteurs d'attentats contre la chose publique variant entre un summum d'environ 700 auteurs d'attentats en 1909 à 240 en 1912, réalise une baisse estimée approximativement à 3 fois moins en l'espace de trois (3) 3 ans d'écart; que s'est-il donc passé en 1912 ?

b) Des tableaux statistiques, nous avons relevé une variation à court terme entre les arrondissements du département d'ORAN et l'arrondissement d'ORAN même d'où notre initiative d'établir une représentation graphique comparant l'arrondissement d'ORAN et d'ARZEW. Constatons que le chiffre (nombre) d'auteurs d'attentats conttre la chose publique excéde à celui d'ORAN particulièrement sur
700 auteurs d'attentats au total pour les huits (8) arrondissements du département d'ORAN, réparti (ORAN-ARZEW-AIN TEMOUCHENT-AIN EL ARBA,LOURMEL-ST CLOUD-ST DENIS DU SIG-STE BARBE DU TLELAT), 280 auteurs d'attentats dans ARZEW sur 197 auteurs d'attentats dans ORAN.

L'arrondissement d'ARZEW a donc "contribué" pour une large part à ce type d'insécurité quoi que certains points restent à éclaircir notamment :

- Pour l'arrondissement d'ARZEW, comment expliquer ce phénomène ? Insécurité momentanée ? recrudéscence cyclique déjà née en 1903 et déclinante à partir de 1911 ? existe-il des causes profondes à cet état de chose ?

5 - Concernant le graphe 1 E

Recapitulatif de l'état statistique 1908 les trois (3)
départements avec les détails précédement cités.

Ce graphe est particulièrement important dans la mesure où c'est sur la base d'un récapitulatif d'éléments détaillés qu'il a été établi : d'où la possibilité d'une approche comparative plus complète des types de délits,du pourcentage d'auteurs et de victimes indigènes et européennes en 1908.

Nous relevons les constatations suivantes :

a- De la repésentation graphique apparait un type particulier de délit: l'attentat contre les *propriétés. Son ampleur atteint le summum en 1908 dans le département de CONSTANTINE* avec un total de 3500 auteurs d'attentas.

Par contre, c'est bien dans le département d'ORAN que l'on enregistre le plus élevé des (totaux) des nombres d'auteurs d'attentats contre les personnes avec un peu moins de 2000 attentats.

Enfin, c'est dans le département d'ALGER que l'on relève le point summum des attentats *contre la chose publique avec les chiffres exacts de 2763 auteurs d'attentats.*

b- D'une première estimation statistique en poucentage de victimes d'attentats différement cités relevons les constatations suivantes:

b1- Remarquons que le département d'ORAN paraît être le plus touché par un nombre (le *plus élevé) de victimes d'attentats contre les personnes- victimes européennes:*
un total equivalent à 500 victimes d'attentats contre les personnes, donc exactement le double de celle enregistrées dans le département de CONSTANTINE et presque le quadruple de celles *relevées dans le département d'ALGER.*

- Victimes "indigène d'attentats: à constater un chiffre très élevé en victimes d'attentats contre les personnes département d'ORAN le summum: 1300 victimes au total contre 1200 dans le département de CONSTANTINE et 1100 dans le département d'Alger.

b2- Remarquons encore que le département d'ORAN paraît avoir le plus subi des attentats contre les propriétés et particulièrement en victimes européennes.

-- Victimes européennes: un total de 804 victimes dans le département de CONSTANTINE et *681 dans le département d'ALGER contre 906 victimes dans le département d'ORAN ... et* inversement dans le cas des:

-- victimes "indigènes", le département d'ORAN se rélèle être le moins touché des attentats contre les proprietés avec 1508 victimes "indigènes", contre 1746 dans le département d'ALGER et (surtout) contre 1940 victimes dans le département de CONSTANTINE.

3- Pour ce qui est des attentats de la chose publique, notre evaluation statistique se base sur le nombre d'auteurs d'attentats (uniquement). Dans ce cas aussi, le département d'ORAN a le moins subi des attentats -(2500) paer rapport au département d'ALGER -2750 auteurs d'attentats contre -2600 dans le département de CONSTANTINE.

Enfin quelques constatations brèves:

- Dans les attentats contre les proprietés,(prédominants) le summum a atteint un total de 3500 auteurs d'attentats (dans le département de CONSTANTINE et le point de chute avec le chiffre de 2250 auteurs d'attentats dans le département dans le département d'ORAN.

- Attentats contre la chose publique (seconde cible) avec leur summum de 2750 auteurs d'attentats dans le département d'ALGER chutant à 2500 auteurs d'attentats dans le département d'ORAN.

- Attentats contre les personnes, le summum est atteint dans le département d'ORAN avec un total de 2250 auteurs d'attentats chutant à 1600 dans le département d'ALGER.

==========

* Constatations: Les données ci dessus sous forme de chiffres extrêmes restent à eclaircir par de plus amples explications.

La recrudescence des attentats, crimes, et délits declenchant le consensus "insecurités" couvre en une année (1908) l'ensemble des secteurs d'état et privé ainsi que les personnes); seul parallèlisme le degré des chiffres, seule différence la forme des faits et leur interprétation socio-economique ou politique. Nous nous proposons de développer les diverses remarques ou évaluations statistiques qui devraient être proposées sous forme d'interrogations auquelles nous tenterons d' y répondre sans doute dans les prochains chapîtres.

SECTION II

LA SIGNIFICATION ANTI-COLONIALE

ET

INTERPRETATIONS COLONIALES

CHAPITRE I.

EXPANSION DE LA COLONISATION

L'expansion de la colonisation officielle, le développement des petites villes et la création des pillages, l'élargissement des lots de concession par tous les moyens favorisant l'agrandissement des domaines de l'Etat et des colons, l'implantation des compagnies étrangères (industries) offrant ainsi de nouvelles perspectives d'emplois et par conséquent ouvrant l'accés à une émmigration massive de populations étrangères donnant lieu à de nouveaux rapports socio-économiques dont l'impact est important : autant d'élements d'une causalité aboutissant à un même point : le bouleversement des structures traditionneles de l'ouest Algérien.

Ceci, évidemment, ne pouvait aboutir qu'avec une domination totale sur le territoire et le contrôle des moyens de productions.

A. / BREF APPERCU SUR LE DECOUPAGE TERRITORIAL

En dépit de l'interêt que nous portons particulièrement aux moyens utilisés dans l'expansion coloniale dans l'ouest Algérien, nous ne pouvons étudier tout le processus de la colonisation de l'Oranais dans son intégralité et le détail(1)

Cadre Géographique et découpage territorial :

Le cadre géographique de l'Oranie donne l'aspect d'un milieu typiquement varié : le Sahel, les massifs et chaines interieures les plaines, l'atlas, pré saharien et le sahara ; un site où se joint d'importants facteurs humains, sociaux, économiques et politiques .

a/ D'abord ***le littoral*** par son importante étendue cotière allant de Nemours à petit port est parsemée de villes et ports ouvrant au pays des possibilités de communication avec l'extérieur surtout aux proches voisins tels l'Espagne, la France etc ..

Notons que la chaine littorale de l'ouest algérien prend son origine à la pointe ouest du sahel d'Oran jusqu'au Cap Figalo entre celui ci et Oran apparait un premier massif avec les saillies du djebel Touila et djebel M'zaita,puis le massif du Mudjardjo avec le djebel Santo et Santa Cruz dominant la ville d'Oran .

A l'est d'Oran les falaises qui bordent le virage forment une haute corniche qui domine au fan nord le djebel Kahar ou montagne des lions (612) et le djebel Orouze.

Vers l'est toujours du côté d'arzew les plateaux de St Louis et celui de Mostaganem sont séparés par les marais de la Macta représentant l'embouchure commune de Sig et de l' Habra ; ces plateaux dans leurs continuité au delà de l'embouchure du Chélif, font partie déjà du Dahra ,(parlant du Chelif ,notons que l'actuelle coupure du Chelif qui atteignait autrefois la mer, n'est qu'en apparence une limite naturelle).
Notons également ,que le Sahel d'Oran se constitue en partie de terrains salés (par le sous-sol triassique) a qui supose, à priori, de restrictions en matiéres de végétation et de culture.

b) LE DAHRA

Du mot arabe "dahra" signifiant "dos" c'est toute cette région située au Nord de la grande dépression du Chélif s'étendant vers l'Est jusqu'à l'Oued Damous. Elle constitée de zones de plateaux et de zones montagneuses.

c) LES MASSIFS DE LA CHAINE INTERIEURE

Constituant une zone intermédiaire entre l'Atlas tellien et l'Atlas saharien, cette suite de massifs et de chaines d'orientation dominante S.W-N.E; présente l'aspect de faibles plissements et de larges andulations bien différentes de celle du littoral.

Remarquons que le massif jurrassique de l'Oranie (étendu 300 Km) se subdivise au massif de TLEMCEN ET Daya à l'ouest et le massif de Saida et Frenda. Le massif de Tlemcen et Daya, plus élevé que les massifs littoreaux, benéfice de l'influence des vents humides, donc de précipitations bienfaisantes ce qui explique à priori cette particularité d'existance d'eaux courantes et de cascades *(1).

Cet apport est partagé au Maroc, l'Atlas marocain, Les géologues expliquent que l'éxistance de terrains superposés antres couches (de haut en bas) en calcaires fissurés celle de grés en dessous, celle argileuse favorise la formation de sources pérenus. Dans cet éxemple, Tlemcen a une altitude de 830m, occupe la possition privilegie d'être à l'abri des vents du Sud et de recevoir les vents marins par ses eaux courantes limpides .

Aux alentours de la région de Tlemcen il y a de belles forêts forêt de Hafi entre Tlemcen et Sebdou. Quant au massif de Saida (862m) et de Frenda (1058m) en continuité avec celui de Tlemcen il se compose plutôt de plateaux que de chaines, des escarpements sont notoires prés de Djebel Gaâda (1130m) au Sud Ouest de Frenda.

Notons que c'est à travers le massif que passe la route dite "Lamoricière" communément comme entre Daya - Saida - Sagremaret - Fenda - Tiaret. Dans le massif de Saida et Frenda comme dans celui de Tlemcen et Daya apparaissent fleuves ou riviéres dont le cours se perd ou reapparait selon les région. Citons l'Oued "Tifit", Oued Bouatrous, Oued Foufot. Les de la forêt des djafras et les sources qui alimentent la région de Saida. Un exemple type de source celui de Ain-El-Azereg (Nazered); c'est un fleuve souterain, prenant son origine dans le plaine de Sidi Mohamed Belkacem, chez les Hassasna se faire un passage par un ravin souterrain et un genre de tunnel long de 70m environ connu sous le nom de "grotte de Ameira" Notons au passage que ce fleuve a joué un rôle considérable de la vérification des terresavoisinantes et l'implantation coloniale (ferme Solari fermes de la région de Ain Hadjar ect...)

---

*(1)CF dans la région de Tlemcen: cascades de l'ourit etTahmamine..)

Remarquons que c'est là que se situe une typique région forestière de composition variée et riche : broussailles, thuyas, pins d'alepchêne verts, genevriers ect...; Les eaaux ou sources du massif jurassique ne tarissent en été ; Par ailleurs, les rivières de la région tellienne prennent source dans cette zone alimentent la zone Nord.

Remarquons également que dans la région de Saida et Frenda du sitese se dégage ici et là une hauteur à escarpée aboutissant à un plateau étroit limité par des bords a pic très élevé. Ces plateaux sont de fortifications naturelles servent d'habitations ou de cantonnement à des tribus anciennes; celles ci descendent périodiquement s'installes près des rivières.

---

(1) Se referer à la these de Mr DJERBALE Daho
"Processus de la colonisation de l'Oranais " 1850-1920"
PARIS 7 JUSSIEU . Cote 743 (bis)

Dès le début de la colonisation, l'administration Francaise militaire d'abord, a procédé à une restructuration administrative à partir de données géo-stratégiques et économiques servant les besoins ou les intérêts coloniaux.

Pour ne citer qu'un exemple: le cas d'Ain Temouchent qui passait de la sub-division de Tlemcen à la Division d'Oran.

Inversement, les Ouled El Mimoun et Ouled sidi Abdelli, rattachés jadis à la Subdivision de Sidi Bel Abbeès, sont annéxés à la Subdivision de Tlemcen, car la "Subdivision et principalement la ville de Tlemcen ont de grands intérêts dans les tribus des Ouled El - Mimoun et Sidi Abdelli. (**)

En effet, les Ouled El Mimoun ("*LAMORICIERE*") située à trente kilomètres à l'est de Tlemcen, s'étendent sur une superficie de 2.100 ha environ d'éxcellentes terres et prairies fertiles reconverties en terres domaniales et communales et une prairie naturelle qui alimentait les troupes de Tlemcen en fourage.

Cette vaste étendue qui bénéficiait d'une situation exceptionnelle grâce aux Eaux de l'Isser, devait servir à la création d'un village européen ...

(**) **Ouvrage : LE COCQ (ANDRE)**
"Les debuts de la colonisation dans la Subdivision de TLEMCEN " Tome 1
ORAN - FOUQUE 1941 P.5

Quant au découpage administratif territorial sur qui nous nous basons dans notre étude (**1881-1914**) il se précise sous le schéma suivant :

Chaque département (*ALGER - ORAN - CONSTANTINE*) est divisé en arrondissement (ayant un sous prefet excépté pour les chefs lieux du département où les fonctions sont remplies par les scrétaires généraux) .

Les arrondissements sont divisés en communes :

a/ **Les communes de plein exercice :**

où la population européenne est en majorité

L'autorité est représenté par un maire et un conseil municipal) ,

b/ **Les communes mixtes :**

où la population européenne est en minorité -

L'autorité est représentée par un administrateur , fonctionnaire civil, le conseil municipal ou commission municipale comprenant des membres Francais élus des caids ou les élus des Djémââ.

c/**les communes indigénes :**

(où la population européenne fait presque défaut- L'autorité est représentée par la commission municipale comprenant les chefs militaires et les caids)

LE DEPARTEMENT D'ORAN

Arrondissement ORAN

ORAN (X)
AIN EL ARBAA (plein exercice)
AIN TEMOUCHENT (commune mixte)
ARZEW (plein exercice)
Lourmel (plein exercice)
ST BARBE DU TLELAT (plein exercice)
ST DENIS DU SIG (plein exercice)
ST CLOUD (plein exercice)

Arrondissement de MASCARA

MASCARA (X)
SAIDA (plein exercice)
PERREGAUX (plein exercice)
PALIKAO (mixte)
FRENDA (mixte)

Arrondissement de MOSTAGANEM

MOSTAGANEM (X)
CASSAIGNE (plein exercice)
RELIZANE (plein exercice)
INKERMANN (plein exercice)
AMMI MOUSSA (mixte)
ZEMMORAH (centre colisation)
TIARET (mixte)

Arrondissement de SIDI BEL ABBES

SIDI BEL ABBES (X)
BOUKHNEFIS (plein exercice)
TELAGH (mixte)
MERCIER LACOMBE (plein exercice)

Arrondissement de TLEMCEN

TLEMCEN (X)
NEMOURS (X)
LAMORICIERE (plein exercice)
MONTAGNAC (mixte)
SEBDOU (mixte)
MAGHNIA (X)

TERRITOIRE DU SUD

AIN SEFRA (x) (ELARICHA -DAYA etc...)

B- EXPANSION DE LA COLONISATION

Nul doute que la colonisation a préconisé une expansion judicieu - sement organisée soumettant souvent l'ensemble du territoire Algérien a la domination d'un système juridique dont les rouages visent essentiellement au bouleversement des lois et des structures de la propriété Algérienne.

Nul doute aussi que la colonisation, sous couvert de formules stratégiquement utilisés de l'"ETAT conquérent" de l'"ETAT propriétaire" puis l'"ETAT concessionnaire" ,a investi tous les moyens légaux ou illégaux pour cette cause (expansion):

LES CONCESSIONS

A- L'ETAT

"Coloniser, c'est mettre en valeur le sol, or le sol est occupé par une population dense et rebelle à l'assimilation "* (1)
comment constituer le domaine de la colonisation , Quelles terres offrir aux Européens ?.

Ce sont là les expressions même de l'administration coloniale qui traduisent pour une large part sa préoccupation dés la conquéte, pour un sol qui n'est pas libre donc le recours aux services de la législation coloniale est imminent afin de résoudre la"question indigéne et la quéstion de la propriété.*(2)

Sa préocupation est d'autant plus grande que la propriété en ALGERIE est sous un régime varié de terres "*arch*" et "*melk*" dont les complications s'accentuent par le système d'indivision ...

---

*(1) BLEU(Hayem)"La propriete des colons en Algerie "annee 1894p23

*(2) Ouvrage cité dans la meme page.

Mais le problème est vite résolu : la législation coloniale stipule (se basant sur un large traité de Droit ROMAIN.) que l'Etat devient propriétaire à différents titres :
la conquête, les achats , le sequestre ,les évenements politiques et juridiques , mettant ainsi à la disposition tous les biens des autochtones " * (1)

Le système colonial, usant de moyens illégaux ou "légalisés" a mobilisé tout un mécanisme juridique et autre visant à l'appropriation immédiate des meilleures terres.

Pour ne citer que quelques moyens utilisés : " l'aliénation directe" ,"l'expropriation pour cause d'utilité publique", " le séquetre" ," les licitations" et les exemples dans l'ouest ALGERIEN ne manquent pas.

1/ *Les Aliénations directes* : (de la conquête à 1860)

Par arrête du 18 avril 1841, l'article 6 stipule que "les propriétés à batir et les terrains à cultiver seront distribués aux colons ".

---

(1) RENOUARD
" le régime des terres en ALGERIE et le Decret du 13 Septembre 1904./année 1907 P.164.

Ansi l'article 2 de l'Ordonnancede 1845 stipule que "les propriétés domaniales etc ... peuvent être concédées à des particuliers .... " *(1)

Les exemples dans le département de l'Oranie sont nombreux. Mais une remarque interessante est à souligner dans les quelques cas relevés les autochtones ont montrés leur grand attachement à la terre par une résistance quoique vaine dans la plupart des cas; l'historien LECOCQ André cite * (2) " les centres européens, postes fortifiés de larmée s'étant établis a la périférie de cette région (TLEMCEN) .

Elle fut génée (la colonisation) par les difficultés de faire ceder des terres par les indigènes *(3) , peu soucieux d'aliéner leur propriété ....

Elle (la colonisation) se heurtait aux propriétés des gens de NEDROMA, hommes indépendants et riches qui opposèrent une résistance opiniatre à l'installation et à la pénétration européennes . "

---

* (1) BLEU (Harem) Ouv. cite P.25

* (2) LECOCQ Andre Ouv. cite P.50

* (3) Comprenons la distinction entre l'appelation d'ALGERIEN qui peut s'agir des colons, ou de musulmans,qui peut s'agir des populations etrangère de conversion musulmane ici il s'agit bien des autochtones arabes Algeriens musulmans .

L'Administration coloniale a alors décrété l'aliénation directe soulignant que "toutes les propriétés de TLEMCEN et des environs avaient été rattachées aux domaines de l'ETAT ,qui pouvait puiser comme bon lui semblait pour les besoins de la colonisation ." (1)

2/ *Le Séquestre* :

Nul doute que ce moyen a contribué pour une large part à l'approvisionnement en terres à la colonisation .

Les motifs différents mais le principe reste le même soit: la pénalisation des personnes pour "agissement et intrigues politiques,implicitement en infraction au code de l'Indigénat,ou la sanction prise contre un ou plusieurs groupes ou tribus pour "participation à une insurrection ou encore pour leur immigration vers le MAROC , etc .....

Ainsi certaines tribus ont été déchues de leur droit de propriété par application d'une série de lois telles l'arrêté du 14 Fevrier 1842, la circulaire du 26 Fevrier 1843 et de l'ordonnance du 31 Octobre 1845.

---

* (1) LECOCQ Andre Ouvrage cite P.70

Citons deux exemples dans l'Ouest Algérien:

"(....) Les indigénes auxquels il faut enlever des terres pour la constitution du village HENNAYA etaient, à l'exception de trois ou quatre originaires de TLEMECN d'AIN EL HOUTZ et de SIDI BOUMEDIENNE ..*(1)

Puis, l'exemple dse grandes tribus des Ouled SIDI ABDELLI , Ouled EL MIMOUN Et SIDI AHMED BEN YOUCEF est assez révélateur : je cite : "quand on envisagea la création du centre du pont de l'ISSER qui devait être formé de la majeure partie du territoire des Ouled SIDI ABDELLI et des Ouled SIDI AHMED BEN YOUCEF,il semble qu'il eût été donc facile de prendre des terres dont on avait besoin en les considérant comme frappés par le sequestre et appartenant au Domaine de l'ETAT" * (2)

Pour" ennoblir" ce geste étatique qu'est le sequestre (qui n'est autre qu'une forme de spolition) quelques juristes fidéles au système colonial le jugent (ou le justifie) comme une "confiscation,mode de représailles de vengeance contre l'ennemi..."*(3) ou encore : que "c'est une mesure de représsion ayant pour effet d'enlever leurs terres aux indigénes et d'en rendre l'ETAT propriétaire,on peut le considerercomme une source de revenu pour le domaine de l'ETAT et de la colonisation ...*(4)

Cette dernière phrase nous semble résumer en quelques mots l'état de puissance du pouvoir colonial qui,bafouant les droits de propriétés existantes ,n'hesite pas à" enlever" la terre à ses anciens propriétaires pour les" besoins de la colonisation"

---

*(1) LE COQ Andre - Ouvrage cite p.72

*(2) LE COQ Andre - Ouvrage cite p.79

*(3) L'ennemi ici est signifie par les" indigenes" contre les crimes et les delits d'incendies par l'appui du Decret du 17 Juillet 1874 cite par KLEIN -Ouvrage cite p.88

*(4) BACHMANN :ouvrage cite p.81

Le cas de la tribu des Ouled NEHAR (SEBDOU) est révélateur: un groupe connu dans le fichier colonial sous le nom de "bandits Ouled NEHAR"dont les "agissements "ou les "hostilités" s'étalent sur une longue période (1876-1885 puis 1903) et sur une bonne partie de l'Ouest Algérien jusqu'à la frontière Algéro-Marocaine.

Ainsi par arrêté *(1) du Gouvernement Général, le groupe des Ouled NEHAR (constitué au début de 9 personnes) est condamné par coutumace le 10 Mai 1879 à une apposition de sequestre sur tous leurs biens pour s'être réfugié au Maroc après le" pillage d'une caravane.."

Beaucoup d'autres cas traitant le probléme d'une majorité de tribus ou de personnes pénalisées pour une hostilité quelconque, se sont vus confisqués leurs biens sans que l'Autorité s'interroge sur leur devenir .

---

*(1) Se referer au dossier Ouled NEHAR -A.O.M-Carton 1 j 131 dossier n°108 -Copie de l'Arreté - Deux exemplaires du journal "EL Moubacher " contenant l'insertion du dit Arrete en Francais et en Arabe - meme date.

En matiéres d'indemnisation ou de restitution de terrains à leurs anciens et legitimes propriétaires, les interrogations sont multiples; reste cette proposition de loi concernant "la main levée du sequestre" elle n'est entrée en vigueur que dans les cas restreints, comme le précise la lettre du Ministre de l'ALGERIE adressée au préfet d'Oran en date du 14 Decembre 1859 dans la formule restrictive de " main levée du sequestre sur les immeubles " reconnus inutiles à ces services publics" *(1) ou encore dans le cas d'une mesure de " clémence et de bienveillance" vis à vis des "indigénes dépossédés " en leur cédant quelques terrains disponibles dans la région.."* (2) ou encore dans le cas d'un geste de "récompense" pour les "indigénes" qui ,acceptant franchement et loyalement la domination Française feraient preuve de dévouement ..."*(3)

3-*L'Expropriation pour"cause d'utilité publique*"

Le renforcement de la colonisation et plus particuliérement dans les plaines de l'Ouest Algérien (TLEMCEN-SIDI BEL ABBES -MOSTAGANEM - ORAN et TIARET) devait passer par une restructuation du régime foncier qui prenne en considération les intérêts stratégico-economiques de la colonisation dans la région.

Cette premiére nécessité justifie un véritable déploiement législatif marqué par la succession de lois, Decrets ,Ordonnances et procédures allant de 1835 à 1897 . Une principale variante est à noter : ce sont , en fait ,des textes solides mais étoffés de subterfuges légitimant la " revendication des droits " de l'ETAT *(4) et que facilite " quelques incertitudes des droits de propriété indigéne" *(5).

---

*(1)-LECOCQ Andre-Ouvrage cite p.81

*(2)-Lettre du Ministere de l'ALGERIE au General Commandant la Division d'Oran en date du 15.02.1859 .cite par LECOCQ Andre p.80

*(3) LECOCQ Andre-p81

*(4) et(5) AGERON (Charles Robert "l'Algerie Algerienne -p24.

En effet, déjà en 1850, un Decret (projet) de Gouvernement décrète que la propriété indigéne n'est reconnue que si elle est prouvée par un titre de possession valide de dix ans .
"Faute de titre, les tribus n'auraient qu'un droit de jouissance que l'ETAT pouvait remettre en cause par l'achat des propriétés ou par l'expropriation pour cause d'utilité publique ".

Dés lors, deux lois importantes *(1) allaient se succéder en l'espace de dix ans, l'une contreversant l'autre :Le Senatus Consulte (1863) qui stipule : (article 1er) -- que " l'Autorité reconnaissait la propriété des territoires arabes dont elles ont la jouissance permanante et traditionnelle " *(2) ;
l'autre, la loi WARNIER (1873) qui allait renverser une situation devant être réconfortante et présentant certaines garanties pour les autochtones.

Aussitôt, la remise en question de la propriété indigéne devient permanente :l'ETAT colonial ne s'embarasse pas de toutes les considérations morales ou juridiques"pour refouler les indigénes en leur imposant le systéme d'expropriation pour cause d'utilité publique .

La subtilité est telles que certains législateurs fidéles trouvent une correlation en matiéres d'expropriations pour cause d'utilité publique dans les lois Françaises et Islamiques.

---

*(1) AGERON (Charles Robert)"L'ALGERIE Algerienne" p24

*(2) Completee par la loi de 1889.

Ainsi l'exemple donné dans SIDI KHALIL (cité par l'historien ANDRIEN Jaques) *(1) qu'un propriétaire peut céder son terrain pour l'agrandissement d'un chemin ou d'une mosquéeou encore ,si son terrain est situé en haut d'une montagne et dont on aurait besoin pour veiller à la défence du pays, le propriétaire pourrait être contraint de le céder .

Cependant ,notons que ce rapprochement pourrait être incompatible dans la mesure où le contexte n'est pas le même.

Ce sont certes deux états de fait légalement convaincant mais la divergence du milieu laisse deviner qu'un musulman (surtout vu de par la mentalité du XIX é siécle)n'est pas prêt de ceder son terrain à " l'étranger infidéle " sachant que celui-ci va y prospérer à son préjudice et sans indemnisation .

4-LES LICITATIONS

Par définition, la licitation est une vente par enchéres faite à une seul acquéreur par les copropriétaires d'un bien qui ne pourrait être partagé sans dépréciation -implicitement, Ce bien perd beaucoup de sa valeur réelle .

L'impôt, l'endettement *(2),l'hypothegue , la saisie puis la vente par enchére ,ou encore,l'incertitude des titres de propriétes, l'incitation à la régularisation des titres de propriétés ..., l'inquiétude et la détresse naît pour beaucoup d'autochtones de cet enchaînement de cause à effets.

---

*(1) ANDRIEN Jacques : "du regime d'expropriation pour cause d'utilite publique en Algerie " annee 1901 tome 85-p -Intoduction

*(2) le point de vue de l'historienne SIARI-TENGOUR OUANASSA nous parrait interessant a citer "..emprunter de l'argent est chose facile surtout si l'on presente une garantie sure comme un titre de propriete ou une prochaine recolte .
Thèse sur " les communes mixtes de Bone de la fin du 19e. à 1914 " .
Contenue à JUSSIEU - Paris 7 - Page 266.

Certains se trouvent contraint de vendre les biens dont ils sont des détenteurs "précaires", d'autres,avec les rétrocessions organisées par l'ETAT , se voient dépouillés de leur patrimoine.

En 1894 , Mr PAULIAT declare au Senat "... des hommes d'affaires sous le contexte de l'article 815 du Droit Commun ont commis de véritables spoliations; le procédé est de plus simples :

On achète la part de deux ou trois indigénes, l'on a souvent cette part pour cinquante , soixante à quatre vingts francs et alors on introduit une demande de licitation.Un beau jour les indigénes reçoivent du papier timbré , ils n'y comprennent rien, laissent passer les délais et la propriété est adjugée pour quelques centaines de francs ; d'autres fois les indigénes propriétaires courent au tribunal mais ils n'ont pas les moyens de pousser les enchéres et leur propriété est enlevée : de nombreux indigénes ont été dépouillés ainsi ;(ils forment une classe roulante de vagabonds...) * (1).

b- **LES COLONS**

Comme nous l'avons précédemment cité, l'ETAT est passé par les phases dites de "l'ETAT conquérent", de "l'ETAT propriétaire" et "l'ETAT concessionnaire" . Ainsi l'enrichissement du patrimoine colonial devait se réaliser par le biai du sequestre, des expropriations, des licitations et des acquisitions .

D'aprés l'historien RENOUARD(Jean) *(2) les européens d'ALGERIE ont acquis des autochtones plus de 563.000 ha en l'éspace de 20 ans (1877-1898) tandisque dans l'Oranie l'historien AGERON (Charles Robert) évalue les acquisitions en terres à 105411 ha (1871-1894) par l'expropriation ou l'achat précise t-il *(3).

Dés lors, l'Administration coloniale, en vue provoquer l'extension du peuplement européen, accorde des lots de concession.

---

*(1)- Ouvrage de BLEU (Hayem) "La propriete des colons en Algérie" Annee 1894- P.17.

*(2)- RENOUARD (Jean) "le régime des terres en Algerie et le Decret du 13 -09-1904 edite en 1907 p.164

*(3)-AGERON (Charles Robert) Les Algériens musulmans et la France - p32

- Les concessions plus étendues,inferieur à 100 ha sont autorisées par le ministre de la Guerre sur l'avis du Gouverneur Général et le Conseil Superieur .

- Les concessions supérieur à 100 ha sont autorisées par Ordonnance Royale sur le rapport du Ministre , le Conseil de l'ETAT.Les droits e les obligations dse concessionnaires étant régies par des textes comm suit:

- Toute concession est accordée à charge de payer certaines préstations *(1) et d'exécuter certains travaux.Ces conditions ne son pas déterminées par une Loi :

Elles sont plutôt réglées par l'acte de concession dans chaque cas spécial-Les clauses du contrat Administration - colon devaient assure à ces derniers la possession juridique *(2) de leur terrain cette question était d'importance puisqu'elle conditionnait la sécurité des transactions immobiliéres et par conséquent l'existence même de la colonisation dans la région *(3)

Ainsi les facilités et les garanties que présente le systéme de concession attire des masses d'étrangers à tel point que ce systéme fut directement objet de critique *(4)-"Un des grands inconvénients des concessions ,c'est d'attirer les mauvais colons
" il ne faut pas que les concessions soient considérées comme des bureaux de tabac" *(5)

---

*(1) Le concessionnaire est debiteur d'une rente annuelle et perpetuelle dont le chiffre est proportion ne a l'instance de l'immeuble et des depenses a y effectuer
"Texte de l'ordonnance de 1845-article 6 l'Ordonnance de 1845-Article 5

*(2) Le concessionnaire est proprietaire sans condition suspensive.
Les textes permettent de l'aliener ou l'hypothequer "Ouvrage de BLEU (Hayem)-p29

*(3) LECOCQ (Andre) - Ouvrage cite p.193

*(4) Certains penseurs de l'epoque -Mr DALLOZ et LEROY-BEAULIEU
"c'est un systeme deplorable -regime mauvais "

*(5) Propos recueilli par l'historien BLEU (Hayem)-Cite p.38
HORACE Giraud dans la revue contemporaine du 16 Fevrier 1861

Vaine inquiétude puisque la colonisation se renforçait progressivement dans l'Oranie. L'aspiration constante des colons est d'agrandir et de développer leur domaine " aussi,dés qu'une parcelle de terre etait susceptible d'être vendue , on peut être assuré que les propriétaires du centre voisin se hâtait de l'acquérir pour augmenter leur concession " *(1)

Ainsi, dés le début de la colonisation l'écho de la notoriété de certaines propriétés de colons de l'Ouest Algérien reste retentissant telles :

- La propriété GLOMIER (Fritz) à 24 Km au nord de Tlemcen avec ses 99 ha à EL FAHOUL sur les bords de l'ISSER - construit un barrage au moyen d'un canal de 3 à 4000 métres dont 100m en tunnel favorisant l'alimentation en eau le jardin, prairie artificielle , lui facilitant un élevage intensif : 30 ha (blé)- 40 ha (orge)-1ha(féve)et 20 ha en prairies-41boeufs ,100 moutons et brebis.

- La propriété GUIGNARD :Ce propriétaire construit sur l'(ISSER au Sud Est des Oued EL MIMOUN (LAMORCIERE) un moulin avec une concession de 47 ha dans laquelle il s'est livré presque exclusivement à la culuture des plantes industrielles telles:
tabac,lin coton etc.

- La propriété IMBERT peut être citée pour l'importance de son usine à l'huile et à farine dans la région.

Des propriétés de colons,des villages de colonisations puis les villes se développent -ORAN par exemple "commence à sortir des murailles espagnoles qui l'ensevraient jusque là pour atteindre le plateau KARGUENTAH " *(2)

---

*(1) LECOCQ (Andre) -Ouvrage cite p.176

*(2) LAFFONT (Pierre)
"Histoire de la France en Algerie" Librairie PLON 1980 - p 214

L'esprit d'aventure encourage beaucoup le mouvement d'émigration certaines facilités que leur accorde l'Administration comme par exemple d'aller en France pour se marier afin d'attirer sur ce coin d'Algérie des parents et des amis.Dejàs un journaliste metropolitain écrit (dans le journal de l'AUDE) à propos des colons de cette contrée "dédaignés dans leurs pays parcequ'ils étaient pauvres, en Algérie la fortune leur sourit. *(1)

C - LES COMPAGNIES ETRANGERES

Des ilots stratégiques marquent le renforcement de l'implantation coloniale ; les concessions aux compagnies étrangéres ,la formation des centres ou villes exemple : l'éxperience de la compagnie Génevoise *(2) n'aboutit pas (Setif) par contre la compagnie des Mines de MOKTA EL HADID de BENI SAF devient puissante dans la région (Ouest Algérien) avec la création du port de BENI SAF .

Pour son implantation, elle devait faire appel d'expropriation pour cause d'utilité publique contre les nommés HANMY et LAMUR concessionnaires dans la région.Le bulletin judiciaire de 1884 mentionne "qu'il leur soit donné acte de ce qu'ils ont cédé leurs droits à la compagnie de MOKTA EL HADID * (3)

Pour attirer une population industrieuse qui pourra se fixer au sol, l'Administration coloniale a fait d'importantes concessions encourageant ainsi les initiatives capitalistes dans la région .

---

*(1)Journal de l'AUDE-cite dans les Annales Algériennes de 1857

*(2)LAFFONT Pierre " Histoire de la France en Algérie" - p 212

*(3)Bulletin Judiciaire de L'Algerie de 1884 - p 52 -A.O.M

Ainsi l'exemple de la compagnie industrielle de GAR ROUBAN (Sud de Maghnia). En effet, dés que les rechérches s'avérent intéréssante une société fut constituée en vue d'une exploitation rationnelle et intensive de la mine.
Un village fut crée aux alentours de la mine; les ouvriers furent amenés de France et d'Espagne, déjà 400 personnes y vivaient.

La population de GAR ROUBAN était presque exclusivement ouvriére, aussi la compagnie demande la concession des terrains sur lesquels les maisons d'ouvriers existent soit l'étendue de 97 ha.

Elle demande en outre 92 ha à quelques distances des mines dans la vallée de l'Oued ROUIRE (pour divers ateliers de préparation mécanique) ; d'un autre côté elle demande la concession d'une certain étendue de bois. Cependant notons que la mine de GAR ROUBAN subit des difficultés dans les années 1864 à 1866 et 1870.

L'exemple des sociétés capitalistes qui reflétent en fait l'expérience coloniale par excellence, est signifié par une société importante telle la société de la MAKTA et de la HABRA dont le périmétre concédé est estimé à 24000 ha constituant trois grandes concessions(Française et des autres sont celles de la compagnie Génevoise dont on a parlé précédemment *(1)

L'intérêt stratégique de ces compagnies étrangéres réside dans l dévelopement économique colonial et par conséquent la fixation de capitaux dans cette contrée ainsi que l'extension des centres de colonisation en faveur du peuplement européen.L'afflux considérable d la masse ouvriére dans sa variété d'origine et de metiers concorde avec les ambitions , les objectifs de l'Administration car dans un pays neuf, ils étaient sûrs de trouver à s'employer puisqu'ils étaien aptes à tout....*(2)

---

*(1)- SARI Djillali "L'Insurrection de 1881-1882" SNED-ALGER 1981

*(2)- LECOCQ (André) -Ouvrage cité p.299

SECTION II

LA SIGNIFICATION ANTI - COLONIAL

ET

INTERPRETATION COLONIALE

CHAPITRE II

INTERPRETATIONS COLONIALES

Les juristes-agents de sécurité-les colons etc...

Afin de mieux situer le phénomène " INSECURITE " dans le contexte colonial, il est intéressant de donner un bref apercu de la situation coloniale parallèlement à celle de l'ALGERIE ou de l'Ouest Algérien.

Le présent chapitre se compose alors des éléments suivants:

I - S I T U A T I O N C O L O N I A L E :

- ***MAGHREB - ALGERIE - ORANAIS*** -

II - DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS COLONIALES :

A / - DEFINITIONS

B / - PLAINTES DES PARTICULIERS - RAPPORTS ET PROCES - VERBAUX DES POUVOIRS PUBLICS ETC...

La question étant posée : ***Qu'est ce que l'Insécurité ?***

En se référant au manuel de droit d'Outre -Mer de F. LUHAIRE, le mot "coloniser" signifie "entreprise étalique se traduisant par une émigration du peuple colonisateur et la domination de ce peuple sur les terres ou les populations colonisées ". * (1)

" coloniser", selon l'ouvrage de J.C. VATIN * (2) c'est avant tout mettre en place un ensemble de mécanismes permettant le contrôle politique et le profits économiques; c'est forger un système (...), la volonté de l'étendre et le rentabiliser au plus haut point . Ce systeme s'appuie sur un appareil de contraintes précis, sur une législation , que le colonisateur impose et dont la mise en oeuvre est le déterminant concrêt des perturbations ressenties par l' "indigène". * (2)

Si nous traduisons " Perturbations de l'indigène " par rejet ou refut du dit système, nous nous heurtons fatalement au phénomène " Insécurité " comme conséquente logique de toute situation de resistance.

"- lorsque toute résistence en masse contre l'envahisseur était devenue impossible, le vol et assassinats isolés restaient comme la dernière manifestation de l'esprit d'indépendance..."*(3)

((- Une restriction doit être faite au passage ;l'insécurité en tant que phénomène social sous une certaine forme , reste anterieure à la colonisation effective de l'ALGERIE , elle ne serait donc pas née en 1830 avec la conquête de l'ALGERIE; ainsi " certaines formes de brigandage etc... relèvent d'une contestation ancienne (en partie) existant sous les turcs")).*(4)

Or, si nous considérons l'Insécurité " comme phénoméne politique et socio-économique complexe nourri progressivement par le contentieux colonial, alors, il est bon de rappeler quelques éléments de la situation coloniale dans les confins maghrebins et en particulier, en ALGERIE et l'Ouest Algérien.

---

* (1) F. LUHAIRE : "Manuel de Droit d'Outre-Mer" Paris 1949-p.17
* (2) J.C.VATIN : "L"Algerie politique,histoire et societe-p.112
* (3) C.SABATIER:"La question de securite en Algerie :insurrections,criminalite" ORAN Fouque -p.10
* (4) J.C. VATIN ouvrage cite p.144

I - BREF APERCU SUR LA SITUATION AU MAGHREB /ALGERIE

La situation coloniale au Maghreb est dominée par l'expansion des grandes puissances telles que la FRANCE , l'ANGLETERRE, L'ITALIE etc...qui se disputent certains "intérêts coloniaux."

- Une ITALIE expensioniste tendant à contrôler la Méditerarrannée et en premier lieu le détroit de SICILE, commandé sur la rive opposée par le port militaire Tunisien de BIZERTE " *(1)

- Une FRANCE coloniale qui fait de son Empire et plus précisemment ses possessions en Afrique du Nord, le noeud de sa puissance et de son équilibre économique... *(2) et qui... " n'est pas prête à ceder aux exigences italiènnes ".

Nous comprenons donc que la TUNISIE était "place au coeur du contentieux Franco-Italien.

Une étape devrait être Franchie en 1896 par la signature du traité des conventions Franco - Italiennes visant à mettre fin à une longue période d'hostilité Italienne qui avait profondément altéré les rapports entre les deux (2) pays à la suite de l'instauration en terre Tunisienne du protectorat Français le 12 mai 1881.*(3)

La FRANCE ne cédant pas et tenant plus que jamais à ses colonies.

---

*(1) F. LUHAIRE :
" Manuel de droit d'Outre mer " Paris 1949 - P. 17

*(2) J.C VATIN :
" L'Algerie politique , histoire et societe " p. 112

*(3) C. SABATIER :
" La question de securite en Algerie ;insurrections ,criminalités "
Oran FOUQUE 1904 p. 10

"Nous ne sommes pas en TUNISIE en touristes, nous ne faisons pas une partie plus au moins de camping politique comme l'ANGLETERRE en EGYPTE ou l'ITALIE Tripolitaire .
La FRANCE tient par tous ses fibres au MAROC, à l'ALGERIE et à la TUNISIE .

Elle les considère moins comme des colonies que comme des portions integrantes du territoire national aussi bien que la BRETAGNE, LA FLANDRE, l'ALSACE ou la CORSE " *(1)

Les fervents partisants de l'Empire colonial ne sont pas à court d'arguments :

Tout nos hommes d'Etat ont compris qu'un Empire colonial est nécessaire pour assurer la grandeur et la prospérité de la france * (2) souligne GIRARDET (RAOUL).

Déjà en 1904, un certain GUIU (JEAN) préconisait :
" L'ALGERIE - TUNISIE, est le joyau de nos colonies dans l'Afrique du Nord " *(3) quoique l'une et l'autre sont soumises à un régime différent et que l'ALGERIE est le type de la colonies à la française" *(3)

---

*(1) Propos de MONCHICOURT CHARLES Alias Rodd - balek dans un ouvrage intitule " La TUNISIE apres la guerre de 1919-1921 " TUNIS 1922 cite par JULIETTE BESSIS- ouvrage précédemment cité P.20

*(2) GIRARDET (RAOUL) "l'idee coloniale en FRANCE olonisatrice et fiere de l'etre " paru a HISTORAMA n°5 P.75

*(3) GUIU (JEAN) " La situation Internationale de la FRANCE en Afrique . TOULOUSE 1906 P.32 et 38

Aussi, dans sa conquête de l'Ouest (Algériens) le Général BUGEAU montrait sa ferme résolution à "faire maintenir sa domination de l'ALGERIE définitive et complète". *(1)

Dés lors, nombre de thurifiraires" de l'Empire colonial, prônent le bien fondé de la colonisation et vantent ses exploits dans certaines régions de l'ALGERIE.

Ainsi l'historien LECOCQ (ANDRE) jugeant que"les conditions politiques économiques et humaines qui ont permis de créer dans cette région Tlémcenienne cette magnifique colonisation dont les résultats devaient faire de cette région sinon une des plus riches de l'ALGERIE, tout au moins une des mieux aménagées, des plus variees en ressources de toutes espèces ou le colon européen et surtout le colon Français se trouve le moins dépaysé; *(2)

Rappelons que le département d'ORAN compte " le moins d'indigènes et le plus d'européens *(3)

l'Oranie est donc citée terre d'accueil, et une terre "coloniale par execellence" *(4) comme dit un député, un certain Mr LORAIN.

---

*(1) & (2) LECOCQ (ANDRE) :
"Histoire des debuts de La colonisation dans la Subdivision de TLEMCEN 1842-1870. Tome 1- P.3 / ORAN - FOUQUE 1941

*(3) JUVING (ALEXANDRE ALFRED) :
"Le socialisme en ALGERIE" 1924 - P.98

*(4) DEMONTES :
"Evolution soçiale des Espagnols en Oranie" 1908 - N° 5 - P.21

Une forte densité de peuplement européens puisant des éléments les plus divers: des grands propriétaires au début de la conquête au soldat de *BUGEAUD* défrichant le sol, colons communautaires des villages fondés par la IIé.République en 1848, journaliers venus du levant Espagnol, pêcheurs d'*ITALIE* du Sud et maçons piémontais, réfugiés Alsaciens et lorains et juifs Algériens, tous formant une société européenne et française * (1) et obeissant à une conscience commune.

Dans ce large patrimoine que leur concède la colonisation, ils doivent posseder,prosperer et défendre leurs possessions.

Ainsi le tableau " des laboureurs qui allaient aux champs la main sur le manchon de la charue et le fusil à l'épaule " * (2) n'est pas fantaisiste dans la mesure où il illustre l'image que l'on fait du colon Algérien dont la devise, rappelons le, est que " la mise en valeur du sol doit être impérativement protégée par le fusil" *(2)-* (3) (pour reprendre la célèbre formule ENSE et ARATRO)

Cela signifie tout au moins que les rapports (Colons "indigènes") sont loin d'être idylliques :

---

*(1) BAROLI (MARC) " la vie quotidienne des français en ALGERIE " 1830-1914, Ed. HACHETTE PARIS 1967 P.1

*(2) LECOCQ (ANDRE) Ouvrage cite P.27
"Propos du general CAVAIGNAC" 2 lettres.

*(3) GAUTHIER (M) - " L'evolution de l'ALGERIE de 1830 a 1930 "
Cahier du Centenaire de l'ALGERIE - P.6

Un peuplement à dominance européenne, une exploitation colonisatrice intense et progressive, nous nous trouvons en effet dans une région des plus "actives" ou"perturbées" où les formes de dominations coloniale ont été les plus ressenties par les populations Algériennes" *(1)

" L'arabe conservait le sentiment d'être déposédé, le colon ne se sentait pas en sécurité". *(2)

" Les fermes sont souvent fortifiées et leurs habitants rompus à l'usage des armes" *(3)

On ne tarda pas alors à poser *la question d'insécurité.*

Ainsi, la loi, par le biais des "pionniers" de la législation "Algérienne" ou d'Outre - Mer se pose la question : "Comment la justice allait être rendue dans un pays de moeurs si différentes des nôtres, à peine pacifié et toujours prêt a l'insurrection ? " *(4) .

La question d'insécurité", préoccupation constante que retrace chaque document signé de la main d'un législateur, d'un administrateur, d'un garde champêtre ou d'un simple colon.

De quelle insécurité s'agit - il souvent ?

Celle de la masse ou de l'individu ?
Celle de l'insurrection des rixes, des incendies du banditisme, du vol, du crime ou du simple vagabondage ?

- Posons la question à l'Autorité Coloniale de jadis , quelles sont ses définitions et interprétations du phénomène insécurité .

---

*(1) DJERBAL (DAHO) :
" Processus de la colonisation de l'Oranie" 1920-These IIIe cycle PARIS 7- P.65

*(2) BAROLI (MARC) :
" La vie quotidienne des français en ALGERIE - 1830-1914 PARIS 1967 P. 143

*(3) MUSSO (FREDERIC) :
" L'ALGERIE des souvenirs " Ed .Table Ronde - PARIS 1976 - P. 57

*(4) PUISTIENNE (GEORGES) :
"Les tribunaux repressifs indigenes en ALGERIE -" A 905 - P.3

II - DEFINITION ET INTERPRETATIONS COLONIALES

Devant la masse d'archives de la colonisation et en "épluchant" quelque dossiers, un fait a retenu notre attention : Il s'avère que l'administration coloniale s'était résolue à travailler pour une oeuvre gigantesque et minutieusement accomplie comme le lui dictait, sans doute, son dévouement à la cause coloniale.

On ne doit donc pas s'étonner du nombre de documents relatifs à la question d'insécurité émanant de l'autorité coloniale ou des particuliers sachant que chacun traitait le phénomène insécurité selon des interpretations différentes,et suivant les formes dont ils ont été témoins.

Multiples facettes d'un problème complexe que nous essaierons de cerner sur les axes suivant :

A/ **INTERPRETATIONS des intellectuels contemporains**
(aux événements)

- Législateurs
- Historiens
- Ecrivains colons

B/ **INTERPRETATIONS de l'Aministration française**

- Rapports du gouvernement général de l'ALGERIE
- Rapports de police etc...

C/ **INTERPRETATIONS des particuliers** (colons...)
(coupures de presse, ouvrages)

A/- **INTERPRETATIONS DES INTELLECTUELS** :

Tout d'abord, il faut remarquer que l'on peut décomposer l'opinioncomme suit : "L'INSECURITE dans la loi (Française) le traitement du " cas Insécurité " dans le cadre juridique, passe par les péripéties des innovations, des codifications et des réformes souvent sujet de critiques.

- " Dans la lenteur et l'insuffisance des repressions, des *érements de notre code d'instruction criminele..." *(1)*

- " *Il est de l'intérêt de la societé et de la sécurité en* ALGERIE de multiplier les tribunaux repressifs pour assurer une action plus prompte et plus efficace sur les malfaiteurs." *(2).

La correlation ((Insécurité-répression)) étant ainsi évidente, le rappel des étapes suivantes est nécessaire :

- l'Histoire des juridictions repressives Algérienne se *distingue donc ainsi* :

A : Une période dite de "tatonnement" allant de la conquête à 1834.

B : Une période dite "d'assimilation" de 1834 à 1872

C : Une période dite de "différenciation" de 1872 à 1903

D : Une période dite de "tendance à l'assimilation."

Ainsi, c'est en 1848 que l'ALGERIE est "déclarée formellement territoire Français" *(3)

Antérieurement, l'ordonnance du 26 Septembre 1842 soumet l'ALGERIE *à une nouvelle organisation judiciaire avec* principal objectif, le retrait de la compétence criminelle aux tribunaux musulmans.

---

*(1) PUISTIENNE (GEORGES)
"Des tribunaux repressifs en ALGERIE" annee 1905 P.7

*(2) BACHMANN (PAUL)
" *De la colonisation des personnes en ALGERIE en droit Français" annee 1894 P.92*

*(3) la Constitution Française de 1848 article 109 - Cf .BACHMANN id° P.58

" la différence de civilisation et des moeurs entre les français et les indigènes devait entraîner une différenciation dans l'organisation juciciaire" *(1)

Puis le Decret du 11 Septembre 1874, crée des INFRACTIONS SPECIALES AUX INDIGENES (Infractions jugées sans appel par les juges de simple police) .

Le système fonctionne jusqu'en 1880 aprés quoi les administrateurs (bureaux arabes..) benéficient des pouvoirs autorisés *(2) par la loi du 28 juin 1881, " LOI qui consacre le régime pénal connu sous le nom d'INDIGENAT." *(3)

---

*(1) THINIERES (FELIX ANDRE CHARLE)
" Le regime de la repression dans les territoires Sud" 1928 P. 28

*(2) la lOI du 28 juin 1881 : attribua aux administrateurs des communes mixtes le droit de repression par voie disciplinaire des infractions speciales a (INDIGENAT) fixee a 21 infractions puis a 23

*(3) AGERON (CHARLES ROBERT)
" Les Algeriens musulmans et la FRANCE" Pref.1968 P.165

Voici donc le texte intégral des infractions au CODE D'INDIGENAT:

1°) - Propos tenus en public contre la FRANCE et son gouvernement.

2°) - Refus ou inéxécution de service de garde patrouille ou poste de vigie prescrit par l'autorité; abandon d'un poste ou négligence dans les mêmes services.

3°) - refus de fournir contre remboursement immédiat au prix du tarif arrêté par le préfet, les agents auxiliaires, les moyens de transports, les vivres, l'eau potable et le combustible aux fonctionnaires ou agents dûment autorisés et accrédités officiellement auprés du chef de la tribu, du douar ou fraction dans les régions désignées tous les ans par un arrêté spécial du gouvernement général.

Le tarif des divers objets soumis à requisition sera par les soins du chéf de la tribu ou du douar publié et porté à la connaissance des indigènes

4°) - Inéxécution des ordres donnés à propos des opérations relatives à l'application des LOI du 26 JUILLET 1873 et du 28 AVRIL 1887 (établissement et conservation de la propriété en ALGERIE) et de la LOI du 23 MARS 1882 (constitution de l'état civil des indigènes musulmans).

5°) - Inobservation des décisions administratives portant attribution de terres collectives de culture après avis de la Djemaâ consultée.

6°) - Retard prolongé et non justifié dans le paiement des impôts soultes de rachat de sequestre, amendes et généralement de toute somme due à l'Etat ou à la commune ainsi que dans l'exécution des prestations faites en nature

7°) - Défaut d'obtempérer sans excuse valable aux convocations de receveurs lorsqu'ils se rendent dans les marchés ou dans les douars pour percevoir les contributions.

8°) - Dissimulation de la matière imposable et connivence dans les soustractions ou tentatives de soustractions au recensement des animaux et objets imposables.

9°) - Détention pendant plus de 24 heures d'animaux égarés sans avis donné à l'autorité.

10°) - Asile donné sans en aviser immédiatement le chef du douar à des vagabonds ainsi qu'à tout étranger à la commune mixte non porteur d'un permis regulier .

11°) - Défaut par tout indigène de faire immatriculer dans un délai de quinze (15) jours des armes à feu dont il deviendra propriétaire soit par héritage, soit par acquisition légalement autorisée.

12°) - Habitation isolée sans autorisation de l'administrateur ou de son délégué, en dehors de la déchera ou du douar, campement sur les lieux prohibés.

13°) - Départ d'une commune pour changement de domicile sans avoir au préalable averti l'administrateur et acquité les impôts; départ de sa résidence sans être muni d'un passeport, permis de voyage, carte de sûreté ou livret d'ouvrier régulièrement visé. Le même permis de départ servira pendant un an sans être visé à chaque voyage; Il sera retiré au détenteur qui en aurait fait mauvais usage.

14°) - Négligence de faire viser son permis de voyage dans les communes où l'on séjournera pendant au moins vingt quatre (4) heures et sur l'itinéraire suivi, dans un département autre que celui de la résidence .

15°) - Défaut par tout indigène conducteur de bêtes de somme de trait ou de montures, ainsi que de gros bétail destiné à être conduit sur un marché en dehors de la commune, de se munir d'un certificat délivré sans frais par l'adjoint indigène de la section communale, qui devra en rendre compte immédiatement à l'administrateur, indiquant la marque ou le signalement des animaux dont il s'agit et le nom du propriétaire.

16°) - Tapage, scandale, dispute et autres actes de désordre notamment sur les marchés n'offrant pas un caractère suffisant pour constituer un délit .

17°) - Refut ou négligence de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils auraient été requis dans les circonstances d'accident, tumultes ou autres calamités, ainsi que dans le cas d'insurrection, brigandage, pillage, flagrant délit , clameur public ou exécutions judiciaires.

18°) - Réunion sans autorisation, pour zerda ou ziara (pelirinage, repas public) réunion sans autorisation de plus de Vingt Cinq (25) personnes de sexe masculin, coup de feu sans autorisation dans une fête, par exemple un mariage , une naissance, une circoncision.

19°) - Ouverture de tout établissement religieux ou d'enseignement sans autorisation.

20°) - Exercice non autorisé de la profession de "derrer" ou l'instituteur primaire.

21°) - Refus de comparaître, aprés avertissement, devant l'officier de police judiciaire.

La LOI du 28 Juin 1881 ainsi que la nomenclature des infractions du dit code d'indigénat ci-dessus cité a suscité bien de commentaires.

Dans la limite de ce chapitre, retenons quelques réactions de personnalités (Legislateur...)

- a) "les degrés de gravité des infractions ne sont pas les mêmes pour les indigènes que pour un citoyen de la métropole

Certains faits ont aux colonies une gravité exceptionnelle. Le VAGABONDAGE, qui y conduit fatalement au brigandage, la détention d'armes par les indigènes qui menace la sécurité du pays, l'incendie de forêt qui peut causer la ruine d'une region prospère". *(1) _

- b) Il ya bien d'autres particularités que l'on peut faire entrer dans le système de l'indigénat. Nous citerons la suppression des circonstances attenuantes dés que le fait délictueux a été commis au préjudice d'un français - (Ordonnance du 26 Septembre 1842-article 47); cette injustice a été d'ailleurs réparée et depuis cinquante (50) ans; la jurisprudence a commis l'illegalité charitable de ne pas appliquer ce texte". *(2)

---

*(1) MATHIEU (GEORGES)
" Des juridictions repressives en ALGERIE" Annee 1908 P.5

*(2) KLEIN (GEORGES)
" De la condition juridique des indigènes sous domination Française "année 1906 -P.27

- c) Comme appendice au système pénal des indigènes musulmans, deux(2) mesures de répressions: Le sequestre - <la responsabilité collective.

  * Le sequestre ayant pour effet d'enlever la terre aux indigènes et d'en rendre l'Etat propriétaire; on peut le considérer comme une source de revenu pour le domaine de l'Etat et de la colonisation.

  * La responsabilité collective aujourd'hui appliquée:

  1- En toute circonstance interessant la sécurité de l'etat, la sécurité générale et la colonisation.

  2- En cas d'incendie de forêt.." *(1)

- d) " Ce système de repression était, à divers points de vue critiquables, les peines qu'il comportait n'étaient pas toujours propotionnées aux dissimulations commises. (jusqu'à 1911, les dissimulations d'impôts dont les indigènes peuvent se rendre coupables étaient rangées dans les infractions spéciales à l'indigenat), leur application était trop souvent tardives ou mal graduée; enfin elles ne pouvaient atteindre certaines catégories d'indigènes affranchis du code de l'indigénat " (sont exemptés de l'indigénat les indigènes Algériens engagés ou appelés ou remplaçant (service militaire) par arrêté du 18 Juin 1913 etc...).* (2)

Bien d'autres remarques pouvent être traitées et approfondies dans nos prochains chapitres.

---

*(1) BACHMANN (PAUL)
Ouvrage cite P.81-83 Sur le sujet de la responsabilite collective:
"On voit des auteurs proposer l'application de l'internement de toute une collectivite a tout un douar par exemple, et croire a l'utilite de cette mesure pour le retablissement de la securite dans la colonie "LARCHER C.",
precis elementaire de legislation Algerienne -1903 cite par KLEIN P.87

*(2) CAMBON (J) " le gouvernement général de L'ALGERIE " P.81

Pour une majorité (**) (Historiens, administrateurs, quelques législateurs, et même des colons) l'insécurité est synonime de "troubles", définies par l'attentat contre les personnes et surtout contre les propriétés "innombrables ceux là ". * (1)

Typiquement rurale, elle est incarnée dans le domaine agricole par les vols fréquents des récoltes et des bestiaux en utilisant le système de la Bechara * (2); le vol et l'incendie "criminel" étant à l'ordre du jour des plaintes dans le milieu rural.

Un amalgame de faits et délits créant "la situation intolérable". *(3)

"C'est le mal qui dévore l'ALGERIE et qui n'est que trop réel" * (4)

Cette insécurité est l'obstacle au développement économique et agricole de l'ALGERIE".* (5)

(**) Majorite : citons quelques uns :
PAOLI-DEMONTES (Ouvrages cites) -SABATIER(id") -HUGOLIN-DUMERAT-DEMANGEAT-DUBOIS- PUISTIENNE-THINIERES-BACHMANN et d'autres..

*(1) DUBOIS (ETIENNES) "les tribunaux repressifs indigenes en ALGERIE" P. 28

*(2) AUMERAT (FELIX)
"Etude sur la question indigene en ALGERIE- Securité-adminitration communale et colonisation" -ORLEANSVILLE 1902-imprimerie Progès - Martial -Carbonel P.3

*(3) DUBOIS (ETIENNES) - idem - P.31

*(4) DUBOIS (ETIENNE) - idem - P.30

*(5) DEMANGEAT (LUCIEN)
"La securite agricole en ALGERIE" P.94
-Bulletin de la reunion d'etudes Algeriennes de 1901-1902

- 2 - Pour certains,(**) l'insécurité réside dans les deux cas isolés ou majeurs, agissements individuels ou collectifs sous formes de vol, de banditisme, non paiement d'impôts, vagabondage ou d'insurrection, rixes, mené anti - Français" la guerre contre l'étranger de l'infidele" *(1),. emeutes anti-semites,troubles frontaliers, tout qualifiés de " formes d'insécurité momentanée" mais de "désordres d'une exceptionnelle gravité".*(2)

- 3 - Pour d'autres (particulièrement hommes de Loi) l'insécurite est signifiée par les nominatifs bien précis:

D'attentat
- ☞ - Contre les personnes
- ☞ - Contre les propriétés
- ☞ - Contre la chose publique

Ces "Promoteurs" de la legislation Outre-Mer, ont travaillé sous une plate-forme d'analyses se basant primordialement sur la statistique en matière de "criminalité indigène". *(3)

Lorsqu'on compare la criminalité des trois (3) départements Algérien, on constate que le danger social provenant de l'élément étranger (non français) et indigène est donc indeniable et constitue un des plus gros soucis de l'administration Française" *(4)

(**) LECOCQ (ouvrage cite)
GUIU-SARTEY-MATHUIE MARNEUR-SIMIAN- KLEIN-DURIEU de LEYRITZ, CAT etc...

* (1) LEYRITZ (DURIEU de) Substitut du Procureur d'ALGER
discours de 1897 -- Cour d'Appel d'ALGER P.5 (cité par AUMERAT-ouvrage cité)

*(2) CAT (EDOUARD)
"La question des étrangers (Revue de l'ALGERIE Nouvelle" (Organe des intérêts Algeriens) annee 1899-1900 - P.225

*(3) Tels: SABATIER (CAMILLE)-PAOLI-HUGOLIN etc...

* (4) cf PAOLI "Revue de l'ALGERIE Nouvelle, Organe des Interêts Algeriens" de 1899-1900 P. 159

B/ INTERPRETATION DE L'ADMINISTRATION FRANCAISE".

(Rapports du gouvernement général de l'ALGERIE et rapports de police)

A travers des rapports longs et révélateurs l'Administration Française a tracé dans le moindre détail toute forme d'insécurité existante ou (à prévoir) ainsi que ses interpretations appropriées; sous des nominatifs divers mais révélateurs aussi elle est : "troubles, pillages, vols, attaques, crimes, banditisme, terreur, échaufourée, incendie, razzias, insurrection,- elle est une "résidence opiniâtre à la pénétration française *(1)

Dans un rapport *(2) daté de 1903 du préfet du département d'ORAN au commandant de la Division, il est question" du Gouverneur Général qui a été frappé de la fréquence et de la gravité des attentats qui se produisent, depuis plusieurs mois, dans la région Ouest du département.

" Cette recrudescence de la criminalité est une conséquence des troubles qui se sont produits sur le territoire Marocain à proximité de notre frontière (...) malgrés la création de nombreux postes de surveillance tant en territoire militaire que dans l'arrondissement de TLEMCEN, il est à craindre que nous ayons encore à redouter des attentats ..." (**)

---

* (1) Piece 2840 datee de ZEMMORA le 1888 Avril 1907 :
Rapport du G.G.A. intitule "Plan de la defence de l'ALGERIE-Rapport divers 1907 -Defence de fermes isolees de l'Oranie- Defence des centres de l'Oranie 1906-1907 (de l'Administrateur de la commune mixte au prefet d'ORAN)"

* (2) Piece N° 10 780 datee du 18 Decembre 1903 du prefet du departement d'ORAN au General Commandant la Division. (affaires indigenes) objet : (au sujet de la recrudescence de la criminalite dans la region Ouest du departement d'ORAN).

(**) Rapport cite-piece n° 10 780 du G.G.A (suite).

Pour citer un autre exemple sur la question d'insécurité vue par l'Administration française, un rapport long dont nous nous contentons de donner quelques extraits-, relate les traits majeures d'une forme d'insécurité bien redouttée de l'autorite: "- on constate d'aprés Mrs les administrateurs que (...) des agglomération chez lesquelles l'agitation se produira presque instantanément.

Ce sont notamment cette turbulente et fière population montagnarde des Beni Chougrane dans la commune mixte de MASCARA, celle des sections de TIRENIFINE, TEMAZNIA, HABOUCHA, EL BORDJ, et OULED AOUF dans CACHEROU, celle des Khellafa, des Ouled BOUZIRI, des Ouled SIDI BENHALIMA, des Mahoudia, des Kcelna et des Madéna dans FRENDA, celle des douars NAZEREG, Doui THABET, Oum Dheb, Aioun El Berranis et Hounet de la commune mixte de SAIDA (...)

On voit pour cette longue énumération, que la majeure partie du territoire de l'arrondissement est occupée par une collectivité toute prête à lever l'étandard de la révolte (...)

Mr PONS (...) Administrateur de la commune mixte de MASCARA déclare trés justement à notre sens-que l'indigène lèvera contre nous en cas d'insurrection sans hésitation par suite de sa situation économique qui, médiocre, aujourd'hui, devient de jour en jour plus précaire (...) le jour où les indigènes (...) se trouveront dans un état économique fâcheux, ils écouteront avec faveur des exhortations de leur marabouts et, n'ayant plus rien à perdre-ainsi que l'écrit monsieur l'administrateur de MASCARA, ils se lèveront en masse ..." *(1)

Une autre forme d'insécurité (autre source d'inquiétude pour l'autorité en haut lieu) est traitée dans le rapport du général VIGY (Commandant du territoire d'AIN SEFRA) qui dresse le portrait d'une "situation alarmante" au Général Commandant de la division d'ORAN, au sujet de la situation à la frontière" :

---

*(1) Pièce n° 4378 du rapport daté du 27 Juillet 1907 du Sous-Prefet de l'arrondissement de MASACRA au prefet d'ORAN : (affaires indigenes: Objet a/ defence des centres

"" les bruits d'une attaque générale contre nos postes de la frontière Oranaise par toutes les tribus de l'Ouest sous l'impulsion du Caïd ZIANI, sous l'excitation des événements actuels au Maroc circulent déjat depuis un certains temps (...) il est incontestable que l'excitation chez nos voisins croît de plus en plus et il est fort possible que cette excitation finisse par une explosion de fanatisme guerrier et une prise d'armes ..."" *(1)

Ces "bruits" sont confirmés par d'autres rapports émanant des mêmes correspondants, du Général VIGY au Général Commandant de la Division d'ORAN ; Fevrier 1908 " La constitution d'une harka (...) le mouvement dont la lettre du 10 Novembre annonçait les préparatifs est actuellement en pleine exécution... " *(2)

"tout les informateurs signalent la plus grande effervescence ..." *(2)

Citons, enfin, une dernière forme d'insécurité évoquée dans multiples rapports de police; son importance est soulignée suivant les cas puisqu'elle relève des délits jugés par la justice civile ou militaire selon le lieu et le cas. dans le département d'ORAN, les cas abondent et, pour ne citer dans ce chapitre qu'un exemple, un dossier épais intitulé: "actes de brigandage" commis par Ouled Nehar (opérant dans les régions d'ORAN à TLEMCEN).

Dans son rapport *(4) daté à SIDI BEL ABBES du 27 Juillet 1902, le lieutenant AUDIBERTI, commandant l'arrondissement de SIDI BEL ABBES sur une "attaque de malfaiteurs indigènes armés" commençant comme suit :

---

* (1) Piece n° 600 datee a AIN SEFRA 1907, le 22 Novembre, par le General VIGY au Commandant de la division d'ORAN, ayant pour objet (situation à la frontiere) dossier intitule : attaques ,razzias, -secteur Sud 1907-1908-1909

* (2) Piece n° 146,confirmation telegramme du 16 Fevrier 1908 et lettre n°539 du 19 Novembre 1907 (dossier cité ci-dessus).

* (3) Piece n°84 date à ORAN le 21 Fevrier 1908 du General VIGY au Commandant de la Division d'ORAN (conflit Frontalier)

* (4) Se referant a plusieurs lettres et telegrammes etc...

"" Dans l'aprés midi du 22 Juillet 1902, huit (8) indigènes à cheval et armés de fusils, parmi lesquels les nommés BELALAOUATE, Ahmed El Aouad et Ahmed Bousetla tout les trois (3) des Ouled Nehar, ce militaire d'El ARICHA (les cinq (5) autres sont inconnus)- Vol de trente deux (32) chameaux au préjudice des indigènes du douar Goualil ."".

Un compte rendu daté de TLEMCEN le 31 Aout 1903 du Général DELANNEAU, commandant la subdivision de TLEMCEN avec la note : au sujet " d'une bande de malfaiteurs qui a rançonné trois (3) locataires du chantier d'alfa. *(1)

- Trois (3) Espagnols locataires de trois (3) chantiers d'alfa à SIDI YAHIA BEL HADJ sont venus déposer plainte contre quatre (4) individus qui les auraient rançonnés dans la nuit du 25 au 26 Aout, leur enlevant l'argent qu'ils possédaient.

Ces quatres (4) malfaiteurs me paraîssaient faire partie d'une bande organisée dont ce chef serait, dit-on, le brigand BOUSETLA ; (...) La référence des méfaits accomplis dans la région depuis quelques temps peut faire croire que leurs auteurs restent dans l'annexe ou aux environs (...)

"D'autre part, la présence de nombreux étrangers habitant avec les hamyan prés des chantiers d'alfa, entre TAZIGA et BEDEAU, rend plausible l'opinion des chefs indigènes qui prétendent que les voleurs trouvent asiles chez eux (...)" *(2)

---

* (1) lettre portant la reférence 1745 transmise sous le numero 836 du Bureau des affaires indigènes en date du 28 Aout 1903.

* (2) Notons un tableau annéxé au rapport cité: lettre 1745 du 31 Aout 1903- pour une meilleure compréhension, voici ce tableau

Emplacem.Chantiers	Nom chefs Chantiers	Observations
SIDI YAHIA	JOSE HERNANDEZ FELICIE	
	DAMIAN DIAZ	
	FRANCOIS GUILLOU	
EL M'RIT ELKBER	JUAN GOMEZ	chantier situe a 36Km de BEDEAU en territ. militaire
GARGA Chouäb	JOSE HERNANDEZ FELICIE	
OGLA DJIDIDA	LUCAS DIAZ	
DAYET M'Rahel	JOSE ABAD	

Dans une autre lettre (3) [illegible] du 1er Septembre 1903, le chef de [illegible] d'Ain [illegible] Ouled Nehar Cheraga (M. FRANCOIS GUILLOU) [illegible] au Général Commandant la Division d'[illegible] :

" Je viens porter à votre connaissance qu'étant établi dans un chantier d'alfa sur le territoire de Ouled Nehar cheraga, annexe d'El ARICHA, 6 chantiers [illegible] ont été rançonnés du 25 au 28 Août dernier par [illegible] bandits de ce même pays condamné à mort, ayant échappé au MAROC; les bandits viennent à main armée nous forcer à donner de l'argent et nous demndent 500 à 600 F par chantier sous peine de mort; et menaçaient encore à revenir; les indigènes du pays sont terrorisés par ces mêmes bandits et n'osent porter aucune plainte contre eux, au contraire ils les cachent continuellement et leur donnent à manger; il faudrait rendre les caids et les [illegible] de ces deux (2) tribus responsables de leurs méfaits à défaut de quoi nous n'aurons jamais la Sécurité.)) * (2)

Exemples de rapports, divers aspects de l'[illegible] vue et interprétée par une administration qui n'[illegible] restée impassible ...

---

* (1) lettre portant la réforme 1756 du Bureau des Affaires Indigene - exposee integralement../

* (2) l'importance du texte nous a incité à l'écrire integralement puisque résumant une situation parmi celle crée par les Ouled Nehar et qui se sont produites entre 1901 à 1903 aprés quoi la mort de BOUSETLA mit fin à ces actes; Confirmation du telegramme daté du 4 Fevrier 1904 à TLEMCEN.

C/ - INTERPRETATIONS DES PARTICULIERS

(Colons, Organisations etc...)

L'interpretation des particuliers, elle aussi, est exprimée sous divers aspects selon le type d'insécurité évoqué.

Des rapports, des lettres, mais souvent sous forme de procés verbaux des réunions de diverses organisations ou congrégations qui prennent en considération les plaintes des particuliers; *(1) à l'ordre du jour, un point, faisant la une des discussions: la question d'insecurite.

Les plaintes des colons ou autres particuliers sont soumises à l'administrateur qui en fait part à l'autorité supérieure. Sous formes de statistiques, elles sont recencées dans des bulletins ou tableaux .... *(2)

On les retrouve également sous forme détaillée et commentée dans les brochures et journaux *(3)

---

* (1) Conseils municipaux, conseil Général du departement, Congres des agriculteurs, Commissions Sénatoriales, Délégations Financieres etc...

* (2) Bulletin judiciaire, tableaux des établissemnts français, Revue Pénitentiaire, Statistiques du Gouvernement Général de l'ALGERIE, Bulletin de la réunion des Etudes Algériennes etc.

* (3) l'" AKHBAR " (journal de l'ALGERIE) la "Dépêche Algerienne", "Echo d'ORAN" et l' " Echo d'ALGER " "le Petit faual Oranais" (Coupure de presse.
Les brochures telles de LUCIEN DEMANGEAT "la sécurité agricole en ALGERIE"
-CAMILLE SABATIER "la question d'insécurite en ALGERIE" -
- DUMERAT FELIX" Etude sur la question indigène en ALGERIE"...

Relevons quelques exemples :

1- Dans le bulletin de la Réunion d'études Algériennes, LUCIEN DEMANGEAT écrit dans le numero du 1er Mars 1901 les propos suivants :

" Dans notre colonie Algerienne, la prospérité (agriculture) est arrêtée par un banditisme éhonté, par un état de guerre latent d'insurrection organisé contre la souveraineté Française. L'instinct du pillard survit chez l'arabe, s'il n'ose pas se mettre en rebellion ouverte contre l'autorité de la FRANCE, il s'attaque à la propriété individuelle et il arrive à son but: l'arrêt du progrés en enrayant la colonisation.) *(1)

2 - " Le banditisme rural, l'insécurité des campagnes étaient en effet à l'ordre du jour et il s'est trouvé dans le parlement des hommes de grande valeur pour nier ou presque l'existence de ce péril, d'autres ont le courage de le dévoiler, à la tribune, ce grave etat de choses " .*(2)

C'est ainsi que s'est prononcé Mr. COLLIN MAURICE * (2) à la séance de la chambre du 3 Avril 1901 *(2)

- Les bureaux arabes du département d'ORAN signalent des faits saillants commis au préjudice des colons. sont classées rapports annuels-les plaintes sont classées chronologiquement.

Pour un simple échantillage, nous donnons quelques exemples de plaintes de 1884 et 1885 : (choisis au hasard)

- Rapport : Département d'ORAN-Arrondissement MASCARA-Commune de CACHEROU:

" Dans la soirée du 2 Janvier 1884, une tentative d'assassinat a été commise par (5) indigènes à la maison cantonnière située à 30 Km de la route de MASCARA à FRENDA sur la personne de Mr PHILLIPE cantonnier et celle de sa femme; Les victimes de cet attentat ont été grièvement blessés.Cette affaire a fait l'objet d'un rapport spécial)

---

* (1) Bulletin de la reunion d'Etudes Algeriennes n° du 13 Mars 1901- propos de Mr DEMANGEAT P.95 (SUR LA QUESTION DE LA SECURITE AGRICOLE).

* (2) Mr. COLLIN MAURICE Professeur et parlementaire. Cité par PUISTIENNE GEORGES dans l'ouvrage: "les tribunaux repressifs indigènes en ALGERIE" P.7

- Rapport: Département d'ORAN - Arrondissement d'ORAN - Commune mixte de TEMOUCHENT :

" Dans la nuit du 11 au 12, il a été volé plusieurs quintaux de paille au préjudice d'un colon; les auteurs sont inconnus..."

TEMOUCHENT LE 2 Février 1884

- Rapport Division d'ORAN, Commune ST . LUCIEN:

" Dans la nuit du 27 au 28 Octobre, un vol avec effraction a eu lieu dans le douar Mekhatria (El GADA) au préjudice de deux marchands israélites: RUBEN CHOUKRI et SAMUEL HAKIK (ou HAKIKI) qui étaient absents (diverses marchandises de peu de valeur ont été enlevées. "

Dans la même commune-ST LUCIEN :

" Dans la nuit du 6 au 7 Octobre un vol avec effraction a eu lieu à ST LUCIEN au préjudice du sieur MASSUCHETTI (Négociant), on lui a enlevé, dans son entrepôt, situé sur le bas des boulevards extérieurs, 10 sacs de grains et divers objets mobiliers ".

- Rapport daté du 24 Octobre 1885 de l'administrateur WARNIER- dans la commune de l'HILLIL :

" Le 28 Septembre à Saboceira, incendie de meules appartenant à un colon, auteurs inconnus (1) ".

---

* (1) Ce rapport est annexé d'un tableau des infractions application de la loi du 28 Juin 1885 sur les pouvoirs des administrateurs: (en exemple)

	Individus	Pour Prison	amendes
Injures ou manquement.. de service	*10*	*37*	*60*
Refus ou inexecution de tout service	15	37	57
Infractions en matière d'impôts	12	39	40
Infractions diverses	86	191	468
TOTAUX	123	304	625

2 - Un exemple - type de la plainte du colon est reflété par l'article publié dans " l'Echo d'ALGER " du 4 Aout 1913 intitulé : Quelques reflexions d'un ALgériens - *(1)

- Quelques extraits :

"Mr BILLIET, Conseiller Céneral des attafs nous adresse les impressions que lui ont suggéré les récents *incendies de forêts dont il a été témoin occulaire* "

"Après les renseignements fournis par l'administration, apres ceux que donnait hier dans l'Echo, sur les incendies du Chenoua, notre confrère GAY, les *impressions de Mr BILLIET, qui a, à son actif 26 années* d'ALGERIE comme colon, Négociant et Maire et qui a vécu tous les faits qu'il narre, présenteront un vif intérêt *pour nos lecteurs:*" *(...) toute la region depuis TENIET* jusqu'à Teni-Indel et AMMI MOUSSA, a été dévastée par le fléau, que les mains criminelles ont répandu un peu *partout; J'ai moi même vu, de loin, des indigènes mettre* le feu et, grâce au front immense des différents foyers, pouvoir s'enfuir.

"Ce desastre voulu et prémédité représente pour l'ALGERIE une perte de près de 15 Millions car il faudra au moins 20 ans pour reconstituer ces forêts.

"Sera t-on maintenant fixé, en FRANCE, sur le véritables état d'esprit de nos sujets indigènes ?

"Esprit de haine et de révolte encouragé par une *mansuétude des pouvoirs publics que rien ne justifie.* "

---

* (1) Article titré : Incendies de forets" quelques reflexions d'un Algerien; les causes des incendies-la repression nécessaire un remede"

- ECHO D'ALGER DU 4 Aout 1913 .Signé par mr BILLIET: Conseiller Général de la 30e circonscription menbre de la ligue de reboisement.

D'autres articles traitant le meme sujet: parus dans "ECHO D'ALGER" du 7 Septembre 1913, dans la " DEPECHE ALGERIENNE" du 4 Septembre 1913 etc...

- " Il est indeniable, en effet que presque tous les incendies allumes l'on été en période de Ramadhan, ou le fanatisme axacerbé par le jeûne énervant et par des pratiques religieuses révolutionnaires, a réveillé contre nous la haine *(1)

La haine qui sommeille au fond du coeur de tout musulman.(...) l'indigene ne respecte plus d'autorité, il la bafou. Je puis en fournir mille exemples plus frappants les uns que les autres.

En veut-on un ou deux entre autres:

1° - Un géomètre de l'Etat en territoire indigène en vue de la création d'un centre s'est vu contraint d'évacuer les lieux (...)

2° - Un autre opérateur, les indigènes enlevèrent ses signaux de repère, et pour empêcher les transactions certains meneurs parcoururente la tribu en décrétant que ceux qui cédaient leurs terrains étaient des femmes (grave ingure), que, seuls étaient des hommes en Islam ceux là qui s'y refusaient !/

Ne sont-ce point là de véritables ferments de révolte ? Attendra t-on que l'ALGERIE soit à feu et a sang pour remettre nos sujets à la raison ?

(...) "C'est surtout dans le corps des administrateurs que ce découragement est plus profond.

Ces fonctionnaires, dont la charge est ecrasante la plupart arabisants distingués, sont pour ainsi dire désarmés en face, quelque fois d'une population de 100.000 indigènes à administrer. dés lors, qu'ils aspirent à quitter une carrière aussi ingrate, pour laquelle on ne trouvera bientôt plus de recrues.

(...) Ah! que ne viennent-ils habiter le bled quelques temps ceux-la qui critiquent si maladroitement et si injustement les colons.

(...) Pour revenir aux incendies de foêts, de tous ces attentats criminels que va t-il résulter ?

---

* (1) Propos de l'administrateur VARNIER - rapport du 24 Octobre 1885 - (commune HILLIL).

" des amendes considérables sans doute. Ce ne sont pas, *en l'occurence, peines suffisantes. La déportation perpétuelle pour tous ceux reconnus coupables;* Voilà la seule punition efficace à leur infliger. A côté d'une recrudescence de fanatisme .

(...) Il faut savoir dire la vérité jusqu'au bout : Vous entendez dire, et vous l'avez répété, que lorsqu'un incendie éclate sur un point : les habitants du douar voisin pour ne pas être requisitionnés, s'empressaient de mettre le feu chez eux; il y a du vrai dans cette assertion, mais un motif autrement sérieux est que les indigènes, un peu réduits à l'étroit, ne possèdent plus guère de terrains de parcours et s'ils veulent assurer la subsistance de leur troupeaux, ils sont parfois obligés de les envoyer paître en forêt. D'où procès - verbeaux suivis d'amendes mineures. Vous devinez le reste .(...)-/

Fin de citation....

SECTION III

EXPLOITATION STATISTIQUE DE L'INSECURITE

L'INSECURITE DANS LE TEMPS.

Rappelons la délimitation temporelle de notre étude . Elle se situe entre 1881 et 1914 .

La première date marque la consécration du code d'indigénat (loi du 28 Juin 1881) , l'établissement des pouvoirs disciplinaires et les tribunaux répressifs .

Si nous procédons un découpage global à partir des données statistiques entre 1881 et 1914 la localisation dans le temps et l'espace nous révèle l'existence de "points chauds" dans le département d'ORAN du nord au sud .

Le plan de cette partie se compose des éléments suivants :

* - Introduction

* - CHAPITRE 1° :
  - Appréhension statistique des principales phases et aussi de comparaison .

* - CHAPITRE 2° :
  - Conjoncture frontalière , militaire et politique.

CHAPITRE Ier

APPREHENSION STATISTIQUE ET ESSAI DE COMPARAISON

A) *APERCU STATISTIQUE*

Tout d'abord, faisons remarquer que nous avons procédé à un découpage par phase vu que la période sur laquelle s'étale notre recherche est relativement longue (33 ans) d'où la nécessité de la diviser en trois décénnies afin d'avoir une meilleure approche des mutations humaines, économiques , sociales et politiques .

Pour les deux (2) premières phases au moins citées ci-après , il s'agit de coupures marquées par un évènement historique . Tel est le cas pour la phase (1881 - 1890) l'insurrection du cheikh BOU AMAMA (1881-1883) parallèlement à la consécration du dit code d'indigénat et l'établissement du régime répressif .

Tandis que pour la seconde phase (1890 -1900) , elle est représentée par la révolte des FLITTAS (1890 - 1891).

Les trois (3) phases sont le résultat d'un repérage des principales périodes de transition entre des moments "d'accalmie" ou "d'effervescence" .

Au départ de chaque phase , apparait une courte période où surgit un type d'insécurité dans laquelle pressions et répressions , atteignent un point summum pour la phase .

1881-1883	1889-1891	1898-1901	1902-1906
BOU AMAMA	LES FLITAS	TROUBLES URBAINS	INCIDENTS FRONTALIERS

A) PHASE 1881 1890

Une décennie particulièrement marquée par les statistiques des peines disciplinaires infligées à tous ceux qui ont participé à l'insurrection du cheikh BOU AMAMA durant la période 1881 - 1883 ; A fortiori , les peines à l'amende qui sont très élevées parfois équivalents au triple de l'impôt en vigueur . * (1) .

Les statistiques de cette période peuvent être sujet de critique à bien de point de vue. D'abord, elles ne couvrnent pas toute la période , des manques subsistent au niveau de quelques années telles 1886 à 1889 . Il n'y aurait que quelques feuillets recensant quelques faits divers épars , en infraction au code d'indigénat pour déterminer le type d'insécurité réparti en cette période . Donc toutes hypothèses à partir de ces données seraient insuffisantes .

Une période d'incertitude où le code d'indigénat a connu des changements dans son cadre juridique et éxécutif. Les pouvoirs des législatures ainsi que des administrateurs étant soumis aux perpétuelles mutations , on peut prétendre que celà soit un des facteurs des irrégularités concernant au moins la période 1886 - 1889

==========

*(1) -Comme il est le cas pour la tribu de SIDI AHMED BEN MEDJDOUB (Chaouia de TIARET) Cf. document .

B) PHASE 1890 - 1900

Les statistiques de cette périodes sont nettement importantes et concernent une bonne partie des infractions au code de d'indigénat dans sa variete .

Chiffres importants , la moyenne par mille habitants , les chiffres de la population musulmane , la prédominance de certains délits (infraction aux paragraphes 2-6-8-13-16 et 17 du code de l'indigénat) contre d'autres faiblement représentés (infractions aux paragraphes 1-9-14-15-18) .

Les statistiques de cette phase sont plus complètes et plus précises que les précédentes . Leur fiabilité tient de cette précision en plus de leur vérification .

C) PHASE 1900-1914.

L'importance des fluctuations qui apparaissent sur les représentations statistiques de cette période est dûe éventuellement à l'importance des événements qu'elle engendre telles les phases 1902-1906-1908-1911-1913-1914 , avec la crise Algéro-Marocaine et les incidents frontaliers, les événements du sud Marocain , puis la consécration du service militaire et l'éxode de TLEMCEN , la veille de la première guerre mondiale et la recrudescence de l'insécurité ...

Autre point à souligner , les délits classés suivant les distinctions contre les personnes , attentats contre les propriétés et attentats contre la chose publique . Mis à part les contraventions infractionnelles au code de l'indigénat et qui restent jusqu'à 1913 très précises et surtout complètes ce qui n'est pas le cas pour les précédentes énumérées où appairaîssent des manques au niveau du département d'ORAN tels pour les années 1903-1904-1905-1906 .

En revanche , les statistiques sont plus complètes pour les années 1907-1908 .

En bref , nous avions affaires à des données statistiques dont l'insuffisance ou l'imprécision varie conjoncturellement soit avec les evénements soit avec le type de fonctionnement de l'administration de l'époque .

B) LOCALISATION DE L'INSECURITE DANS LE TEMPS

De la répartition qui couvre notre étude , il ressort les phases principales suivantes :

a) Phase 1881 - 1883

Dans cette période marqué par les événements du sud Oranais (l'insurection de BOU- AMAMA) on assiste à un accroissement de l'insécurité en même temps qu'un redoublement des peines disciplinaires notamment vers la fin de 1881 .Pour le seul délit de "participation à l'insurrection ", il a été procédé à 5408 condamnations à la peine (prison + amende) réparties sur les 19 communes du département d'ORAN *1 voire sur un total de population musulmane équivalente à 348.304 habitants dont 293 condamnations dans le seul arrondissement de MOSTAGANEM et à peu près l'équivalent (211 condamnations) dans l'arrondissement de MASCARA contre un chiffre dix (10) fois moins dans l'arrondissement de SIDI BEL ABBES .

b) Phase 1890 -1891

Comme événement de l'année 1890 , on relève la révolte des FLITTAS (*2) suite à l'application de la loi du 23 Mars sur l'état civil dans les Hamadenas MASCARA , AMMI MOUSSA et qui coincide avec l'application de la loi du 26 Juin 1890 sur les pouvoirs disciplinaires des administrateurs des communes mixtes .

Un premier fait se dégage de l'examen des statistiques pendant le 2° semestre 1890 et le 1° semestre de 1891 .

La prédominance de l'insecurité dans les régions de MASCARA , MOSTAGANEM PUIS TLEMCEN et SEBDOU . Ces mêmes arrondissements contribuent par un large pourcentage dans la moyenne /1.000 habitants / la plus élevée dans le département d'Oran 9,32 contre 7,07 pour le département d'ALGER .

---

* 1 Durant les 7 premières semaines du 4° triméstre de l'année 1881 .

* 2 ou pillo d'armes selon quelques sources

Ainsi et sur un total de 4214 condamnations prononcées dans le département d'ORAN (*1) , 1001 condamnations sont enregistrées dans le seul arrondissement de MOSTAGANEM et à peu prés l'équivalent dans l'arrondissement de MASCARA (1138) sachant que dans l'arrondissement de SIDI BEL ABBES, le Total des condamnations paraît faible par rapport à ceux des arrondissements cités; Mais il est à remarquer que ces chiffres sont présque proportionnels aux chiffres de la population musulmane de chaque commune mixte . Ainsi que le démontre la moyenne/ 1.000 habitants enregitrés dans chacune d'elles.

Les arrondissements de MASCARA et de SIDI BEL ABBES enregistre respectivement une moyenne de 10,73 /1000
et 10,90 /1000 avec un écart de population musulmane considérable de (80.615 habitants) *(2)

Notons que c'est dans le département d'ORAN que l'on relève la moyenne de condamnations la plus forte avec le plus faible taux de population musulmane(452.000 habitants) en comparaison avec le département d'ALGER (728.000 habitants) et surtout avec la département de CONSTANTINE (1.143.000 habitant)

En cette période, l'insécurité domine une bonne partie du département d'ORAN et même les régions avoisinantes telles la région Ouest de la plaine du CHELIF.

Ainsi dans l'arrondissement d'ORLEANSVILLE (qui fait partie de département d'ALGER) on repère une moyenne de condamnations presqu'équivalente à celle enregistrée dans l'arrondissement de MASCARA ou SIDI BEL ABBES (10,06 sur un total de population musulmane de 119.209 habitants).

==========

* (1) réparties entre les arrondissement d'ORAN, MASCARA, SAIDA, SIDI BEL- ABBES, TLEMCEN et MOSTAGANEM.

* (2) Soit donc la population musulmane de l'arrondissement de MASCARA (105.978 habitants contre 25.363 habitants dans l'arrondissement de SIDI BEL ABBES.

Cette moyenne, d'ailleurs, se maintiendra à un niveau supérieur par rapport à d'autres arrondissements précités et cela en dépit de la légère baisse relevée pendant la période 1891 - 1892 les moyennes se répartissent ainsi: 9,53/1000 dans l'arrondissement d'ORLEANSVILLE (hors du département d'ORAN // comparaison) contre 7,29 /1000 dans l'arrondissement de MASCARA .

Quant au type d'insécurité, il peut être signifié en procédant à un découpage global par type d'infraction régnant dans chaque région .

Dans le département d'ORAN, la prédominance revient d'abord aux condamnations au titres du paragraphe 17 *(1) du code d'indigénat qui stipule "refus de prêter secoyrs en cas d'accident ou calamité publique... ".

Ainsi 3084 condamnations *(2) ont été prononcées à ce titre dans le département d'ORAN dont 454 condamnations dans le seul arrondissement de SEBDOU.

La prédominance de ce type de délit dans le département d'ORAN pendant la période 1890 - 1891 est triple par rapport aux départements d'ALGER et de CONSTANTINE qui enregistrent tous deux un total de 993 condamnations.

Viennent après les infractions selon l'importance et la fréquence des condamnations dans le département d'ORAN au titre des paragraphes 16-6-8-2-13...

---

*(1) Article 32 dans l'Arrêté du Code d'Indigénat 1881

*(2) Condamnations : Jours de prison seulement .

D'abord au titre du paragraphe 16: "tapage, scandale, disputes... " voir 1366 condamnations ont été prononcées à ce titre dans le *département d'ORAN: Les arrondissements les plus touches sont* MASCARA - MOSTAGANEM - AMMI MOUSSA et REMCHI (TLEMCEN)

Par ailleurs, disons sommairement que les calamités naturelles telles la sécheresse et l'invasion des sauterelles ont contribué, en partie, à l'augmentation d'u type d'infraction (Paragraphe 6)" Retard prolongé et non justifié dans le paiement des impôts".

D'autres infractions restent dans de faibles proportions telles commises au titre du (paragraphe 2) " eux ou inexécution d'un service de garde patrouille, abandon d'un poste ou négligence dans le même service" ou encore au titre du paragraphe 8 "Dissimulation de la matière imposable" dont les condamnations sont assez réparties sur l'ensemble du département mais dans de faibles proportions en comparaison avec celles enregistrées dans les autres départements.

Telles dans le cas d'infractions au titre du paragraphe 2 où la prédominance revient à l'arrondissement de TIZI OUZOU *(1) avec le chiffre de (5,20) sur un total de 1661 condamnations d'infractions à l'indigénat, c'est également le cas de l'arrondissement de SETIF *(2) (département de CONSTANTINE) où les infractions au titre du paragraphe 8 sont particulièrement élevées (423) sur un total de 2332 condamnations d'infractions à l'indigénat la même période.

Des fluctuations apparaissent entre 1893 à 1898; on note, alternativement et relativement, un retour au calme jusqu'à 1894 par rapport au département d'ALGER et de CONSTANTINE où les moyennes de condamnations atteignent respectivement 13,43 /1000 et 13,24 /1000. Mais sitôt une forte hausse est repérable dans le département d'ORAN à partir de 1896 (9,46/1000) et qui s'accentue dans la période de 1897-1898

---

*(1) Citons sommairement qu'en cette période, des troubles sont commis par l'évasion de prisonniers dans l'arrondissement .

*(2) Citons au passage que cela s'explique en partie par les grandes surfaces cultivées ainsi qu'un cheptel assez important dont est soumis *l'arrondissement de SETIF*

C- 1890 - 1899

Période charnière entre le déclin d'un siècle et les perspectives naissantes à la veille du XXé siècle. Cette période correspond en grande partie aux troubles urbains avec la crise de la colonisation, les revendications autonomistes, la dénonciation du péril étranger et la crise anti-semite. les condamnations sont importantes notemment dans la régions d'ORAN, MOSTAGANEM, TLEMCEN où les moyennes atteignent leur sommet respectivement avec 17,72 , 18,05 contre 4,98 dans l'arrondissement de TIZI OUZZOU par exemple .

En revanche, elle est de 16,11 dans l'arrondissement d'ORLEANSVILLE qui est plus proche géographiquement du moins, des troubles urbains de la partie occidentale de l'Oranie (dans la continuité du chelif).

Dés le début du siècle, des fluctuations sont repérables, les chiffres restent néanmoins faibles par rapport aux périodes précédentes.

Par ailleurs, la classification par nature de délit nous renseigne sur la prédominance par type d'insécurité . Dans le département d'ORAN, le vol reste le délit le plus fréquent.

Ainsi, sur un total de 360 affaires traitées devant les commissions disciplinaires, 260 sont jugées affaires de vol réparties sur l'ensemble du département de 1900 à 1913

D) 1903 - 1906

Cette période correspond à un type d'insécurité qui prend son ampleur avec la crise conjonctuelle : le conflit Franco-Marocain. La situation politico-commerciale dans la zone frontalière Ouest se dégrade. A l'origine, le contentieux Franco-Marocain et le conflit d'intérêt inter-puissance (FRANCE - ANGLETERRE - ESPAGNE ...) dont les sources remontent à 1903 avec l'affaire de "Marchica" puis ce sont les incidents frontaliers de 1906 aboutissant à la rupture des relations d'abord commerciales entre MACHNIA et OUJDA et la fermeture de la Frontière Algéro-Marocaine ensuite.

L'impact de ces incidents n'est pas important à l'intérieur du département . A en juger des statistiques, il y a, au contraire, une forte baisse des contraventions en 1906 .

En 1904, 31 affaires sont traitées dont 27 jugées affaires de vol contre, en 1906, 08 affaires dont 02 affaires de vol

Il est donc important de remarquer la chute des chiffres en l'espace de deux ans.

L'écart important entre ces chiffres impose l'hypothèse d'un éventuel décalage dû au type de fonctionnement de l'Administration .

Ces statistiques peuvent être alors sujet de critique, l'année 1905, par exemple, n'y figure pas sachant que cette période marque le début de la crise marocaine et les incidents Frontaliers après quoi on pouvait craindre des répercussions sur la sécurité de la région occidentale du département ?

Quant au sud Oranais, (territoires du Sud) -(exemple arrondissement de AIN SEFRA) de l'examen des chiffres repérables à partir de 1906 seulement, il ressort que sur un total de 135 affaire, 88 sont jugées exclusivement affaires de vol. (1906-1913)

E) *1908 - 1913*

Dans la continuité de la période précédente, presque le même contexte; la crise Marocaine et les événements du Sud Marocain de 1908 et ses répercussions sur la situation dans le Sud Oranais, principalement dans les postes Frontalières tels FIGUIG - BECHAR.

Les chiffres concernant les infractions entre 1908 - 1910 ne sont pas très importants mais ils comportent une variante qui peut être citée . En 1910, on relève 30 affaires de vol sur 35 affaires en infraction au code indigénat .

Mais à partir de cette date, les chiffres concernant les affaires de vol régressent au profit d'autres types de délits tels "Destruction de ligne télégraphique" ou "Tentative de déraillement à la voie ferrée "ou encore" intrigue contre l'autorité" etc...

En 1912 on ne comptait que 03 affaires de vol sur le total de 12 affaires jugées (territoire du sud Oranais).

La même année, le département d'ORAN enregistre un total de 15 infractions donc regressant de moitié par rapport à 1911 puis reprend du double en 1913 (37 affaires)

B - COMPARAISON

Les statistiques concernant l'insécurité subissent, comme on l'a vu, des fluctuations d'un département à un autre, voir d'un arrondissement à un autre, parfois simultanément.

Ainsi entre 1902 à 1906 les départements d'ORAN et d'ALGER connaissent simultanément les mêmes fluctuations. Les affaires jugées devant les commissions disciplinaires en hausse en 1902 (soit un total de 87 affaires dans le département d'Alger contre 39 dans le Département d'ORAN) chutent en 1906 respectivement à 07 et 08 affaires, alors que c'est précisemment en 1906 que le département de CONSTANTINE opère une nette hausse-34 affaires contre 11 en 1902

Déjà en 1881, les peines disciplinaires pour "participa-tions à l'insurrection" sanctionnent les 26 communes de l'Algérois, les 19 communes de l'oranais et les 32 communes du CONSTANTINOIS simultanément mais variablement selon chaque arrondissement.

Dans le département d'ORAN, durant les 7 premières semaines de l'année 1881 et sur un total de population musulmane de 348.304 habitants, il a été prononcé 729 condamnations soit une moyenne de 104,10 en une semaine et 5.408 en une année.

Sur une population musulmane nettement double, le total de condamnations dans les départements de CONSTANTINE et d'ALGER est également double au moins pour le premier : 10.682 condamnations en une année (soit 205 en une semaine et 1.438 dans les 7 premières semaines en 1881).

L'écart est repérable entre les trois (3) départements Algériens, il est important entre les arrondissemnts ou communes.

Le cas se présente, par exemple, dans l'arrondissement de MASCARA où la commune de MASCARA enregistre 86 condamnations contre 09 à SAIDA, sur un total de 211 condamnations réparties entre les quatres (4) communes de l'arrondissement de MASCARA (département d'ORAN).

Il est plus frappant dans l'arrondissement de MEDEA (département d'ALGER) qui, sur 177 condamnations 131 sont prononcées dans la seule commune de BOUCHICAO contre 09 condamnations dans la commune de BOGHARI du même arrondis- sement et même département ou encore dans l'arrondissement de TIZI OUZOU, où, sur un total de 407 condamnations, plus de la moitié sont prononcées dans la seule commune de AZZEFOUN- contre 14 seulement dans la commune de FORT NATIONAL du même arrondissement et même département .

SECTION III

L'INSECURITE DANS LE TEMPS

CHAPITRE II

CONJONCTURE FRONTALIERE

MILITAIRE ECONOMIQUE & POLITIQUE

La conjoncture frontalière reste étroitement liés aux conflits d'intérêts inter-puissances autour de la zone frontière Ouest du département d'ORAN devenant zone d'insécurité par excellence.

L'ouverture des portes de l'Oranais signifiait entre-autre, la pénétration militaire française dans les confins; la progression des lignes de chemins de fer donc la réalisation de projets ambitieux (exemple. le transaharien) et surtout le contrôle d'une partie du commerce Orano-Marocain.

C'est à partir de là qu'évolue le rapport des forces. la question Marocaine prend forme.

La notion de frontière *(1) est vite définie dans les confins avec la mise en place d'un système de délimitation, de répartition, de *fixation des tribus sahariennes*.

Les négociations franco-Marocaines de 1901 entament les problèmes de la voie ferrée et du statut des DOUI MENIA.

Rappelons que les DOUI MENIA sont une des grandes tribus des confins qui ont joué un rôle important dans les conflits frontaliers Algéro-Marocain.

---

*(1) - NOUSSAN DANIEL : Serie d'articles édités par laboratoire Tiers Monde - L'HARMATTON - P 25 (au sujet du traité de lalla MAGHNIA 1845)

Leur territoire se situe entre le TAFILALET et la ZOUSFANA -Semi-nomades, elles vivent des cultures de palmiers et de troupeaux .

Victimes de la politique coloniale, elles ont subi le sort du partage . (**)

Repartis en deux (2) groupements, les uns appelés les "Gouns" d'environ 500 tentes, possédaient des labours dans la Vallée du Haut GUIR et des palmiers sur la ZOUSFANA donc tournés plutôt vers l'ALGERIE, les autres les "ralliés" d'environ 1500 tentes détenaient des terres dans la vallée du Haut GUIR et des palmiers dans le TAFILALET donc convergeant vers le MAROC.

Ces tribus entretenaient des relations commerciales avec celles avoisinantes (ex. le TOUAT) et conservaient des liens étroits avec leurs alliées (ex. les Ouled DJERIR).

Remarquons que les perturbations ressenties par les tribus frontalières vont dans le sens de l'éclatement d'un mouvement d'ensemble . L'insurrection, les Harkas etc...
à partir de 1900 - *(1)

Entre 1900 et 1906, la situation politico - commerciale frontalière se dégrade.

A l'origine, le contentieux Franco-Marocain dont les sources remontent à 1900 avec l'affaire "Mar Chica" *(2) puis les incidents frontaliers de 1906 aboutissent à la rupture des relations commerciales entre MAGHNIA (ALGERIE) et OUJDA (MAROC) et la fermeture de la frontière - *(3)

Pour revenir à l'affaire Mar Chica, la FRANCE entrevoit la possibilité dés 1900 d'avoir Mar Chica et les terrains environnants "véritable nid à millions *(4)

Dés la première quinzaines de Mars 1900 un vaisseau français " Le Zenith " se dirige vers " Mar Chica" ainsi que deux (2) torpilleurs, *le précédent vers MELILLA et les ZAFFARINES" (afin d'intervenir en cas* de besoin *(5)

**) Traité de Lalla MAGHNIA de 1845

* (1) Cité ultérieurement dans le même chapitre

* *(2) Mar Chica en territoire Espagnol Sud-est de MELILLA riche mines* d'exploitation factories de Mar Chica - C. f carte.

* (3) La presse Contemporaine/Article du journal "le Liberal" du 9 Août 1906

* (4).(5) " " "

Prétextant une expédition explorative (motif le relevé hydrographique) de Mar Chica, l'équipage du "Zenith" pénètre par la passe naturelle qui fait communiquer le lac intérieur avec la mer. C'était la révolution au MAROC, le Sultan ABDEL AZIZ n'était plus maître de la région, les tribus étaient en effervescence...; du fait, mises en éveil par la présence de deux (2) torpilleurs dans le voisinage les a fait descendre de leurs montagnes et s'étaient embusquées dans les broussailles accueillant "les visiteurs" à coup de fusils. L'opération Zenith était manquée !

Trois (3) ans plus tard, le prétendant ("MOULAY MOHAMED") devenu depuis, véritable souverain n'entretenait pas de bonnes relations avec la FRANCE. Il concéda Mar Chica d'abord à la société "El Chaab" bientôt déchu et en second lieu à (SAY LOUIS) - (Négociant français) puis à un Consortium Hispano-Belge après la signature d'un traité avec l'ESPAGNE qui aurait pour effet immédiat de détourner le courant commercial passant par la frontière Algérienne et de l'orienter vers MELILLA -C'est là que vont les profits, l'Oranie subit alors de gros préjudices - MACHNIA, TLEMCEN, REMOURS, PORT SAY, le port d'ORAN, les lignes de chemins de fer, s'en ressentent à plusieurs degrés. *(1)

les incidents de 1906 dans la zone frontalière sont importants : l'affaire du "SAIDIA" et l'affaire des citoyens Algériens musulmans d'OUJDA (MAROC)

Le Makhzen d'OUJDA aurait fait part de l'attitude franchement hostile vis à vis des Algériens musulmans habitant la ville d'OUJDA.

Selon la presse et les archives de l'époque les autorités d'OUJDA auraient confisqués des armes aux Algériens installés à OUJDA et ont contraint des commerçants algériens à abandonner leurs magasins dans les rues principales d'OUJDA au profit de citoyens Marocains. Le montant de leur location aurait augmenté du tiers, pour d'autres de moitié

---

*(1) Rapport du lieutenant-Colonel SCHLUMBERGER daté à MACHNIA le 22 Février 1906 piece n°22 carton 3H 59 Archives Outre-Mer d'AIX

Le Makhzen aurait procédé, sur ordre du sultan, au rescensement des immeubles possédés par les Algériens d'OUJDA - même ceux, nés à OUJDA de parents qui s'y étaient réfugiés au début de la conquête avec "L'Emir ABDELKADER" n'y font pas exception-tel l'exemple du Cadi "El HADJ EL ARBI" né à OUJDA de parents originaires de MASCARA, aurait été licencié par le Sultan "sur la demande des habitants d'OUJDA" (**)

Le climat déjà tendu dans la région avec la montée d'un courant anti - étranger, ont crée des facilités à certains éléments qui ont tiré profit du conflit

Quant à l'affaire de SAIDA *(1) , elle relève plutôt d'un incident banal qui s'est aggravé avec la conjoncture.

Le 17 Septembre 1906, un ancien tirailleur Algériens nommé "BELKACEM BEN MOHAMED" passe la frontière se réfugiant à PORT SAY avec un mulet et un fusil . Si tôt, le pacha représentant le Makhzen Marocain établi à SAIDIA, se lance à sa poursuite et le ramène à SAIDIA après l'avoir inculpé de vol. les autorités françaises dans la région sont alarmés et qualifient l'incident de ((violation flagrante du territoire)) en réclament des suites des excuses, la révocation du pacha de SAIDIA, ainsi que 26.000 FF que le Sultan doit verser expressément comme indemnité pour le vol ou razzias de troupeaux en territoire Algérien dût depuis longtemps

Les incidents autour de la frontière se multiplient d'autant plus que l'ultimatum posé par les autorités françaises reste en suspend . les excuses sont faites par le pacha mais sa révocation reste en question ainsi que le versement des indemnités.

Un article de presse contemporaine *(2) situe la question de SAIDIA comme un brandon fumant qui risque de faire
(éclater l'incendie en bûcher politique Franco - Marocain)

la presse locale *(3) en citant le climat tendu de la zone frontalière, évoque l'affaire SAIDIA comme promoteur d'un mouvement d'"Islamistes" Marocaine du Nord du KISS, d'une levée en masse de toutes les tribus qui grouillent autour de la frontière

---

(**) Rapport du lieutenant Colonel SCHULUMBERGER daté du 22 Février 1906
- Pièce n°32 - Carton 3H 50 A D.M.

*(1) Autrefois la casba de SAIDIA . Sur la seconde rive du KISS rivière frontière en face de PORT SAY frontière Algérienne - établissement français

*(2) et (3) Extrait d'un long article du "Journal" daté du 5 novembre 1906
- Pièce n°5149 - signé Pseudonyme JACQUE DHUR
-intitulé des articles "incident franco-Marocain"
((on parle de bombarder SAIDIA)) - (nos nationaux au MAROC menacés).

Il y avaient du vrai dans les prédictions du journaliste En fait "la levée en masse" eut lieu effectivement mais cette fois autour de la frontière sud Algéro-Marocaine.

Un mouvement insurrectionnel contre l'autorité française s'est déclenché entre le 13 Mars 1908 et le 5 Janvier 1909.

Le mouvement s'est formé dans la région du haut GUIR et ses affluents *(1) bordé au Nord l'Atlas et au Sud par la région désertique qui le sépare des postes frontières français. La zone est particulièrement difficile.

A une centaine de Kilomètre au Nord Ouest du campement français près de COLOMB BECHAR s'étend une région de Ksours parsemés sur le haut GUIR et ses affluents *(2) vers l'Ouest, après avoir traversé un plateau désertique d'environ 90 Km, se trouve sur le haut ZIZ et ses affluents, un groupe de Ksours beaucoup plus importants constituant le TAFILALET - Ksour du TAFILALET et Ksours du Haut GUIR, communiquent par les montagnes de l'Atlas avec le bassin de la MOULOUYA. Il y a donc en somme, à l'Ouest des postes français avancés une véritable fourmilière de Ksours.

C'est à l'Ouest de HASSI EL HAMEIDA qu'a eu lieu l'attaque d'un campement Français le 11 mars 1908.

---

*(1) - Cf carte - Pièce N°750 daté du 22 Novembre 1908

*(2) - Cf . cartes.

Déroutée, par l'effet de surprise, le manque d'effectif et de munitions, l'autorité française était obligée de battre en retraite *(1)

Un mois plus tard, le 15 Avril 1908, une importante "Harka" se forme et se met en mouvement à partir de trois (3) grands campements :

* 1 Du puit du MENGOUB - une formation de deux mille à trois mille combattants environ issus de tribus du haut GUIR, Oued HABIBER, AIN CHAIR.

* 2 De DOUIARAT ES SEBAA, un contingent important se composant de gens des tribus du Haut GUIR et de Oued HABIBER.

* 3 Du haut GUIR au TAFILALET = BOUDENIB des éléments en formation, se dirigent vers DOUIARAT ES SEBAA, centre de regroupement de la HARKA et lieu de la ZAOUIA du "Marabout MOULAY LHASSEN " promoteur du mouvement.

Le 16 Avril 1908, une attaque est engagée - son objectif : le camp de la colonne de COLOMB BECHAR installé à MENADHA à 10 Km de TAIZIZA *(2)

---

*(1) Copie télégramme Chiffre N° 333 affaires Indigènes datée du 13 Mars 1908 de BENI ABBES - Annexe du centre de COLOMB BECHAR - territoires AIN SEFRA Division d'ORAN en communication poste TACHIT TIMIMOUN-TOUT- ADRAR (Cf. cartes).

*(2) Cf. Carte Pièce 256 du Carton 11 126; A.O.M

Des pertes considérables sont enregistrées des deux côtés-Un article de Journal de l'époque cite que "le camp de MENABHA a été absolument surpris et que s'il n'a pas été razzié complètement cela tient seulement à ce que les assaillants ont commencé le feu trop tôt" * (1)

Le combat de BENI OUZIAN le 14 Mai 1908 apres celui de BOU DENIB, était particulièrement violent "un engagement qui aurait duré 5 à 7 heures et des centaines d'hommes qui s'accrochaient avec une sauvage énergie" *(2)

Une autre importante harka en formation est signalée au TAFILALET à partir du 4 Juin 1908 sous la direction du Cheikh "ALI OU IRIB" de la tribu AIT LHEDBACH, elle visait directement le camp de BOUDENIB le combat Est Engagé le 1er Septembre près du poste de BOUDENIB.

Enfin le 5 Janvier 1909, un groupe d'environ 50 piétons et d'un goum de 200 à 300 cavaliers de la tribu AIT BOUCHAOUEN essaya de cerner la troupe Française près de FONTMASSA (Nord Ouest de AIN SEFRA) *(4)

L'attaque duravin opposa les Ait BOUCHAOUEN * (3) à la reconnaissance du Commandant FIMARD * (4)

Ainsi s'achève ou presque une période mouvementée autour des postes frontières Algéro - Marocains.

---

*(1) - Nom du journal en question non apparent cette coupure se trouve dans le dossier 93 136 sans aucune référence

*(2) - Piece N° 509 datée du 15 mai 1908 - A.O.M

*(3) - Lieut CUILL

*(4) - Piece n° 120 affaires indigènes datée du 5 Janvier 1909 A.O.M

Quelques remarques s'imposent :

* Le combat du 5 janvier n'est sans doute pas le dernier livré contre la présence Française *(1)

* On ne peut étudier l'insécurité dans le Sud oranais sans citer les troubles autour de la frontière Algéro- Marocaine -1908-1909-1910.

* Le plus souvent, c'est au delà du territoire Algérien qu'ont eu lieu les combats mais les assaillants visaient les objectifs Français-clés comme les postes frontières Algériens tels COLOMB BECHAR, BENI OUNIF etc... et cela nous a incité à en parler même sommairement.

* Les combats ont été généralement violents. On assiste à un grand déploiement des forces locales des tribus se sont rassemblées sous le mot d'ordre d'un marabout ou à l'initiative d'un chef de tribu.

* L'impact des troubles du Sud est important sur toutes les populations avoisinantes de la frontière Algéro-Marocaine.

Du point de vue infractions et répressions, les chiffres sont révélateurs.

EN 1910, par exemple, sur les 35 affaires portées devant les commissions disciplinaires, 30 sont jugées affaires de vol alors qu'en 1912, avec le retour au calme dans le Sud, trois (3) affaires seulement sont jugées pour vol et complicité de vol.

Dans le département du Sud ainsi que dans le département d'ORAN, les condamnations à l'amende sont les plus élevées.

En 1910 concernant ORAN, sur les 62 Condamnations l'amende est estimée à 4.000 F soit cent fois le salaire mensuel moyen d'un ouvrier agricole de la région .

---

*(1) Jusqu'en 1913, la presse locale parle de combats épars dans le Sud Oranais. Telle la coupure de presse de la "Dépêche Algérienne" datée du 2 Juin 1910 intitulé de l'article : "dans le Sud Oranais les opérations du général (ALIX) contre les AIT KHEBBACHEN" ..

Cette peine à l'amende dans le Sud est de 2.275 F. Notons qu'en 1903, la recrudescence des attentats contre les personnes et les propriétés est notoire par rapport aux départements de CONSTANTINE et D'ALGER :

Soit 2.000 auteurs d'attentats contre les personnes et un nombre en victimes européennes double à celui de CONSTANTINE et le quadruple à celui d'ALGER. (Unique dans de faible proportion par rapport au chiffre total des victimes indigènes (Musulmanes) d'attentats contre les personnes (1.100 victimes).

De même que pour les victimes d'attentats contre les propriétés. le total de victimes européennes est nettement supérieur dans le département d'Oran soit 906 victimes contre 601 dans le département d'ALGER .

Il est important de remarquer qu'en période de troubles le pourcentage des attentats est prédominant.

Ainsi, par exemple, à la veille des troubles (incidents) frontaliers Algéro - Marocain de 1906, les attentats contre les propriétés et contre les personnes ont plus ou moins doublé dans le département d'ORAN.

En 1905, on enregistrait 600 attentats contre les personnes - contre 300 contre les propriétés par rapport à 1903 - 450 et 125 attentats contre les personnes et les propriétés .

Donc, il y a effectivement recrudescence de l'insécurité en cette période .

SECTION IV

CHAPITRE 1er

EXPLOITATION STATISTIQUE (INSECURITE) DANS L'ESPACE

L'étude de la conjoncture montre que le phénomène insécurité est toujours présent dans le dépatement d'ORAN.
Son ampleur est variable dans l'espace geographique comme dans le temps.

Tous les facteurs jouent un rôle dans son intensité et variations comme le facteur géographique qui définit sa stagnation ou sa propagation selon les facilités ou difficultés que présente le site où sont cantonnées les populations musulmanes ainsi que leur type de contact ou leurs moyens de communication avec l'extérieur.

Ainsi dans le cas du tell Oranais, où la facilité du site géographique favorise les infiltrations quotidiennes des auteurs d'attentats, l'insécurité y est permanente.

En essayant de localiser l'insécurité dans la réqion à partir des cartes de l'époque, il en résulte le découpage suivant :

1 - Dans la partie Nord - Ouest du département d'ORAN il y a momentanément une typique concentration de l'insécurité dans les régions de MOSTAGANEM-MASCARA-AIN TEMOUCHENT-TLEMCEN-SIDI-BEL ABBES et SEBDOU.

2 - Dans la partie Sud - OUEST à partir d'EL ARICHA, AIN SEFRA et la région frontalière Sud Algéro - Marocaine autour des postes frontières de FIGUIG COLOMB BECHAR.

3 - Dans la partie du Nord - Est au Sud - Est du département, les régions les plus touchées autour de RELIZANE - ZEMMORA - AMMI - MOUSSA et GERYVILLE.

Du Nord au Sud de l'Oranie, les facteurs favorisant le développement de l'insécurité varient selon les régions.

A/ - Dans les régions Nord du département d'Ouest en Est, dans le tell Oranais l'insécurité est d'abord plus concentrée vers la partie Ouest à la limite de la région Algéro - Marocaine, entre la haute plaine et les monts de TLEMCEN puis elle apparaît au centre entre la plaine de SIDI BEL ABBES et les monts de DAIA et se concentre vers la plaine de GHRISS (MASCARA) et l'Oranie Chellifienne.

Ce que nous savons principalement de ces régions est qu'elles comptent parmi les terres les plus fécondes de l'ALGERIE. Malgrés les conditions climatiques difficiles (arridité, peu de pluies en été ...) qui régnent dans la partie Est de la M'LETA Oranaise (plaine du SIG, MASACRA, l'Oranie Chellifienne) elles disposent d'importants réservoirs ou barrage tels ceux du TLELAT, de la HABRA, DJIDIOUIA, OUED FODDA.

Les régions les mieux irriguées se prêtent à toutes cultures? Des colons ont pû substituer aux champs de céréales, les vergers et les cultures industrielles telles que le vignoble en premier degré et l'olivier à qui elles doivent leurs renommées.

L'élément européen prédomine dans ces régions à part quelques exceptions de villes (TLEMCEN, MASCARA, 100 habitants au Km2) la densité des Algériens Musulmans reste faible elle se situe entre 1 et 25 habitants au Km2.

Dans un " panaché " de tentes, maisons européennes et maisons à terrasses, l'habitation rurale des Algériens musulmans apparaît comme fidèle à la physionomie typique du cadre colonial .

Ce qui n'est pas le cas, par exemple, de leur habitation dans les hauts plateaux et Sud Oranais.

Par ailleurs, ils sont cantonnés dans un espace restaient du littoral,dans les régions de MOSTAGANEM, l'Oranie Chellifienne et, en petites agglomérations autour des villes importantes comme les villes - port d'ORAN, NEMOURS ,BENI SAF etc...

Paradoxalement, l'élément européen dispose d'un espace vital plus large, autour des grandes villes ou dans les riches compagnes du tell Oranais, des terres fertiles des plaines de SIG, TLEMCEN, SIDI BEL ABBES, MASCARA, MOSTAGANEM et le plateau de TIARET.

C'est dans ces régions que se développe la plus grande surface du vignoble algérien soit 123.124 Ha sur la surface totale de l'ALGERIE équivalente à 221.736 Ha de vigne répartie entre mer et steppe de l'Oranie, du sahel d'ARZEW et de MOSTAGANEM de la région oranaise de TEMOUCHENT et TLEMCEN, de la plaine de SIDI BEL ABBES et de MASCARA , du plateau de TIARET.

L'immensité des exploitations viti - vinicoles ,le rapide développement de la viticulture (entre 1870 - 1890) et les multiples travaux qu'elle nécéssite, constitue un facteur déterminant dans le marché du travail et, implicetement un important agent de transformation dans la vie quotidienne des populations de la région.

Suite au besoin croissant à une forte main d'oeuvre,les employeurs font appel d'abord à la main d'oeuvre européenne et surtout Espagnole dont la prédominance marque des régions de l'Oranie jusqu'à la fin du XIXé siècle., comme il est le cas du vignoble de MASCARA.

Mais le recours à la main d'oeuvre musulmane ne s'affirme que tardivement dans le début du siècle avec l'insertion d'éléments Marocains (1905 - 1906) et au lendemain de la crise viticole de 1908 - 1914.

Les Algériens musulmans de la région constituent alors l'élément principal de la main d'oeuvre employée dans la viticulture; comme il est le cas par exemple en 1908 dans le domaine d'OUED IMBERT (Nord de SIDI BEL ABBES - département d'ORAN) où les Algériens musulmans compte plus de la moitié de l'effectif général employé soit 228 ouvriers contre les 152 répartis entre étrangers et français *(1) .

Si la viticulture est un important agent de transformation de l'économie de la région et si "elle offre d'importants débouchés" *(2), elle ne résoud cependant toujours pas les problèmes des collectivités musulmanes.

---

* (1) - "Monographie de l'OUED - INSERT - 1908"

* (2) - CHENTOUF 6 T. opp. cite P.94.

C'est une main d'oeuvre qui a d'abord été lontemps délaissée au profit de forts contingents d'européens et espagnols au moment des crises, on fait appel aux ouvriers musulmans car ils se contentent d'infimes salaires comme il c'est le cas pour la crise de 1893 (et la baisse des salaires) pendant laquelle ils sont embauchés occasionnellement.

Manoeuvres dans les petits métiers, ouvriers agricoles dans les domaines arboricoles et viticoles (taille et greffage, défrichement, labours, vendanges) ce sont des travailleurs donc de tous ordres; ils subissent cependant les crises et les inégalités, des salaires entre autre; ainsi en 1912, dans la même exploitation viticoles, le salaire de l'ouvrier Algérien musulman est réduit de moitié moins que celui de l'ouvrier européen soit 1F 25 à 1F 75 contre 2F 50 à 3F 25.

Le facteur économique ici joue un rôle important dans le développement du phénomène insécurité autour des grands axes vitaux comme les exploitations industrielles viti - vinicoles dans l'espace tellien (et alfatier plus au sud).

Dans une atmosphère économique en crise, l'ouvrier Algérien musulman subit des pressions de toutes sortes: l'inégalité des salaires face à une main d'oeuvre étrangère ecrasante, l'absence totale d'avantages sociaux ni même de couverture sociale la crainte perpetuelle d'être sanctionné ou congédié à n'importe quel moment puisqu'il n y a aucun espèce de contrat entre employeur et employé.

S'il est réduit au chomâge, il se retrouve sans ressources, dans une situation plus précaire qui le pousse à commettre occationnellement des délits comme le vol, de matières élémentaires, de bestiaux ou autres dont le besoin est immédiat; dans ce cas l'acte (le vol) est presque spontané et maladroit (comme nous l'avons remarqué dans les divers dossiers d'archives étudiés * (1).

---

*(1) - Piece 2729, Rapports mensuels des crises, délit et faits saillants de toute nature de toute l'année 1885. Carton 11 H 23 A. O.M
Le dit rapport cite plusieurs arrondissements du département d'ORAN comme AIN-TEMOUCHENT, AOUBELLIL, AMMI MOUSSA, ZEMMORA etc....

Un autre aspect de l'insécurité vécue dans l'espace rural, "l'insurrection" (dans le vocabulaire du XIX é siècle veut dire levée en masses ou prise d'armes) se manifeste sous forme d'acte collectif organisé et violent.

Dans certains espaces plus que d'autres, l'importance de l'impact des crises économiques s'ajoute à l'effet social et religieux, créant une situation générale complexe allant dans le sens de "l'éclatement".

Comme exemples de "points chauds", nous citons :

1)- Dans la région de TIARET, ZEMMORA, AMMI - MOUSSA? où les tribus des FLITTAS, constituent le noyau d'effervescence.

2)- Dans la région de MASCARA, le CACHEROU, EL BORDJ, PALIKAO, où sont cantonnées la "turbulente et fière" population des BENI CHOUGRANE, celles des cercles de TIRENEFINE. TEMAZNIA, HABOUCHA, EL BORDJ et OULED AOUF dans le CACHEROU, celle de CHELLALA, des OULED BOUZIRI, des OULED SIDI BENHALIMA, des MAHOUDIA, des KCELNA et des MADENA dans FRENDA etc...

3)- Dans le DAHRA et les régions des communes mixtes de RENAULT et CASSAIGNE.

D'abord comme dénominateur commun aux populations de ces régions, une mentalité profondémment encrée dans le maraboutisme et qui est véhiculée grâce aux grandes tribus influentes et aux nomades sans oublier le rôle des Mokaddem de Zaouia qui se déplacent pour demander et collecter les Ziaras des douars et pour prêcher la religion. Les habitants du DAHRA font partie de l'ordre des Rahmanya dont les adeptes ont pris parti avec l'insurrection du CHEIKH EL MOKRANI de 1871.

Le mouvement a suscité une solidarisation qui s'est répercutée jusque dans l'Oranie Chéliffienne, aux abords des communes mixtes de CASSAIGNE, RENAULT, INKERMAN...

- Obeissant à un mot d'ordre commun, celui du "Djihad" * (1), ces populations sont prêtent à l'insurrection comme elles le prouvent par leurs agissements lors des troubles anti - sémites d'avril 1897; elles ont pris part massivement à l'effervescence entre autre au pillage du centre de colonisation de BOSQUET (sur le littoral, au Nord de la ville de MOSTAGANEM).

---

* (1) Ici notion de combat contre l'infidèle et l'étranger.

- Les populations de ces régions ont un engagement commun aussi, celui de la lutte anti - étrangers (et anti - coloniau gui manifesté dans le sens du "Djhad" devient un enchaînement dans l'insécurité des actes collectifs et souvent violents. Nous prenons en exemple le mouvement des tribus "FLITTAS"

Leur territoire est compris entre le Nord-Est de la commune mixte de MASCARA et le Sud-Est de la commune mixte de MOSTAGANEM .

Tribus trés influantes au moins dans l'Est du département, les FLITTAS doivent ce prestige à leur qualité de "Cheurfa" incontesté; Ainsi par exemple lorsque le Cheikh SENOUSSI crée son nouvel ordre religieux, ils s'identifient à une branche des FLITTAS pour se réféger à sa descendance du prophète de l'Islam (MOHAMED).

Les FLITTAS sont presque en totalité affiliés aux deux (2) ordres religieux les plus militants: la Rahmaniya et le Der'kaoua.

Dans le seul cercle de ZEMMORA (Commune mixte de MOSTAGANEM) il y a au moins quatre (4) Zaouia de marabouts : SIDI LAZREG SIDI MOHAMED BEN AOUDA, SIDI YAHIA et SIDI ABDELAZIZ dont les kouba sont trés fréquentées par des grandes tentes cheurfa telles les OUELED SIDI LAZREG, les OULED ZID, OULED SIDI YAHI BEN AHMED, les Amamra, Habacha, BENI ISSAAD, OULED RACHED...

Leurs mokaddems prêchent la révolte comme les successeurs de LAZREG BEL HADJ, instigateur de l'insurrection de 1864 et les frères du Cheikh EL HABRI, marabout comme des Beni Snassen (tribu frontalière Algéro - Marocaine) . Les FLITTAS sont farouchement hostils à la colonisation et à ses codes; elles le prouvent lors de l'application du decrêt du 23 mars 1882 portant sur l'établissement de l'état civil dans les communes mixtes du département.

Par une circulaire envoyée aux caids par le gouvernement général, l'autorité coloniale pratique un rescencement des *propriétés* et des biens des populations *musulmanes* comme le montre le texte :

1)/- Le nombre des **bêtes** de bât pouvant être réquisitionnées *pour le* transport de l'armée.

2°)- Le nombre de **chevaux** pouvant être employés dans le service de cavalerie.

3°)- Le nombre **d'hommes** pouvant être emoloyés comme convoyeurs

4°)- Le nombre **d'hommes** pouvant porter les armes

5°)- Le nombre des **silos** de reserve communaux.

6°)- Le nombre de silos pleins appartement à des particuliers.

7°)- Les quantitéss existantes d'orge, de fèves et de figues séches.

8))- Le chiffre des **dettes** des particuliers en général.

9°)- Le xhiffre des **dettes** des notables connus pour leur attachement à la cause Française.

Le decrêt du 23 Mars 1882 pour les FLITTAS signifie d'abord un renversement de leur situation: il y a cette question d'état civil; comme un pas vers la naturalisation. Fières de leur origine, elles refusent de se voir attributer des noms patronymiques "d'espagnols" ou de "juifs" .

D'autre part, le rescencement des biens est trés mal accepté; car cela *signifie* leur requisitionnement ou le sequestre *en cas* d'infraction (comme nous le verrons ultérieurements).

Quant au rescencement du nombre d'hommes aptes à porter les armes *signifie conscription militaire* et que cette opération avait pour but de les préparer à un enrôlement dans une guerre éventuelle contre les Prusses ...

Pricipale réaction locale : l'éffervescence qui a occasionné des heurts comme cette rixe (*1) qui a eu lieu à Hamadena (*2) (Sud-est de MOSTAGANEM) le 12 Mai 1888 .

Jugeant que l'influence des marabouts pouvait calmer la situation l'autorité coloniale les convoque et leur fait signer une déclaration en faveur de l'application du decret .

Revenues dans leurs douars , les populations les accusent de lâcheté , de double langage .

Les ouleds RACHED (tribu au Sud-Est de ZEMMORA) manifestent leur mécontentement en jetant dans la rivière le couscous(Waâda) qu'ils avaient préparé pour l'un d'eux , le nommé MOHAMED BEN EL MEHDI (Marabout) .

Au début de Juin 1890 , le mouvement éclate par ce que l'autorité coloniale appelle l'attentat d'"EL HADJ BEN TAIEB".

Gracié aprés sa longue détention en nouvelle Calédonie à cause de sa participation à l'insurrection des OULED SID CHEIKH (1864), il essaie d'organiser un autre soulèvement dans les FLITTAS .

"EL HADJ BEN TAIEB" s'associe avec ADDA BEL HOUSSINE un inconditionnel de la zaouia Rahmanya et un "farouche adversaire des roumis" et à d'autre comme "LAZREG BEN ABDELKADER" qui , parallèlement à cette action , soutient courageusement depuis plusieurs années contre le service des domaines un procés ruineux au sujet de la propriété de la forêt appartenant à la tribu FLITTAS des OULED SIDI LAZREG.

EL HADJ BEN TAIEB prévoit une prise d'arme (des cartouches ont été faites localement) aprés un rassemblement avec les alliés des autres marabouts de la région des FLITTAS qui doit se tenir au marché de RAHOUIA (Sud-Est de ZEMMORA) d'où se déclenche le mouvement .

Or la tentative d'EL HADJ BEN TAIEB et de ses compagnons a avorté pour des raisons apparentes .

---

*1 Rapportée par la presse locale de l'époque

*2 Notemment "Le petit fanal Oranais" du Mercredi 16 Mai 1888

D'abord le mouvement était mal préparé , désorganisé , puis l'autorité coloniale se lance à la poursuite d'EL HADJ alors qu'il est encore à la recherche de partisans .

Craignant des représailles , il dû se résoudre à fuir en perdant tout éspoir de soulevement .

Résultats de l'opération : L'arrestation des "fauteurs de troubles" EL HADJ BENTAIEB et ADDA BEL HOUSSINE et d'autre et leur envoi au pénitentier de BOU KHANFIS (SIDI BEL ABBES) où ils doivent purger une peine indéterminée jusqu'à "l'apaisement des FLITTAS "ou jusqu'à l'établissement de l'état civil dans la région au moins.

les biens des insurgés ont été frappés par le sequestre et leurs familles assignées à l'internement en dehors de la commune de ZEMMORA.

Si la tentative de soulèvement a échoué et ses principaux intigateurs sont emprisonnés, il reste néanmoins dans les FLITTAS une resistance assez puissante pour développer un autre aspect de l'insécurité dans la région; comme le prouve l'exemple des "OULED RACHED" (Sud - Est de ZEMMORA) malgré l'emprisonnement à BOU KHANEFIS de vingt trois (23) membres de leur tribu, resistaient encore jusqu'au moment où ils cédent aux menaces de l'autorité coloniale à savoir d'être forcé d'abondonner leur moisson et leur familles dispercées dans les coins où subsiste l'invasion des sauterelles . *(1)

***(1) - Notons qu'une invasion de sauterelles a été déclarée dans la période (1890-1891) précisément dans le département d'ORAN, des coins ont été plus affectés : comme l'ouest du département voir la commune SEBDOU -l'arrondissement de TLEMCEN-REMCHI Une épidémie très redoutée par les Algériens musulmans car elle signifie secheresse, désastre agricole et misère...**

B-/ **Dans les régions du Sud**

L'insécurité dans les territoires du Sud Oranais est permanente. Quelque "points chauds" sont sensibles à un aspect typique de l'insécurité : vol par rançonnement, la "bechara", les attaques contre des représentants de l'autorité coloniale ou encore les razzias ou rezzous.

Au Sud des monts de TLEMCEN, autour d'EL-ARICHA, au Sud des monts de SAIDA, région GERYVILLE, et dans les monts des ksours, à l'intérieur du sahara, la région d'AIN SEFRA; parallélément à la région frontalière Sud Algéro-Marocaine et plus précisemment à proximité des postes de FIGUIG et COLOMB-BECHAR *(1)

Sans entrer dans les détails des causes de cette insécurité permanente ce qui nécessite une étude indépendante - disons seulement qu'il existe dans cette espace pré-saharien et saharien un genre de vie différent de celui de l'éspace tellien.

Probablement le relief, le climat ainsi que les moeurs sociales locales y jouent un rôle.

***(1) - C.F carte jointe .**

Réparties entre steppes, monts des Ksours et plateaux sahariens, les populations musulmanes sont "clairsemées" dans une densité moyenne entre 1 et 5 habitants/ km2 - *(1); donc dans un espace vaste difficilement contrôlable par l'autorité coloniale.

A l'exception de quelques maisons européennes dans les grands centre comme MECHERIA ou GERYVILLE, ou encore dans lespace envirronnant quelques maisons à terrasses parsemées entre MECHERIA et AIN SEFRA * (2), les tentes constituent l'habitation - type de cette époque. *(3)

Ce que suppose l'aspect "nomade" de quelques tribus.

Les grandes tribus comme les Hamyans, les Trafis possédent de vastes terres de parcours. Celui des hamyans couvre une partie importante de leur territoire parallélement à la frontière Sud Algéro-Marocaine, de FIGUIG jusqu'aux chaînes montagneuses des Djebels Antar et Djebel Quettar (MECHERIA); plus vers l'Est, le parcours des trafis d'une longitude moyenne couvrant la régions d'El ABIOD SIDI CHEIKH (Kherabeg) jusqu'aaau Sud de GERYVILLE

---

*(1) C.F carte CLLA et C II C.

*(2) Une vingtaine de points où sont agglomérés ces types d'habitations.

*(3) de 1881 à 1914

Les cours d'eau sont peu nombreux par rapport à la surface teliienne.

Quelques uns autour de la région frontalière Sud Algéro-Marocaine et d'autres, d'une continuité plus brève, à proximité des monts des Ksours. Sur Chott Ech-chergui, des embranchements prennent source et alimentant, par exemple, une partie du territoire des Hamyans.

A part les palmeraies, le crin végétal et l'alfa l'environnement du Sud Oranais offre peu de possibilités de cultures en comparaison avec tell l'exploitation de l'alfa a commencé tôt en Oranie *(1) servant en sparterie, vannerie et surtout à la fabrication de la pâte à papier; l'industrie de l'Alfa suppose créer quelques débouchés pour la main d'oeuvre locale.

Or ce n'est qu'à partir de 1880 que la main d'oeuvre Algéro musulmane fait son apparition dans les les chantiers (main d'oeuvre délaissée ?) l'élément étranger (espagnol) est important dans les exploitations; cette impregnation presque familiale (familles Espagnoles) dure jusqu'au début du siècle.

Dans les cinq (5) chantiers d'exploitation de l'alfa connus, de Mrit El Kbar (Sud de Bedeau) de SIDI YAHIA, Gargachouaiah Ogla Djedida, Dayet El Mrahel, les chefs y sont tous Espagnols.

---

*(1) En Oranie la surface alfatière est de 1.294.184 hectares sur un domaine alfatier de l'ALGERIE estimé de 3 à 4 millions d'hectares.
En Oranie cette surface alfatière est repartie entre la ceinture pré-saharienne et le sahara au Sud des monts de TLEMCEN, Sud Est des monts de SAIDA autour de la région frontalière.

Le monopole "Espagnole" dans une exploitation pourtant en plein essor, retentit sur le climat social environnant, C'est précissemment là qu'un type d'insécurité se développe: le rançonnement des travailleurs étrangers (Espagnols) *(1) ou encore les rixes fréquentes entre ouvriers musulmans et Espagnols.

L'exploitation de l'Alfa a favorisé la pénétration coloniales au fin fond de l'Oranie. La ligne de chemin de fer qu'établit la société franco- Algérienne est sujet de problèmes. D'abord, son but est d'acheminer l'alfa travaillé vers les côtes de l'oranie. Parallèlement, le "transaharien figure parmi les projets ambitieux de l'époque coloniale.

Le passage de la voie ferrée sur les terres appartenant à des populations Algéro musulmanes suscite un mouvement d'hostilité de la part de celles-ci. L'opération **nécessitait l'abattage de palmeraies** qui constituent dans un large pourcentage la principale ressource d'Algériens musulmans.

Un exemple de population hostile, celle du Ksar Zenaga au Nord du poste de Revoil - BENI OUNIF.

---

*(1) Comme il est cas précédemment cité pour le chantier d'El ARICHA en 1903 : carton 1 J 131 . A .·OM

Le 24 Septembre 1902 *(1), les travaux de chemin de fer déjà entamés, vingt cinq (25) Algériens musulmans du ksar se sont "installés" sur le talus de la voie ferrée afin de prouver leur mécontentement.

L'hostilité des "gens de Zenaga" vise l'autorité coloniale (les militaires) comme les particuliers.

Entre 1902 à 1903, ils ont procédé à plusieurs attaques contre les biens et les personnes dont celle de deux (2) officiers Français (partis à la chasse) à El Mekaïs *(2), puis au col de Taghla à Zousfana, celle des trois (3) legionnaires *(3) et à BENI OUNIF, le magasin d'un négociant (Mr AVAS) a été dévalisé par les gens de Zenaga *(4).

A proximité, s'étend une vaste region de troubles où les tribus sont encore en effervescence surtout celles alliées au mouvement du CHEIKH BOU AMAMA, aussi avec le début de la crise Marocaine, on assiste à un redoublement de l'insécurité.

*** (1)-(2)-(3) et (4) dossiers n°5 du carton 1 J 133 daté à AIN SEFRA LE 29 septembre 1902 à 1903.A.O.M**
Les dates respectives des attaques citées 12 Janvier 1902 - 25 Juin 1902 et 21 Février 1903.

L'effet maraboutique (religieux) attire l'insécurité .

Mise à part le rôle de la Zouia dans la vie des populations du Sud Oranais d'ailleurs identique à celui des régions du Nord Oranais, il y a ce fait que la vie religieuse est synonilme de maraboutisme et que la Zaouia joue le rôle de structure sociale "légalisant" les razzias *(1) (comme acte licite) souvent même c'est sous son contrôle que se pratique le partagent d'un butin, comme c'est le cas des tribus Amour , Beni Guill et Ouled Djerir partagent leur butin dans la zaouia de BOU AMAMA en 1903 et 1905 (*2)

La Zaouia a joué un rôle prédominant dans le mouvement d'hostilité à la pénétration coloniale.

Les insurrections en sont une preuve et celle des OULED SIDI CHEIKH de 1864 puis 1881 à 1904 en sont un cas.. Elle a assuré une continuité du mouvement d'opposition locale. Les causes ?

Elles sont diverses, nous essaieront de les développer dans le chapitre suivant (***SECTION V***)

***(1) Concernant les troubles autour de la frontière Sud Algéro-Marocaine contemporain à la crise marocaine, comme les razzias et pour ne pas faire de répétition , nous avons développé ce sujet dans le précédent chapitre.**

***(2) Dossiers 1 J 135 & 135 de 1903 à 1908 - Sud Oranais - A.O.M**

SECTION IV

CHAPITRE 2 éme

EXPLOITATION STATISTIQUE

LOCALISATION DANS L'ESPACE DES TROUBLES URBAINS

En faisant le parallèle ville - campagne en matière d'insécurité nous remarquons que le rôle de la ville n'apparaît que tardivement.

Quelques sources parlent d'ailleurs de "coupure entre ville et campagne et d'absence de concertation entre les mouvements des villes et ceux des campagnes. *(1)

Il est cependant étonnant,à notre avis, que des manifestations aussi importantes telles qu'ont vécu les villes de l'Oranais du début du siècle, n'aient aucun echo dans les campagnes ?

La grève des cigarière des usines Bastos en 1901 à ORAN où les ouvriers réclamaient une réorganisation des ateliers et un supplément de salaire se termine avec succès; de même pour les grèves ultérieures de 1902 à 1919 (grèves des corporations, garçon de café, tonneliers, maçon, boulangers, bouchers) et surtout des grèves plus importante telles celles des cheminots (1920) et des dockers (1922).

---

* (1) GILBERT MEYNIER - ouvrage cité P.7.

Il serait intéressant de savoir si l'éveil de la ville avec des revendications autrement appartenant au monde moderne, marque une nouvelle phase de la résistance sociale - économique et politique.

Les diverses manifestations qu'à connu la ville et en particulier celle *contre* "la vie chère" et la "pénurie de denrées" et les mouvements de grèves du début du siècle, ouvrent-elles une ère nouvelle dans l'opposition ?

La ville devient le carrefour de l'emploi et par conséquent, le lieu de rencontre entre ouvriers; cependant les expériences d'un socialisme timide dans la région n'aboutissent pas à créer par exemple cette solidarité idyllique entre ouvriers.

Les causes sont multiples, par exemple, si l'ouvrier européen ne s'est pas senti uni à l'ouvrier musulman, c'est parce que la notion de race devait primer celle de classe.

((A aucun moment, l'ouvrier européen n'a cessé de se sentir uni au propriétaire des grands domaines par une solidarité plus profonde et plus vitale que les intérêts réels et immédiats qu'auraient pû le rapprocher du musulman qui peinait à côté de lui)) * (1)

L'ouvrier "indigène" devait travailler (quand il pouvait être embauché) sans aucune couverture professionnelle, ni même bénéficier de certains avantages sociaux.

* (1) BAROLI (MARC) " la vie quotidienne des Français en ALGERIE " 1830 - 1914 - Ed. HACHETTE à PARIS 1967

Ainsi la Loi de 1898 sur le risque professionnel, par exemple, "était faite uniquement pour un pays à main d'oeuvre homogène et à la population de race et de civilisation équivalente".*(1)

Ce qui n'était pas le cas en ALGERIE .Dans l'Algérie coloniale , l'Oranie est une mosaique éthnique .

Avec un peuplement qui se composait de Francais d'origine (nés dans la métropole ou en ALGERIE) des naturalisés et leurs descendants, des étrangers Espagnols, italiens, Anglais, Anglo-Maltais, Allemands, Suisses, l'Oranie devient typiquement européenne. * (2)

La ville d'ORAN, l'est, par exemple, à 67 % parallèlement à la ville de CONSTANTINE 35 %. La prédominance y est, cependant Espagnols comme elle l'est sicilienne dans le Constantinois.
(fin du XIX è siècle)

La population d'origine Espagnole à ORAN - Ville représentent 65 % de la population européenne et 45% de la population totale.

La conquête, le système de concessions attira beaucoup d'étrangers, puis ce sont les premiers colons Français qui font venir des travailleurs européens des régions pauvres de l'Europe et du bassin méditerranéen.
Ensuite, l'afflux des étrangers variait avec la force d'attraction conjoncturelle.

---

* (1) BRESSY (H) "L'ouvrier Algérien et les lois ouvrières Françaises - étude de l'applicabilité en ALGERIE" Année 1908 P. 183.

* (2) L'élément Espagnol et français reste dans de fortes proportions en Oranie tandis que les autres nationalités malgré leur diversité restent minoritaires.

Dans le cas des Espagnols *(1), beaucoup de facteurs ont joué en faveur du déclenchement du processus d'immigration; l'Oranie leur est accessible grâce :

1 - Au voisinage de la péninsule ibérique (sud).

2 - A la perméabilité la frontière Algéro-Marocaine.

3 - A l'attrait de la région, offrant de nouvelles perspectives de colonisation donc de prospérité ou de bonnes possibilités d'emploi, alors que l'ESPAGNE était,périodiquement trouble, politiquement entre 1833 - 1877 surtout lors des événements du Sud Espagnol, *l'*insurrection de CARTHAGENE entre *1873 - 1874;* et, *économiquement avec la misère des campagnes.*

*Dans la même époque (1870) le besoin de main d'oeuvre en Oranie se détermine avec l'essor que connaît les villes principales, portuaires , **ORAN** , **MOSTAGANEM** , **NEMOURS** , **BENI SAF** , connaissent un important trafic portuaire lors des échanges commerciaux et les exportations des produits agricoles (vers la FRANCE)*

---

* (1) La proportion de l'élément Espagnol en Oranie important entre 1886-1891. s'affaiblit à partir de cette dernière date par l'absorbtion d'une bonne partie dans la naturalisation (Loi de 1889). puis par la crise viticole (1901-1906).

Ainsi malgré "l'incommodité et l'aménagement précaire de son port, une population européenne *(1) assez importante vint se fixer à NEMOURS, seul point de la côte Ouest depuis ORAN où un trafic commercial avec les populations de la frontière pouvait s'établir". *(2)

La population étrangère se composait principalement d'éspagnols et d'Italiens et exerçait les professions les plus diverses en particulier, marchands, carriers, pêcheurs ou portefaix.

Mais, avec le développement des villes, le mouvement des populations entre milieu rural et urbain la fixation d'une population typiquement européenne avec des minorités musulmanes et israélites, une querre de race naît et, dans un contexte d'insécurité momentanée, les conflits urbains prennent forme.

Pour mieux saisir cette situation, nous prenons en exemple la ville principale et capital de l'Ouest - ORAN .

ORAN est essentiellement européenne

Dans sa physionomie typique, Frappante, où prédomine les caractéristiques de l'implantation étrangère, vivent des populations qui n'ont de commun que l'espace qu'elles partagent. leur condition d'habitat leur est dictée par leur condition sociale et leur degré d'aisance.

---

*(1) Déjà en 1858, sur un total de 1211 habitants, 919 étaient européens, 258 Israélites et 34 musulmans.

*(2) LECOcQ (ANDRE) "les débuts de la colonisation dans la subdivision de TLEMCEN" P. 289

Ainsi si les Neuf cents (900) *(1) sur mille quatre vingt (1080) italiens d'ORAN se sont regroupés dans les quartiers de la colère et de la marine c'est parce que "leur occupation " maritime et leur pauvreté les y ont retenues" *(2)

Et si "l'on trouve des français d'origine métropolitaine dans les quartiers proprement israélites ou musulmans, ce ne sont guère que de petits commerçants, des débitants de boissons ou des artisants pauvres". *(3)
Tandisque la moyenne bourgeoisie Française de retraités, de fonctionnaires, d'ouvriers qualifiés, préférent vivre dans la ville basse.

Et ce n'est pas un hasard si l'infime minorité de musulmans habitait le quartier de la marine, le vieux chateau ou la casbah" c'était de plus pauvres,des dockers et journaliers.*(4)

La population israélites par contre était plus "disséminée" sur la plus grande partie du site" *(5) selon le degré de fortune ainsi, par exemple, au nord de la ville d'ORAN, la rue d'ARZEW (artère commerçante) le quartier neuf de l'avenue LOUBET, se regroupent les familles israélites les plus aisées parallèlement à d'autres qui se regroupent dans une forte densité aux bords de l'ancienne ville : quartiers St Antoine, la rue de TLEMCEN, le Boulevard SENIA, autour du village négre où on en trouvait déjà en 1886 prés de 500 que le commerce indigène dût attirer marchands de tissus, épiciers, débitants" *(6)

Quant à la population Espagnole qui représente 90 % en 1876 des européens étrangers, elle est plutôt très répandue dans tous les quartiers, au milieu de toutes les autres populations qu'elles soient pauvres ou riches.

Du tableau ci - dessous, on repère la nette progression numérique entre 1886 - 1891 (l'aflux des étrangers) et dans quelle proportion .

---

*(1) Dénombrement de 1886.
*(2) LESPES : ouvrage cité P. 131 .
*(3) LESPES : ouvrage cité P. 131 .
*(4) LESPES - Ouvr. Cit P. 124.
*(5) " " P. 129.
*(6) " " P. 130.

Le peuplement Espagnol a t-il contribué dans l'ensemble du peuplement Oranais. (Ils étaient 156.925 Espagnols à ORAN en 1906). *(1)

	1886	1891
Vieille-Ville	8795 = 32,1 %	9856 = 31,1 %
Ville Nouvelle	14907 = 54,5 %	17297 = 54,8 %
Faubourg	3708 = 13,4 %	4475 = 14,1 %
T O T A L	27625	31628

Notons le parallèle avec le mouvement de population européenne répartie ainsi entre 1886 - 1891.
Entre ce "pèle - mêle" de populations d'étrangers, de Français, d'Espagnols, de juifs et de musulmans, l'entente était loin d'être parfaite.

En plus des différences de langues, de modes de vie et du milieu social, il y avait la notion de race qui primait *(2) en dépit de l'origine et de la provenance des groupes techniques

Ainsi, malgré le déséquilibre de la société israélite composée de juifs de différentes régions (juif Magrébin, Français, Espagnol etc...) ils restaient, cependant, attachés sous le dénominateur commun du juif aranais qui se sentait solidaire au moindre conflit l'opposant à "l'autre" - "L'étranger".

---

*(1) CHARLES ROBERT AGERON (DERMENDJIAN P24

*(2) Au moins entre deux ou trois groupes éthniques Israélites musulmans et Français-Espagnols.

Les crises politiques et économiques de la fin du XIXé siècle (**) se développent dans le sens de l'eclosion d'un malaise généralisé touchant la ville d'ORAN, l'Oranie et l'Algerois. Elles se présentent sous forme de crise de la colonisation, des revendications autonomistes, de la dénonciation du "péril étranger" et de la crise anti-sémite.

La question de l'anti-sémitisme à ORAN s'est manifestée dans un aspect de crise, dans un contexte de crise politique et socio-économique grave.

Naissant et se développant avec la période critique des "années terribles" de sécheresse (1893 - 1894 puis 1897 - 1898 dans le département d'ORAN), de la baisse de rendements et de l'effondrement des prix internationaux, de la famine chez les Algériens et la misère chez les européens.

L'impact des crises économiques de 1890 à 1898 sur les populations de l'Oranie est important.
La famine et la misère provoquent l'expulsion des populations des douars vers la ville en quête de travail se contentant d'infirmes salaires.

Ces populations "désespérées par la misère, elle même résultat d'une sécheresse de plusieurs années, ne pouvaient laisser passer une occasion de piller en ville les magasins israélites *(1) lors des troubles anti-sémites de Mai 1897.

La misère sans doute poussera des espagnols et des Algériens musulmans à accepter d'être complices avec les français contre les juifs et d'"être recrutés pour 0 F 50 la soirée" *(2) lors des émeutes anti-juif de mai 1897.

(**) 1892 - 1898

* (1) DERMENDJIAN - P. 76

* (2) DERMENDJIAN " La crisse anti-juive Oranaise 1895 - 1905 l'anti-sémitisme dans l'ALGERIE coloniale" P.76

Deux rapports, l'un de police, l'autre militaire, signalent que " tous les indigènes des FLITAS des Ouled El ABBES et de SEDAMA (CACHEROU) disent qu'ils ont été poussés par les colons d'EZES le DUC, outre le salaire, l'appât du pillage fut un élément déterminant de leur attitude en Mai 1897, en raison principalement de la misère qui régnait dans les douars depuis plusieurs années *(1)

"L'affreux état de misère persistante dans lequel la sécheresse a jeté la population indigène du département d'ORAN et pour beaucoup, dans la facilité avec laquelle certaines fractions indigènes ont essayé de tirer profit du désordre" *(2)

En fait, ce désordre relève d'un incident banal entre français et israelites d'ORAN .

Les premiers heurts apparaissent en 1894 *(3) par l'interdiction à des gymnastes Israélites d'adhérer à la société de gymnastique"l'Oranaise".

La première escarmouche opposa en Juin 1895 deux (é) sociétés de gymnatique "l'Oranaise (regroupement Français " et la "Concorde" (regroupement israélite).

***(1) Rapport de police ("DUBDC") dossier F.80 pièce 1684.A.O.M**

***(2) Rapport du général CAMBON G.G.A, T.80 pièce 769 A.OM.**

***(3) Les hostilités remontent à une date antérieure tout en se manifestant fortement. Divers dossiers le prouvent :**

- **Dossier 11H21 -AOM. Pièce 409 : intitulée "province d'ORAN, rapports divers 1882-1894 a/s de faits qui viennent de se passer à TLEMCEN" rixe opposant des israélites de TLEMCEN a des européens de la même ville survenues quelques jours des élections consistoriales au sujet d'invitation à un bal sur le patronat de la municipalité aurait déclarer que l'élément israélite serait exclu des invitations ou souscription"**
- **Carton 1H 1020 dossier n°2-Archives militaires de VINCENNES (PARIS) pièce datée du 29 Novembre 1894 :a/s rixe à TLEMCEN opposant travailleurs et israélites..**

De tels incident ont déjà empli la chronique de la press régionale; *(1) Des journaux à tendance différente ou oppose dont le "Petit Africain" et "l'impartial", extériorise l querelle raciste de leurs directeurs respectifs (PAUL BIDAINE naturalisé français et anti-juif) et (MARDOCHE CHALOM israélite) et attiser la propagande anti-sémite.

Elle atteint son apogée entre 1897 - 1898 par les débordement du mouvement, la prise de la cinagogue de MOSTAGANEM le 17 Ma 1897 puis, par la manifestation de masse par solidarité avec ALGER et contre les remous de l'affaire DREYFUS en Janvier 1898. *(2)

---

*(1) Quelques articles de journal "le tirailleurs Algériens "(journal satirique) entre 1889-1895 sélectionne le courant anti-sémite et les titres de ces articles sont significatifs
-Le 15 Décembre 1889-"lettre d'ORAN : pour qu'on ne guillotine pas BENBOUSSAN
-Le 2 et 9 février 1890-"Lettre d'ORAN: "Campagne anti-juif!"
-Le 18 Mai 1890 "Boulangisme et anti-sémitisme"
-Le 7 février 1892 "l'ALGERIE au Français
L tirailleur algérien Cote 503 A.O.M

*(2) Dossier n)3 du carton 1H 1020"Correspondances confidentielles 1887-1898. Archives militaires de VINCENNES (PARIS)

Dans son article "la question des étrangers :EDOUARD CAT *(1) souligne l'intensité des troubles et parle" de fortes bagarres entre européens et juifs et du retentissement du décret CREMIEUX de 1870 introduisant en bloc les juifs et de la Loi 1889 *(2) y introduisant les étrangers".

La période 1897 - 1898 - 1899 aura été "critique" dans le département d'ORAN .

Les perturbations socio - économique y sont importantes; Elles sont d'abord signifiées par la sécheresse et la famine de l'hiver 1897 - 1898 dans les douars et le reflux imminent des populations affectées vers la ville qui subit elle même les retombées de la *crise économique* par l'effondrement des prix internationaux, la baisse de rendements du port (1897) le manque de crédit (les banques restreignent leurs escomptes, 1896-1897-1898) l'endettement des colons, les faillites de certaines d'entre eux dont nombreux israélites.

Notons que c'est précisément dans cette période mouvementée "de 1897 - 1898 et mi-1899, alors que la *crise* anti-sémite atteint son apogée en assiste à un redoublement des infractions au code d'indigènat dans le département d'ORAN;

***(1) EDOUARD CAT dont "Revue de l'ALGERIE Nouvelle" (Revue hebdomadaire, organe des intérêt Algériens) - Code de Bibliothèque Nationale de PARIS 202LC 12 année 1899-1900 P.225 à 227.**

***(2) Concernant la loi de 1889 en ALGERIE :**

(de 1865 à 1914 il a été accordé 36.869 naturalisations par Decrets individuels. Depuis, la Loi 1889 est venue créer une sorte de naturalisation tactique et automatique. Elle a déclaré que : serait Français :

-1) Tout individu né en FRANCE d'un étranger qui lui même y est né

-2) Tout individu né en FRANCE de parents nés à l'étranger mais qui est domicilié de sa majorité à moins qu'il ne décline la qualité de français dans l'année qui suit sa majorité

Ainsi, par rapport à une faible densité de population musulmane, la moyenne des condamnations est élevée : le tableau ci-dessous le montre *(1)

DEPARTEMENT	*POPULATION* MUSULMANE	NOMBRE DE CONDAMNATIONS	TAUX DE MOYEN. CONDAMN/1000h
ORAN	465.694 hab	6.798 Cond.	14,59/1000 ha
ALGER	715.470 hab	5.812 Cond.	8,12/1000 ha
CONSTANTINE	1.244,776 hab	10.756 Cond.	8,64/1000 ha

Deux arrondissements dans le département d'ORAN restent très affectés :

L'arrondissement de MOSTAGANEM et l'arrondissement de TLEMCEN où la moyenne par mille habitants atteint un summum de 17,72 /1000 et 18,09 /1000 parallèlement à l'arrondissement de TIZI OUZOU (par exemple) dont la moyenne reste faible : 4,98 /1000

Dans ce contexte de crise généralisée la propagande anti-*sémite* réussi au moment même où une *propagande* panislamique *(1) se fraie un passage dans la mentalité Algérienne.

la guerre des races et la crise anti-sémite restent "une constante de la *mentalité coloniale*" *(2) .

---

*(1) Cf. Graphique et statistiques de l'évolution des populations dans le département d'ORAN / condamnation indigènat / moyenne par mille habitants (1890 - 1899 - chapitre I)

*(1) Pièce n° 3033 du G.G du carton 9H5 AOM intitulé du dossier "Police, surveillance INDIGENE (SUR MICROFILM) a/s propagande panislamique 1897 - 1898 - P. 1-2-3- et 4"

*(2) Ouvrage DERMENDJIAN G. - P .240.

SECTION V

INSECURITE : *Essai d'interprétation sociologique*

Chapitre 1er

Bref apperçu sur la typologie du délit ou de violence

A- Insécurité et banditisme

L'insécurité est un phénoméne de société existant bien avant la colonisation. Cependant avec la pénétration coloniale il prend de l'ampleur, se généralise tout en se concrétisant dans les régions devenues alors les "points chauds " du département.

Pendant la période coloniale, l'insécurité revêt plusieurs formes, elle se caractérise par le fait d'être variable en conjoncture, mobile selon le type de milieu, permanente dans l'éspace rural et surtout trés violente momentanemment selon qu'elle soit synonyme de vol ,razzias ,attentats,rixe,insurrection ,incendie ou crimes.

Autre aspect, l'insécurité dans le département oranais est rurale plus qu'urbaine. Le monde rural a largement contribué dans ce phénoméne qui prend souvent la forme d'une contéstation ancienne .

Dans son état latent ou apparent,l'insécurité dans le département signifie réaction violente des populations locales, tantôt par l'action collective, de groupuscules "acharnés" , comme celle exprimée par razzias,rixes,insurrections (ou autres) .... ou par l'acte individuel à travers lequel le banditisme d'honneur a joué un rôle déterminant .

Cette insécurité évolue conjoncturellement autour d'un centre d'intérêt : politico-stratégique comme,par exemple , la frontiére algéro-marocaine (banditisme frontalier) ou socio économique comme c'est le cas autour des differents chantiers d'alfa (rançonnement des ouvriers étrangers) donc, là où les injustices , les rivalités ou la vengence sont plus éxprimées .

Par ailleurs, on trouve beaucoup à dire sur le banditisme *(1) Le théme est intéréssant à tous les niveaux et nécessite une étude approfondie,cependant le chercheur ne se retrouve que difficilement devant la masse d'archive qu'il doit dépouiller,classer afin de relever les traces des differents types de banditisme à travers des documents qui ne sont pas toujours clairs.

***(1) Une definition sommaire :banditisme signifie appartenir à une organisation qui n'est pas officiellement reconnue,c'est être considéré par la loi officielle comme un bandit membre d'un groupe qui a recours à la violence et la pratique du vol à main armée .**

Notons qu'objectivement , l'historien ainsi que le sociologue ne doivent pas discuter d'une définition aussi sommaire .

Les mots de" révolte, bandit, banditisme " qui reviennent constemment dans les rapports de l'administration coloniale prouvent l'éxistance d'un mouvement marginal collectif ou individuel.

Son évolution se mesure dans le temps et l'éspace. Il peut être spontané , marginalisé tant qu'il est individuel, il peut être également prémédité, organisé, collectif quand il se revendique des réactions de groupes.

Les tactiques changent mais l'action est généralement la même: le vol, l'attaque contre les biens et les personnes .
Dans certaines régions sans doute les plus touchées par les crises et plus proches d'évenements insurrectionnels l'action est collective comme il est le cas en 1881 d'un groupe d'habitants de Ksar Ouled Sidi Khalifa de Saida qui "s'étaient rendus complice du vol de deurés appartenant à l'ètat au préjudice d'un convoi se dirigeant vers Méchéria".

B / Banditisme de Groupes :

Dans les régions proches des troubles du Sud Oranais "des groupes" de pillards apparèrent aux alentours ; elles appartiennent Ouled Sidi Tedj, Amours , Razzias, vols, rançonnement, selon des cas, des attaques visant l'approvisionnement en denrés alimentaires ou bestiaux mais aussi en d'autres cas l'attaque contre des personnes représentant ou servant l'autorité coloniale.

Le massacre à Geryville en 1881 d'un officier français et son éscorte en est un cas. De même l'assasinat en 1895 de deux déserteurs du 1er régiment.

Dans une lutte ouverte contre la faim, la misére est un acharnement contre l'étranger usurpateur,d'importantes bandes avec des chefs célébres se forment et vivent des acts de banditisme.

Les" Ouled Nehar" en est un cas, se distingant en deux fractions de tribus les Ouled Nehar Chéraga et les Ouled Nehar Ghéraba, l'une originaire d'El Aricha (sud oranais) l'autre de Sebdou (Monts de Tlemcen), leur effectif varié dépendemment de chaque opération;
il compte de 4 à 30 individus, tous armésde fusils les Ouled Nehar opèrent sur un vaste territoire: la région frontaliére algéro-marocaine en passant par la région Sud-Oust des Monts de Tlemcen Aricha , Bedeau , puis en plein tell Oranais entre la haute pleine de Tlemcen et la région de Sidi Bel Abbés.

a) Les chantiers d' Alfa

D'abord auteurs de nombreuss délits en infraction au code d'indigénat vols et crimes qui leur sont reconnus depuis 1876, ils sont également les" précurseurs" d'un autre aspect de banditisme:

tactique : le rançonnement

lieu : les chantiers d'alfa

objectif : les travailleurs étrangers ainsi que les populations voisines des chantiers tels est le cas, par exemple, de l'opération lancée entre le 25 et le 28 Août 1903 sur les 5 chantiers d'Alfa de Bedeau à El Aricha celui de Sidi Yahia de M'Ritel El Kebir de Gargachouah de ogla Djidida et de DAYET El Mrahel dont les chefs de chantiers sont tous espagnols, où des travailleurs éspagnols sont rançonnés cette fois, la bande des" Ouled Nehar" réclamait 500F à 600F par chantier sommepharamineuse par rapport au salaire moyen 1,50F à 3F par jour de l'ouvrier des chantiers d'Alfa.

Soulignons que les hauts plateaux alfatiers oranais ont connus d'importants afflux d'étrangers (1870-1890) ouvriers ou éxploitants , l'intégration des étrangers dans la région est imminente, par familles entiéres, ils trouvent des emplois , comme il le cas des espagnols qui ont le monopole de l'exploitation de la région de Sidi Bel Abbes . Le rançonnement dans les chantiers d'Alfa est il une forme de banditisme spontané ou une vengence préméditée d'un groupe, d'une grande tribu traditonnelle dont l'appauvrissement et la décadence ont ouvert les portes au brigaudage et la rebellion.

b) voitures publiques: brigandage comme les attaques de convois ou voitures publiques tel qu'il apparait, par exemple entre 1889 et 1903 dans la région frontaliére Nord de l'ouest algérien .

S'organisant entre autres de l'attaque de la voiture publique allant de Nedroma à Nemours en 1889 ou de celle de l'année suivante, du courrier de Nemours vers Maghnia; les exemples ne manquent pas. La tactique est classique, l'embuscade; mais l'importance de la "prise" différe : dans le second convoi se trouvait le commandant du génie de Tlemcen,et l'officier d'administration de Nemours, principalement visés .

c/ Sur voie férrée : Encore un autre aspect du banditisme, moins courant, les investigations sur la voie férrée, citons seulement le cas en 1902, de l'incident du Ksar Zenaga(sud Oranais). UN groupe de" mécontents" révoltés contre le passage de la voie férrée sur leur terre qui leur a valu l'abattage de leur palmiers se sont rassemblés sur la voie férrée.

d/ La béchara: Un banditisme "légalisé" par les moeurs traditionnalles la "béchara" est une sorte de rançonnement sur des biens ses étapes se résument aussi :

-La marchandise ou bétail sont d'abord placés en lieu sûr- un des voleurs ou un intermédiaire "le béchir" (celui qui annonce la bonne nouvelle) va trouver le propriétaire et lui proposer de recupérer ses biens moyennant une somme d'argent "la béchara". L'offre accéptée, le propriétaire se rend avec la somme promise dans un endroit écarté qui lui est indiqué pour faire l'échange.

Il ne devra en aucun cas déposer plainte à la police bien au contraire le secret de la transaction doit être bien gardé . Remarquons un fait eu cédant au chantage de ses "béchars", le propriétaire spolié se soumet fatalement à une pratique dont il s'est assuré la garantie de récuperer ses bien moyennant une rançon plus ou moins élevée mais qui lui revient moins chére qu'un procés.

e/ Razzias et coup de main : En groupes importants, en fractions de tribus entiéres, un aspect de banditisme évolue jusqu'au début du XXe siécle. Plus répandu dans les territoires du Sud Oranais , les razzias, expriment la situation difficile de tribus vivant dans un état perpétuel de guerre .Restreintes dans leur rayon d'action, privés d'une bonne partie de leur paturages, elles n'hésitent pas à livrer combat à ses voisins dans le but de s'approprier vivres et bétail, et de réparer ainsi, tour à tour , les préjudices commis sur leur fortune.

Citons quelques exemples:

a) groupe de Bel Yadine*(1) : Le sud oranais en est le fief , la plus importante offensive est enregistrée en 1896 au Sud Ouest de Geryville. L'importance de l'effectif déployé, une quarantaine de méhara tous originaires de Géryville ou Ouargla ;celle du vol :le butin se compose de trois cent vingts chameaux mais c'est surtout l'importance de la tactique utilisée :le butin devait être partagé en trois parts, acheminées et écoulées dans trois régions prés de Bled zaouch sur le bas Ouest Namous vers Figuig(Frontiére algéro-marocaine, vers Hassi Mezzou et vers Mag'hnia) .

L'image qui se dégage de ce type de banditisme et qu'il se développe dans des régions vastes et particuliérement difficiles; entre hauts plateaux et plaines désertique les tribus se disbutent de maigres ressources, multiplient les razzias d'une maniére courante . Dans ce cadre où l'insécurité est présente en permanence ; les poursuites qu'engage les expédition de l'armée coloniale ne viennent pas à bout d'un banditisme de groupe qui dure jusqu'au début de notre siècle .

b) Les groupes de Hamyan : La même année où le groupe de Bel Yadine est anéanti, un autre groupe composé de vingt un Hamyan*(2) est opérationnel dans la région frontaliére algéro-marocaine Sud à quelques kilométres de l'annexe d'El aricha .Aux nombreux vols, agressions et razzias, s'ajoute l'attaque en 1897, d'une caravane de Ouled Sidi Ali Bou Chénafa (Maroc) se dirigeant vers Tlemcen; avec ses 44 chameaux ,42 chèvres,500 moutons, elle représente un butin important convoité par les hamyans qui attaquent à deux kilométres au Nord Ouest d'El Aouedj,annexed'El Aricha; l'assaut se termine par l'arrestation d'un groupe des Hamyans par l'autorité colonial.

---

*1) Dans le cas du groupe de Bel Yadine les poursuites de l'armée coloniale ont duré du 5 décembre 1896 au 15 juin 1897 " les malfaiteurs " comme (le cite les archives coloniales) ont été intercepté et emprisonné carton 1J 133.

*2)Une grande tribu du Sud Oranais dont le térritoire s'étend du Sud au Nord jusqu'au voisinage des Ouled Nehar; des terres de parcours paralléles à la ligne frontière algéro-marocaine du Sud au Nord dans le prolongement de l'Oued El Aouedj

C/ **Autres groupes:**

(ou fractions de tribus célébres prennent " le relais" dans la chaîne du banditisme. Les Doui Ménia, les Ouled Djérir par exemple cette derniére, qui a subi des revers de toutes sortes, plus touché par la pénétration coloniale (territoire de Colomb Béchar ,entre les postes de Colomb Béchar et REVOIL) aux quels elle se montre hostile, du manque de terrain de parcours, le pillage par d'autres groupes de tribus, elles portent l'étendard de la révolte et dans un esprit guerrier, elle organise donc des rezzous tantôt contre les Beni Guil sur qui elle prend la revenche de 1892 dans l'affaire "Charrassa" tanôt des tribus plus loitaines des Souahel , du Touat du Gourara jusqu'à tambouctou .

Avec le début du siécle et l'éclosion de la crise marocaine ce type de banditisme frontalier prend de l'ampleur: les rezzous sont plus nombreux.Les attaques des convois ou de personnes représentent l'autorité coloniale jusqu'aux postes de l'armée sont fréquentes .

Ainsi en la seule année 1903, de Juillet à Septembre les "Ouled Djerir" ont procécé à cinq opérations :entre autres , l'attaque du convoi " Guillaume" dirigé sur Ben Zireg, celle du convoi "BICHEMIN" ou l'agression des spahis porteurs de courrier sur Ben Zireg ou encore l'attaque du poste de Ain El Djedida au Nord Ouest de Colomb Béchar .

L'action de ces groupes, accusés de "bandits jetant les troubles par leurs acts de brigaudage", peut être éxpliquée interprétée diversement, mais le facteur socio-économique joué son rôle .

D'abord par l'opposition farouche à la pénétration coloniale sur leurs terres qui a entraîné de grandes perturbations socio économique traditionelles à savoir, boulversement du systéme de propriété.

L'expulsion des populations vers d'autres terres plus ou moins fertiles avec ou sans terrains decappage etc..; les conséquences directes ont assisté à un redoublement du banditisme de groupe plus orienté dans le sens de l'autorité coloniale . Les rezzous ou razzias persistent mais l'action du groupe se manifeste dans les attaques de convois ou voitures publiques , ne ratant dans le chemin de l'insécurité ni saphis porteurs de courriers ni légionaire ou déserteurs de l'armée pour leur dérober uniformes et fusils. Les attaques en 1902 du col de taghla dans le Sud Oranais illustre cet état de fait.

D'autant plus que dans le cadre à la fois déséquilibré et profondément attaché aux valeurs traditionnelles, les meurtres ne condamnent pas mais glorifient le dépouillement de "l'étranger usurpateur" souvent même, il ya une sorte de complicité entre ces groupes et les institutions confrériques aux quelles ils sont affiliés et qui leur servent de refuge moral et référence sociale.

Le rassemblement et le partage du butin se fait dans une zaouia comme il est le cas des groupes des Amours, Beni Guil et les Ouled Djerir avec les zaouia de Bou Amama en 1903 et 1905 *(1).

D/Banditisme d'honneur , mythes et réalités :

Le banditisme d'honneur est une forme de résistance (marginalisé) à un ordre contesté .

La stature du bandit d'honneur, du héros symbole obéit à des critères tels l'audace , le courage une forte personnalité, le pouvoir sur une bande et le contrôle d'une région choisie. Le bandit d'honneur se crée trés souvent une épopée , une légende qui s'amplifient avec ses actes audacieux contre l'advérsaire;

L'image du fier combatant du justicier généreux du redrésseur des torts impitoyable se perpétue au delà même de sa mort. Elle est discréte à travers la littérature orale populaire.

La longévité de son mouvement est étroitement lieu au respect du code du bandit d'honneur, donc à des strictes; par exemple :

-s'il agit en solitaire, il doit d'abord s'assurer de la complicité d'une partie de la population locale

-Il doit prèvenir toute forme de dénonciation quand il est le cas,il est chatier impitoyablement les "mouchards" .

Par la même occasion, il doit faire régner une forme de loi dans son environnement, une action punitive est engagée pour mettre fin à toute défaillance , même repére au sein du groupe.

-Il doit, par ailleurs, déployer toute son adresse et son talent pour échapper aux premiéres poursuites lancées contre lui et en même temps faire face aux compromis de la dénonciation (surtout quand elle misée par une forte prime).

Entre le mythe et la réalité, l'image du bandit d'honneur est disproportionnée. Le personnage du "bandit d'honneur" évoqué le mythe de la sensation et de l'héroisme, il suscite l'admiration des masses mais, il est cependant, trés peu suivi comme exemple.

La réalité montre que les limites à la fois téchniques et idéologiques de ce type de banditisme l'isole dans des opérations momentanées marginalisées . Ainsi l'action du bandit d'honneur, aussi longue et glorieuse soit elle , ne peut atteindre les dimenssion d'un modéle de résistance pouvant être suivi par les masses .

Autre réalité, le bandit d'honneur en tant qu'homme et symbole, appartenant à son éspace natal, à sa tribu (arch) à sa famille ou lignée (groupe familial) et au groupe religieux (confrérie) auxqelles il s'idendifie, se référe et se définie par rapport à l'étranger .

Son banditisme "n'est pas condamné par la société traditionnelle, ses moeurs et ses institutions , surout quand celui ci vise les tenants de l'ordre colonial tels les administrateurs, les colons, les gardes champêtres et même les chefs arabes corompus(caids,etc)

Voler (ou reprendre son dû) venger un honneur, éffacer un affront subi par un élément du groupe dans tous ces cas, la réaction du bandit d'honneur devient l'affaire du groupe, mieux encore, à son retour, lors des poursuites , le bandit d'honneur trouve refuge et protéction dans une société qui le respecte et le craint .

La place du personnage "bandit d'honneur" dans sa tribu dans ses alliances tribales et conférіques importe beaucoup dans sa vie: il peut être un "MOSTAPHA BEN MELLOUK" un "chef" dans l'attaque des courriers mais sans grand retentissement , comme il peut.

Peut être un "RAMDANE Ould Bou Douai" dont l'alliance au cheikh Bou Amama et l'influence dans les tribus TRAFIS le préservant de l'échafaud*(1) dans son mouvement isolé, parfois suicidaire, le bandit d'honneur doit affronter deux ennemis :l'autorité coloniale et ses représentants comme les caids qui sont souvent mêlés aux réglements de comptes.

---

(1) des gens influents des Trafis établissent des démarches auprès des autorités coloniales et qui aboutissent à l'acquitement de RAMDANE Ould Bou DOUAIA Cf. Document A.O.M

Ainsi par exemple lors de l'arrestation du bandit d'honneur "Ramdane Ould bou Douaia " de la tribu Akerma (Geryville) , LE CAID Hamza Ben Kaddour des tribus Cheraga ne cache pas son soulagement " Vous n'avez pas chez les Trafis ,de pire ennemi que lui. Son esprit est toujours en mouvement, son bras toujours prêt à frapper. Beaucoup de gens pleurent son arrestation mais ils espérent le voir revenir au milieu d'eux au . Vous le tenez, ne le lâchez pas, éloignez le pour toujours du pays et vous vous débarrassez d'une grosse source d'inquiétude et d'ennuis. *(1)

Cette citation traduit bien les sentiments de mépris, de crainte, de désarroi ect.. que ressent un agent de l'autorité coloniale (caid) vis à vis d'un bandit d'honneur : c'est une maniére de viser le bandit d'honneur comme "fauteur de trouble ,d'ennuis " ou "ennemi" ou encore "grosse source d'ennuis et d'inquiétudes " comme un criminel dangereux"...

Pourtant le bandit d'honneur n'est pas au départ un criminel*(2) il ne tue qu'en légitime défense pour exercer une juste vengeance; il débute sa" carriére de hors la loi " parcequ'il est persécuté par les autorités pour un acte qu'elles estiment criminel mais traditionnellement , son entourage ne considére pas comme tel. C'est pluôt un redresseur de torts, un homme du peuple qui méprise les faibles et les résignés et qui en même temps " prend aux riches pour donner aux pauvres " une sorte de brigaud au grand coeur, aux nobles principes .

Le banditisme d'honneur tel le banditisme social est remarquablement uniforme malgré les différences des lieux et des périodes.

Si,comme le chercheur Dahmani *(3), nous empruntons la remarque d'HOSBAWN ,à savoir que nos bandits différent trés peu de ceux de la Ciscile etc *(4), nous pouvons concevoir les similitudes qui existent entre eux:leur origines sociale,leur probléme d'honneur et d'intégrité,leur soutien de la population, leur vandétta,vols ect..,

---

*(1) propos tenu par le caid à l'administration coloniale CF.A.O.M. carton 1j 27.

*(2) CF. E.T. Hobsbawn "les bandits" traduit de l'anglais par J.P. Roupars édition Maspero Paris 1972 p.35-36

*(3)Dahmani (Mohamed) "Banditisme social et révoltes populaires en Algérie " 1912-1921 maîtrise d'histoire sous la direction de Mr Roche et Mr M.B. Vincent Paris Jussieu 1976-77 p.27

Leur mouvement peut être considéré comme un phénoméne de protéstation *sociale, un germe* de résistance ayant des difficultés avec la révolution .

Pourtant il éxiste des spécifits propres à nos bandits algériens voir oranais *qui font* leur particularisme-en voici quelques*traits:*

-La réaction des bandits algériens est considéré comme une résistance à l'autorité coloniale en réspéctant un code d'honneur coutumier que cette même année , cherche à reduire et qu' eux y voient leur référence et leur particularisme .

-Ces bandits ne sont pas généralement des criminels

-L'autorité française qui jugeait les personnages trés dangereux *décidait* de leur sort dans un procés *généralement* baclé, les uns par condamnation à mort et exécution (guillotiné) sur une place publique, les autres aux travaux forcés à pérpetuité: dans ce cas, ils purgent leur peine en éxil à fortiori hors du pays d'origine ex: (Cayenne en Nouvelle Calédonie,ou à Calvi (Corse).

-Aprés expiration de leur peine, ou aprés évasion , ils n'ont qu'un but, *retourner* au pays , à leurs exploits à leurs vengences.

-La trahison est invariablement la cause de leur mort.

-Leur famille reste solidaire: dans certains cas, des membres proches (fréres ou cousins)les rejoignent ou prennent le relai des opérations *(1).

---

*(1) les éxemples peuvent être fournis, entre autre des Ouled Mehar (oranie) et les fréres Ou Said Abdoun (Kabylie)

E / CAS PARTICULIERS / BANDITS D'HONNEUR

L'histoire du département d'Oran, du Nord au Sud, mémorise quelques uns de ces noms de "bandits ou "bandits d'honneur" . Il ya d'abord ceux qui agissent par leur popre initiative, mais il ya aussi ceux qui se revendiquent et d'un mouvement d'ensemble dans l'action d'une tribu célébre ou d'une Zaouia influente. En tout cas , ces" bandits" défiant les rigueurs d'un code d'indigénat ,banissant la faim et l'étranger usurpateur , ils se fraient une liberté d'action dans le vol, l'agression et le crime, visant colons, caids ou familles suspéctés d'être en bons termes avec l'autorité coloniale.

Nous nous limitons ici à donner cinq cas de chaque région du département d'Oran.

L'EXEMPLE DE SLIMANE BENZIAN - SUD ORANAIS 1881 1891

Originaire des Ouled Ziad, une tribu de la plaine du chélif, alliée des Harar pour la cause du Cheikh Bou Amama (Sliman ben Zian) se manifeste comme un fervent partisan de Bou Amama et son action va dans le sens d'un Djihad plus que d'une lutte contre la faim- Son hostilité pour l'autorité et ses représentants est réparable dés 1881 dans l'affaire de l'assasinat à Geryville du lieutenant (Weimbremer) et de son éscorte .L'un de ses compagnons (CHEIKH Bel Hadj) (celui qui a tiré sur le lieutenant) reçois les félicitations du groupe dans ces termes ..... "Tu es un vrai Moudjahed, en 1864, tu as tué 3 ou 4 français et aujourd'hui en voilà un autre ..."*(1)

Dans ce contexte où la notion de "Djihad " prend forme avec les événements du Sud Oranais , Slimane Ben Ziane et ses compagnons , népargnent aucun réprésentant local; le caid (Bou Smaha) soupçonné de collaboration, est soumis aux pires contraintes . Cette affaire qui a valu (la notariété a Slimane Ben Zian et son groupe des Djeramna , cause également sa perte avec son arréstation définitive.

---

*1) Dossier intitulé :" interné en Corse : les Geramna 1881 -1904" carton 1j 138 A.O.M

Dans une lettre adréssée au commandant de la Division d'Oran , le Général de Brigade (Germain) suggère sa condamnation à la peine capitale, quant à ses" complices" , l'administration judiciaire mentionne bien que les huit tentes des Géramna (même tribu) dont ils sont les chefs internés dans le territoire de Frenda * (1)

Tayeb Bou B'Seiba (décédé en Corse en 1884)
Mohamed Ben Cheikh Ben Guendouz (mort à l'hopital)
Mohamed Ben Kaddour Ben Guendouz (condamné et exécuté en 1883),

cinq autres : Maâmar Bencheikh, Mohamed Ben Cheikh, Naceur Ould Mohamed, Maâmar Ben Amer, Ben Amer Ben B'Seiba , ont été internés à Calvi pour une durée indéterminée et ne verrant leur demande de grâce accordé, qu'aprés cinq années d'attente.

C'est en effet, en 1901 sont transféré de la maison de correction de Marseille après Calvi puis placés séparement, tros dans la tribu des Ouled Ben Rerane et deux dans la tribu des Ouled Sidi Khaled Chéraga (Tiaret) - tel le confirme le pli du Général (Bertrand) commandant de la subdivision de Mascara, avec la mention :" Devant prendre attache , résider dans une tribu, sauf pour le cercle de Geryville dont l'accés leur est formellement interdit *(1) et on devine la cause .....

MOSTAPHA BEN BAKI

Region frontalière Nord Temouchent 1881- 1884

Décendant de la célèbre famille des Ouled Nehar de Sebdou . Plus connu pour ses nombreux actes de vol et attaques de voitures publiques, Mostapha Ben Baki, représente avec son groupe" , une menace permanente pour la tranquilité sur la frontière de l'Ouest " .

Aprés l'arréstation de Mostapha Ben Baki à Oujda le 29 Août 1883 , l'autorité est satisfaite que " le pays soit délivré de cet audacieux et dangereux assasin qui tentait à devenir légendaire comme de 1873-1875 Bou Ziane El Kelai "*(2) Mostapha Ben Baki qui a semé et entretenue pendant plusieurs mois la térreur dans la circonscription de Ain Temouchent, est condamné à mort par la cour d'assise d'Oran et exécuté le 13 Mars 1884 sur la place publique de Ain Temouchent.

BOU ALLEM BEN YAZID OU BAIAZID

Entre regions Saida à Ain Sefra 1880-1895

Comme l'identifie le fichier judiciaire colonial , Bou Allem Ben Baiazid est originaire des Ouled Sidi Cheikh Ghéraba;
Avec sa bande, il se fait connaitre en 1895 par l'assasinat de deux déserteurs du 1er régiment étranger interné en Corse déjà en 1881 pour avoir été ' compromis dans des intrigues politiques et religieuses relaxé puis expulsé du territoire algérien puis arrêté à Saida .

Saida le 26 novembre 1887, il est traduit devant la commission disciplinaire de la subdivision de Mascara " pour de l'arrêté du gouverneur du 22 juin 1887", est condamné de nouveau à six mois de prison et deux cents francs d'amendes d'amende .
Il est ensuite reconduit à la frontière à l'éxpiration de sa peine.

Contrairement à ses deux" complices" nommés Abdelhakem Bel Arbi, acquité depuis, et Abdelkader Bel Arbi, Bou Alem Baizid est signalé comme " agent dangereux des ennemis de l'influence et de l'intérêt de l'autorité "*(4)

***1)Pièce n° 297 datée du 2 /09/ 1883 division Oran rapports affaires arabes 1874-1884 A.OM**

***2) même référence**

***3) pièce n° 934 datée à Oran 430 Mars 1884 carton 11 H 22 - A O M**

***4) pièce n° 302 datée du 5 -12 1887**

***5)pièce 302 datée du 5-12 1887 carton 1 J 131 A O M**

Son origine (Ouled Sidi Cheikh) son intélligence et assimilation probable de la langue fraçaise font de lui un sujet intéréssant pour l'autorité qui le condamne à mort pour "homicide volontaire commis avec préméditation et guet-apens . Bou Alem Baizid est alors exécuté au petit santon , prés de la caserne neuve à Oran un Samedi 16 Novembre 1895 *(1)

Trois ans plus tard, un autre bandit d'honneur nommé "Moussa Ould melouk" est capturé et tué, sa tête etait mise à prix depuis 1890 depuis 1890 pour ses nombreuses attaques de courrier dans la région (Nemours- Maghnia)(A part cela, nous ne disposons d'aucun autre renseignement le consernant.)

BOU SETLA

Plaine de Tlemcen à El Aricha1900-1903
De son vrai nom (Ahmed Ould Taieb) dit Bou Setla est originaire de la grande famille des Ouled Nehar Chéraga d'El Aricha , d'où commence son périmétre d'action jusqu'à la région frontalière Nord Algéro-Marocaine en passant par la région de Sidi Bel Abbés et la haute plaine de Tlemcen.

A la tête d'un important groupe des Ouled Néhar Bou Setla opère dans une région de troubles.

L'anarchie règne dans l'empire chérifien marocain et à proximité de de sa frontière, les populations voisines vivent dans un état de misère et d'insécurité *(2)

Aux attentats signalés à son insus dans la région de Bedeau (Sud de Sidi Bel Abbés) s'ajoute celui du 15 Janvier 1901 dans lequel Bousetla déploie en groupe dans un véritable rezzou dans la tribu des Beni Smail, commune mixte de Ain Fezza (Tlemcen), aussi celui du 14 juillet et 1902 dans le douar Goualil .

Sur lui pèsent plusieurs condamnation pour des attentats contre des biens et vols de bestiaux en subsistance mais aussi pour des attentats d'un type nouveau : ranconnement .
Bou Setla devient le bandit légendaire des chantiers d'alfa de Bou Kenafis à El Aricha .(Août 1903)

---

*(1) Note du Gral. BOITARD Commandant la subdivision d'Oran Pièce n° 203 . Carton 1 J 131 A O M

* (2) Carton 1 J 131 A O M

La Fréquence et la gravité des attentats qui produisent depuis plusieurs mois dans l'Ouest du département expliquent cette liberté d'action que manifeste en partie la bande de Bou Setla .

Bénéficiant de la "perméabilité" de la frontière algéro-marocaine où il trouve refuge après chaque opération, le temps d'écouler son butin, de la bonté des gens du département qui le couvrent et le nourrient, le temùps des recherches, du silence de ses victimes qui, par crainte de représailles, ne portent pas plainte contre lui et sa bande; Bou Setla agit en seigneur du banditisme .

Un propriétaire (colon) de Sidi Bel Abbés, Mr LACRETELLE , excédé par les méfaits de Bou Setla met à la disposition de l'autorité judiciaire, la somme de 1000F pour être distribuée à titre de prime aux personnes qui fournissent des indications utiles pour son arréstation*(1)

Sa tête mise à prix, Bou Setla finit par être tué en Août 1903 par un nommé (Ouassini Mohamed Ould Berrich) de la tribu des ANGAD au lieu dit Khébikat El Horch près du douar des Ouled Hamel(ANGAD) à environ 46 km au Nord Est D'El Aricha .

Ceci est un bref aperçu sur l'ittinéraire de cinq de nos "bandits d'honneur" représentant chacun un cheminement à part mais tous ont servi une cause commune. Ces bandits appartiennent désormais à l'Histoire qui reste à la mémoire.

---

* (1) Pièce n° 10780 datée du 18 Décembre 1903 Carton 1 J 131 A O M

C H A P I T R E II

LES CAUSES DE L'INSECURITE DANS LE DEPARTEMENT D'ORAN ESSAI D'EXPLICATION SOCIAL

A - *LES FACTEURS ECONOMIQUES ET SOCIAUX LE SYSTEME DE DEPOSSESSION DES TERRES ET SES CONSEQUENCES*

Quelques historiens ou sociologues, fidèles au système colonial, évoquent le mythe d'une autorité coloniale civilisatrice, bienfaisante, créatrice d'une base économique solide etc...

Or, autant de projets que de subterfuges, la présence coloniale dans le département est synonyme de perturbations, spoliations et profits.

D'abord, la FRANCE coloniale n'a jamais tenu ses promesses : en dépit de la convention du 4 Juillet 1830 qui stipule que "La liberté des habitants de toutes classes, leur religion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront Aucune atteinte. " L'Administration coloniale se saisit deux (2) mois après *(1) des biens d'utilité publique comme les écoles, les mosquées etc...

Dés le début de la conquête, elle mobilise son appareil législatif et même répressif afin de s'approprier les meilleurs terres -. La propriété foncière subit alors des transformations puisqu'à partir de 1844, elle met à jour une série d'ordonnances et de Lois accompagnées de pratiques administratives afin d'abolir le système de propriété existant qui obéit à un régime foncier déjà assez complexe par cet amalgame de droit musulman, de coutumes locales et les modifications exercées par les Turcs dont l'occupation a duré pas de moins de trois (3) siècle.

---

*(1) - Par Arrêté du 21 Septembre 1830 après la prise d'ALGER

Le problème de la propriété immobilière se heurte aux intérêts de la colonisation. La solution est vite trouvée :

Les Lois du 16 Juin 1851 puis le Sénatus-Consulte du 22 Avril 1863, La LOI WARNIER de 1873, la loi de 1887 (ou le petit Senatus-Consulte) et enfin la loi de 1897.

En somme "une législation de circonstance qui a favorisé ce qu'il faut bien appeler une vaste entreprise de spoliation de la propriété indigène *(1)".

Le Senatus-Consulte de 1863 figure parmi les Lois promulguées en vue de transformer le système de propriété foncière, et par conséquent, les structures socio - économiques traditionnelles. Son texte législatif est considéré par certains auteurs *(2) comme un monument dans l'histoire de la législation fonçière de l'ALGERIE du 19è et 20è siècle.

D'une part parcequ'il préconise au système colonial d'avoir une vue exacte et concrète sur le problème de la propriété immobilière d'autre part parcequ'il reconnait "aux tribus indigènes" la propriété du sol dont elles ont la jouissance traditionnelle ou mieux encore, parcequ'il vise la constitution de la propriété individuelle; ce qui ouvre le champs aux transactions entre européens et Algériens-musulmans. Or, nous savons que cette pratique provoque le dépouillement des propriétaires Algériens-musulmans au détriment des colons venus dans cette contrée expressément afin de faire fortune sur un sol qu'ils veulent le leur *(3)

---

*(1) -Article de BERNARD DROZ intitulé: "Mains basse sur les terres" paru dans la revue d'histoire de Janvier 1991 n° 140-P.34.

*(2) -DAIN (A) " la réforme de la propriété foncière en ALGERIE"

*(3) -Cf: ANIA FRANCOS et J.P SERENIE "Un Algérien nommé BOUMEDIENNE" Ed. STOCK-PARIS 1976 P. 18

La dépossession des masses rurale résulte de diverses opérations: les expropriations directes motivées par le biai de l'utilité publique ou la licitation ruineuse introduite par le mécanisme juridique (Loi WARNIER 1873) et enfin par d'autres pratiques entrant dans le cadre de "la responsabilité collective, le sequestre, par lesquelles l'Etat colonial s'est approprié d'importantes reserves." *(1)

En conclusion, la pénétration coloniale dans tous ses aspects à savoir l'introducion brutale du mode de production capitaliste, la politique de cantonnement, la réduction des terres de parcours et de cultures, les exactions répressives de l'Administration, a provoqué conséquemment la confiscation des terres, l'expulsion des masses rurales et la formation d'un prolétariat agricole puis la dislocation de la société traditionnelle (liens familiaux et la tribu).

Dans cette partie de l'ouest Algérien, le cas des OULED NEHAR (**) illustre cette situation. Limité à l'Ouest par la frontière Algéro - Marocaine, au Nord par les monts de TLEMCEN, au Sud par le chott EL gharbi et à l'Est par les steppes qui se prolongent vers le Sud des monts de DAYA, le territoire de la tribu des OULED NEHAR formait un patrimoine agraire important.

(**) -cf. Dossier archive ci - joint

La pénétration coloniale et l'économie capitaliste l'a ruiné. Sitôt, leur hostilité *(1) à la colonisation se manifeste par la formation d'un véritable réservoir humain de révoltés *(2) marginalisés. Des noms célèbres de bandits d'honneur s'identifient à eux, épousent leur cause. Les archives nous ont révélé leurs activités depuis 1876. (tel le cas de BOUALEM BEN YAZID ou BOUSETLA...).

Les préjudices coloniaux ont aggravé la situation des populations rurales au premier degré. Elles ont dû subir, en plus, les revers de toutes sortes, à savoir les conséquences des calamités naturelles (1863-1868)-(1881-1883)-(1890-1891)-(1893-1894) les mesures répressives après insurrections à l'usure et l'impôt (** ci-joint dossier "tribus soumises à l'amende collective") ont anéanti leurs ressources et détruit le capital agraire des collectivités concernées. Des hommes sont alors contraints de sortir hors de leurs foyers en quête d'infimes numéraires.

Dans des conditions précaires, ils subissent la pression et la menace constante d'être congédiés à n'importe quel moment (puisqu'il n'y a aucune espèce de contrat de travail entre employeur et employé). Réduis au chômage, ils sont rejetés d'un système courant, celui du rapport d'argent dont ils sont dépendants parcequ'ils n'ont d'autres ressources que leur force de travail.

---

*(1) - Pièce n° 108 du carton 1 J 131 - année 1883 - A.O.M

*(2) - Pièce n° ... du carton 65 J 5 (Police justice , prison...1878 - 1895)

Ce n'est pas un hasard que dans des familles appauvries et déclassées (1870 - 1890 surtout) formant une "armée de chômeurs" que se recrutent les principaux agents de l'insécurité.

Des bandes ou groupes marginalisés trouvent dans le climat d'insécurité qu'ils créent l'expression d'une révolte avant tout contre la misère et la faim.

Causes directes ou indirectes de l'insécurité, tout celà a contribué à augmenter le taux des condamnations,par exemple, pour la courte période de (1890-1891) - (sécheresse, invasion des sauterelles dans l'Oranais) - les chiffres sont révélateurs.

- 3084 condamnations au titre du paragraphe 17 du Code d'Indigènat (refus de porter secours en cas d'accident, tumulte ou calamité publique) soit le triple de celles enregistrées dans les départements d'ALGER et de CONSTANTINE.

De même pour le paragraphe 6 (retard prolongé dans le paiement des impôts).

Quant au paragraphe 16 (tapage, scandale, disputes...) l'Administration a procédé à 1360 condamnations dans le département d'ORAN principalement dans les arrondissements de MASCARA et MOSTAGANEM (et l'on devine que les événements des FLITTAS y sont pour quelque chose).

L'insécurité devient permanente dans le milieu rural à cause des perturbations subies par les populations de l'Oranais:

Il y a ceux qui, déracinés mais encore très attachés à leur sol natal, soit, reviennent s'embaucher dans leur ancienne propriété, soit prennent position en reprenant combat pour consacrer leur terre.

Sans grands moyens, ils organisent des attaques comme celles enregistrées en 1864 à ZEMMORA, RAHOUIA, AMMI MOUSSA beaucoup d'autres, déclassés et appauvris formant des bandes faméliques licitant vols, razzias, crimes et incendies.

Le délit d'incendie a particulièrement attiré notre attention. Ces incendies deviennent parfois et périodiquement un acte collectif, prémédité.

Un article de presse de l'époque (** ci-joint article de coupure de presse concernant les incendies) souligne que les incendies sont volontaires:

Il y a une sorte de complicité entre les populations rurales " lorsqu'un incendie éclate sur un point les habitants du douar voisin s'empressent de mettre le feu chez eux *(1)

L'auteur de l'article fait remarquer un point intéressant qui compte parmi les causes de ces incendies volontaires: "réduites à l'étroit, les populations rurales ne possèdent plus de terrains de parcours et si elles veulent assurer la subsistance de leurs troupeaux, elles sont parfois obligées de les envoyer paître en fôret d'où procès verbaux suivis d'amendes ruineuses *(2) "une interminable guerre d'expulsion et d'amendes contre les populations en infraction avec le code forestier ."

B - *PERTURBATIONS DUES A L'IMPLANTATION ETRANGERE ET CONFLITS SOCIAUX*

En dépit du grand concours apporté par l'appareil législatif et répressif de l'Etat colonial, il n'en subsiste pas moins un climat tendu dans la région.

Les mutations matérielles violemment ressenties par les masses rurales ainsi que les perturbations dûes à une forte implantation étrangère sont à l'origine de graves conflits sociaux et de diverses manifestations de violence. Tout deux sont l'indice d'une société profondément bouleversées.

---

*(1) - Coupures de presse locale : "La dépêche Algérienne" , " l'Echo d'ALGER" - Période de 1910-1913 en particulier - l'Echo d'ALGER" l'article paru dans l'Echo d'Alger sous le titre : "Quelques réflexions d'un Algérien ..." par Mr BILLIET Conseiller Général des attafs, colon depuis 26 ans- Négociant et Maire à AMMI MOUSSA .

*(2) - Article paru dans l'Echo d'ALGER écrit par Mr. BILLIET Maire à AMMI MOUSSA... (suite) - carton 5x10 - A.O.M

L'expansion coloniale avec tout ce qu'elle comporte comme changements; la création des centres de colonisation dans la région, les sociétés d'exploitations industrielles étrangères, les lignes de chemin de fer etc... est très mal acceptée.

Un exemple : en signe de situation conflictuelle , les mouvements d'hostilité des tribus concernées entre autre celles des FLITTAS dans la commune mixte de ZEMMORA.

"Comme un poignard au coeur de cette puissante tribu" *(1), l'implantation des fermes européennes en même temps que la création des centres MENDEZ et MONTGOLFIER, suscite un mouvement de protestation.

De même que pour la création en 1907 de la ligne de chemin de fer reliant RELIZANE à PRAVOST-PARADOL par ZEMMORA, donc à travers un plateau jusque là imperméable.

---

* (1) - Pièce n° 2840 datée à ZEMORA le 18 Avril 1907 - Carton 3h 50 - A.O.M

L'administrateur de la commune mixte de ZEMMORA argumente l'importance de cette ligne de chemin de fer par le contrôle des tribus hostiles. Elle porte dit-il " un coup mortel à cette dangereuse confédération" "dont tout effort de soulèvement serait inutile" *(1)

L'exécution du projet se heurte à des difficultés.
Dans le douar Chouala, le topographe chargé de la mission par les Domaines, est empêché ...

Puis les notables de la tribu forment une délégation (au nombre de 9 membres) et se présentent au bureau de la commune mixte en signe de protestation.

Des fractions de tribu comme les BENI ISAAD, les Ouled BARKAT , BENI LOUMA, dont les terres ont été englobées dans le périmètre de colonisation (projet village Chouala) ont refusé la vente des terres malgré les pressions de l'Administration.

Plus tard, dans les fermes européennes, le colon se livre à une véritable auto-défense . Le port d'armes est de rigueur pour faire face aux "incursions d'autochtones infortunés ou des actes de banditisme.." *(2). On ne s'étonne pas que pour la sécurité dans la région, tous les moyens sont déployés.

Les conflits s'indentifient quand la colonisation gagne du terrain au bénéfice de l'élément étranger et au détriment de l'expulsion des autochtones.

L'insécurité prend racine dans les complications des perturbations dont sont victimes une majorité des tribus du département d'ORAN. Nombreux sont les témoignages, le cas des tribus FLITTAS, en est un.

---

*(1)- Pièce n°2840 datée à ZEMORA le 18 Avril 1907 - Carton 3 H 50 - A.O.M

*(2)- Rapports divers des Cartons 11 H 22 & 23 - 1 J 131.

Jusqu'en 1906, la commune mixte de ZEMORA compte 1197 habitants *(1) dont plus de la moitié sont étrangers (693 étrangers dont 540 Français).

Cependant, quel étaient les rapports sociaux dans la région Oranaise ?

A - Rapports colons - autochtones

Les rapports colons - populations Algéro-Musulmans, on le devine, et à quelques rares exceptions, ne sont pas bons.

Le colon reste généralement sur le chantier de travail, communique avec "ses arabes" en leur langue, certe, mais en paravent de cette vie commune apparemment sans problème, se cache la rupture d'un équilibre.

Ce climat de tension latente née de la sévérité, la méfiance et même du désarroi moral du colon qui ne sent pas parfaitement en sécurité et, par conséquent, il n'hésite pas à user de tout moyen pour venir à bout de la moindre alerte.

A l'opposé, "l'arabe" conserve rancoeur et rancune à l'égard de celui qui l'a spolié et exploité.

Dans une situation où il n'a guère le choix, il est trié sur le tas, engagé à la journée et se contente d'infimes salaires , il fait partie de cette main d'oeuvre à bon marché. il peut être soumis à la discipline qu'impose le colon; aussi sévère soit - elle , dût il user de châtiments corporels, parfois mieux acceptés que le paiement d'une amende ou le renvoi. *(2)

Faut-il chercher l'origine de cette résignation momentané ?

---

*(1) - Rapport / Pièce n° 3207 - Carton 3 H 50 - A.O.M (daté à ZEMMORZ 1906)

*(2) - BAROLI (CLAUDE) "la vie quotidienne des Français en ALGERIE" 1830- 1914- Ed. HACHETTE - PARIS 1967 - P. 146

Les migrations saisonnières, l'expulsion de l'Algérien-Musulman hors de son foyer, de sa terre et des siens, en quête de petit salaire qu'il devra partager, par une situation précaire, entre le remboursement d'une dette, le paiement d'une amende ou tout simplement subvenir aux besoins permanents de sa famille . Tout cela fait de lui un concourent acharné dans la masse d'ouvrier, prêt à accepter tout et ne pouvant supporter de retourner bredouille vers les siens.

Mais dans son silence se trament les idées de vengeance. Son opposition au "Maître" se traduit par banditisme, vol, incendie..

Les vengeance, l'intolérence mobilisent le processus d'agressivité dans le sens d'une véritable guerre de races.

B -Rapports ouvriers étrangers et ouvriers Algéro-Musulmans

Comme nous l'avons souligné précédemment dans la partie *"Conflits urbains "* (SECTION IV), les relations des ouvriers étrangers et Algéro - Musulmans tournent vers un conflit parfois violent. L'ampleur des incidents nous fait dire qu'il y a complexité du conflit. Prenons le cas des ouvriers des chantiers d'alfa où la prédominance européenne (Espagnole) signifie rejet de la main d'oeuvre musulmane qui reste instamment " maintenue dans un état de pauvreté permanente" *(1) parce qu'elle est longtemps délaissée.

C'est alors qu'on entends parler de "rançonnement d'ouvriers étrangers" *(2) ou encore "d'agressions perpétrées contre des ouvriers étrangers" *(2). Dans ce contexte le banditisme d'honneur a laissé son empreinte *(3).

D'autre part la tournure que prend par moment l'événement jusqu'à ce que les ouvriers européens " sont amenés à se faire justice personnellement " . *(4)

---

*(1) - METTE (ROLLAND) - les Prémisses de l'insurrection Algérienne-Cahier du C.H.E.A.M n° 6 P.9

*(1)-(2)-(3)-(4) : - Pièce N° 520 du 31 Octobre 1882 Carton 11 H 22
- Pièce N° 8 du 9 Avril 1883 Carton 11 H 22
- pièce N° 494 - carton 1 J 131 A.O.M

Comme il est le cas, par exemple, des relations entre ouvriers musulmans et Espagnols du chantier d'alfa de la région de MARHOUM (cercle de SAIDA) ou encore de la région de DAYA où on peut citer des faits divers comme celui de cet Espagnol que " éventre un Algérien - Musulman pour un prétexte futile" *(1) ou d'un espagnol tué par des indigènes. *(2)

En fait, ces rixes fréquentes qui éclatent entre ouvriers des chantiers d'alfa ne sont qu'une expression vivante des difficultés de leur situation. Pas de terrain d'entente : de moeurs, de religion ou de races différentes; les ouvriers n'ont qu'un champ commun : le chantier. Or, la précarité du milieu, l'incertitude d'un travail instable crée ce sentiment d'hostilité chez l'ouvrier algérien musulman qui voit en l'ouvrier européen et le patronat une complicité qui ne joue pas en sa faveur.

- Conflits sociaux et facteurs religieux. ABEL FERRY déclarait en 1913 à la chambre des députés, en FRANCE: "l'histoire montre que quand les problèmes sociaux puisent leurs forces dans les complications religieuses (...) ils ont alors une force d'explosion incomparable." *(3)

C - facteurs religieux Maraboutiques

En milieu rural, l'insécurité est exprimée dans un contexte plus large celui où la réaction des populations Algéro-Musulmanes forme un mouvement d'ensemble canalisé par la composante religieuse, caractéristique prédominant les mouvements ruraux du XIXè siècle.

Là, l'insécurité est synonyme d'opposition ayant pour origine un fond d'injustices socio-économigies dont les populations rurales sont certainement les plus affectées.

---

*(1) - Comme le souligne le rapport-pièce 491 carton 11 H 22 - A.O.M

*(2) - Pièce N° 275 datée à MARHOUM (cercle de SAIDA) 1888 - Carton 1 J 27

*(3) - BEY (MOHAMED): "Evolution du mouvement national religieuse Thèse PARIS VII - en 1975-1976 P.13-44

Prenons l'exemple des ouled SIDI CHEIKH :

Tribu et confrérie très influente du sud Oranais, en même temps que très hostile à la pénétration coloniale, les Ouled SIDI CHEIKH se sont d'abord révoltés (1864) contre la politique de "cantonnement" des tribus et la confiscation des terres.

Selon les cartes de l'époque, leur territoire se répartit entre celui des Beni Guill et les Hamyans.

Dans un milieu physique particulièrement difficile joignant les dernières pentes de l'Atlas saharien et les terres arides annonçant les sables du grand Erg occidental.

Dans un climat social où la maraboutisme prime tout dans la vie privée et publique, les Ouled SIDI CHEIKH exercent une influence qui dépasse la zône périphérique. Entretenant des relations intenses avec les tribus de voisinage Sud Oranais et Sud Marocain, certaines localités s'engagent de verser une sorte de tribut du fait de leur alliance maraboutique dans la région comme FIGUIG, SFISSIFA, BOUSSEMGHOUN, CHELLALA...

Soulignons le rôle des Ouled SIDI CHEIKH dans le renforcement et la poursuite des mouvements insurrectionnels.

Lorsqu'éclate la révolte du Cheikh (MOKRANI) dans le Nord (BACHAGHA de la MIDJANA), il se crée une sorte de solidarisation grâce aux liens maraboutiques. L'instigateur de l'insurrection des Ouled SIDI CHEIKH DE 1864 (SI ALA) se propose avec ses troupes de renforcer son mouvement mais la crise (FAMINE) de 1876 - 1869 d'une part et la technique militaire coloniale déployée d'autre part sont venus à bout de l'échec de l'insurrection jusqu'en 1881 où (BOU AMAMA), chef spirituel et neveu de (SI ALA), prêche la révolte de nouveau contre la domination coloniale. L'effervescence gagne l'Oranie, le Sahara, le Hoggar.

BOU AMAMA s'appuie sur une plate forme de masse paupérisées et de prolétaires qui manifestent leur vengeance pour les confiscations abusives des terres, le Code d'Indigènat et les exactions répressives de toutes sortes. Pendant longtemps, la confrérie (Zaouia) d'El ABIOD SIDI CHEIKH est restée le noyau des résistences sociales du XIXè siècle.

C'est sous sa puissance que s'engagent les masses populaires. Pourtant, en investissant leur sort dans une suprématie individuelle humaine vouée à l'extinction (Mort) elles se dirigent vers l'échec fatal.

Dans une insurrection qui dure plus de vingt (20) années (1881 - 1904), les Ouled SIDI CHEIKH s'engagent dans une opération d'envergure mais pas encore mûre pour un mouvement de résistance.

Sachons que la confrérie a le pouvoir et le contrôle des opération " préméditées " de l'insécurité.

Lorsque (SLIMANE BENZIAN) le "bandit d'honneur" du Sud Oranais pourtant originaire des ouled ZIAD (tribu de la plaine du CHELIF) entre en action durant une dizaine (10) d'années, il se manifeste comme un partisan inconditionnel de (BOU AMAMA) .En tuant l'officier Français (WEIMBREMER) le 19 Avril 1881, il est considéré comme un héros-moudjahed. Il est doublement félicité pour son meurtre de l'officier et de 3 ou 4 autres Français en 1864. *(1)

Autre cas d'affiliation ou de dévouement, celui du "Bandit d'honneur" (BOUALEM BEN YAZID ou BA YAZID) dont l'action dépasse la dizaine d'années (1880-1895). Il est originaire des Ouled SIDI CHEIKH Gheraba. Il est interné en 1881 "pour intrigues politiques". En fait, il est sanctionné pour sa participation effective à l'insurrection. En 1895, il est arrêté après avoir tué des deserteurs militaires.

Son origine (celle des Ouled SIDI CHEIKH) lui a coûté la vie et le titre "d'agent dangereux des ennemis, de l'influence et de l'autorité".

La composante religieuse à travers le maraboutisme a joué un rôle important dans le ralliement et l'engagement des groupes les plus marginaux dans l'insécurité.

Dans le maraboutisme, le problème d'éthique ne se pose pas pour le vol, ou le meurtre de "l'infidèle"; aussi les moeurs du XIXè siècle ne condamnent pas mais honorent celui qui fait justice soi-même pour régler son différend avec "l'étranger infidèle", justifiant que ce qu'il reprend est bien son dû anciennement spolié par l'Etat dominateur, usurpé par les colons ou d'autre représentants.

---

*(1) - Propos cité par rapport du Bureau Arabe, déposition de LKHDAR OULD BOUARFA, Maréchal des logis au 2è Spahis--
- Rapport détaillé de l'expédition avec l'officier (WEINBREMER) après qu'il dû être tué avec 2 Spahis - Carton 1 J 138. (1881 - 1904)

Dans cette expression, il bafoue une justice partiale qui ne lui donne jamais gain de cause.

Rappelons au contraire que la majorité des plaignants Algériens-Musulmans qui font appel auprès des tribunaux pour une cassation de condamnation (amende ou prison), entamment un procès long et ruineux, et se perdent dans les rouages d'une justice et d'une administration qui n'agissent pas et ne jugent pas uniformément et conformément aux textes légaux qu'elles créent. *(1)

D - Impacts Politiques et recrudescence de l'Insécurité.

Souvent, dans l'histoire du département, des événements politiques influent sur le climat social et donne naissance à une vague de violence. Gestes sporadiques concordant avec une situation de crise momentanée telles les séries d'assassinats perpétrés contre des européens ou des représentants de l'ordre colonial (civils ou militaires). Ils se produisent parallèlement à la période "d'effervescence" (1902 à 1908) qui a particulièrement marquée la situation frontalière Algéro-Marocaine.

Déclin politique, décadence économique, la crise Marocaine se solde par l'ingérence étrangère entre autre, l'intervention de la FRANCE coloniale et l'établissement du protectorat (1912).

---

*(1) Beaucoup d'exemples entre autre carton 65 J 5 - A.O.M -
Dossier intitulé (police - justice, prison de 1878 à 1895).

Entre 1902 et 1908, le Royaume Marocain est livré à l'anarchie. Les tribus sont en effervescence. Un certain (SI M'HAMED) surnommé "BOUHMARA" ou le "Rogui" surgit de la masse populaire du MAROC Oriental et prêche la révolte.

À la même époque, le mouvement du (cheikh BOU AMAMA) survit à l'écho des multiplies incursions (ou Harkas formés par son entourage *(1) contre les établissements Français du Sud Oranais (1903).

Les troubles mettent le royaume MAROC dans une position vulnérable qui attire les convoitises inter-puissances. Chacune revendiquant d'ores et déjà une part.

L'ANGLETERRE, L'ITALIE, L'ESPAGNE et la FRANCE s'engagent dans une série de négociations:

1*)- LANGLETERRE: le réglement de la question d'EGYPTE fournit un terrain d'entente (accord du 8 Avril 1904): La FRANCE coloniale s'engage à " ne pas gêner l'entreprise coloniale ANGLAISE"

2*)- L'ITALIE exige par son désintéressement du MAROC, une liberté d'action en Tripolitaine (1902).

3*)- L'ESPAGNE entre dans conflit d'interêt: La FRANCE doit prendre en considération ses intérêts;

Une close secrète reconnait à l'ESPAGNE une Zône d'influence de MELLILA au SEBOU (au cas où le sultan cesserait d'exercer).

Un accord tripartite est signé: L"ESPAGNE, L'ANGLETERRE, et la FRANCE s'engagent secrètement au cas où la situation du MAROC change.

L'attribution du littoral et les massifs littoraux jusqu'à la ligne de partage des eaux entre la méditerranée et le bassin de sebou et dans l'extrême Sud, les territoires de RIO de ORO jusqu'à l'Oued Tazeroualt.

---

*(1)- Dossier du Carton 1 J 134- intitulé: "Attaques Djiouch, razzias- sect. au Sud en 1903" A.O.M

4°)- Quant à la FRANCE, par accord du 7 Mai 1902, elle s'engage à "prêter son appui au gouvernement Marocain et à favoriser le développement des relations économiquess dans la zône des confins. Cette "politique d'association" exige donc la collaboration du Makhzen." Celle ci fait défaut, à en juger par l'affaire de SAIDIA de 1906 ". *(1)

Au contraire, désordres et troubles empirent autour des postes frontières Algéro - Marocains.

Les attaques des postes français et des convois sont à l'ordre du jour : Jugeons par cette brève chronologie :

~#- En Janvier 1902, assassinat de deux officiers francais au sud de Ain Sefra .

~#- Le 19 Mai 1902,dans le col de TAGHLA, tentative d'assassinat conte un commissaire français en mission vers le MAROC. Le rapport du Gouvernement Général cite ses paroles :" On a voulu me tuer comme représentant Français." *(2)

~#- Le 21 Juin 1902, dans le même endroit, à quelques Kilomètres de FIGUIG, 3 soldats de la région sont attaqués et assassinés.

~#- le 28 Août 1902, un convoi destiné au ravitaillement des militaires est attaqué au Sud de MECHERIA.

~#- Plus au Sud, le 28 Novembre 1902 une caravane est attaquée à HASSI OUACHEN.

~#- le 31 Mai 1903, c'est le gouverneur Général de l'ALGERIE, en tournée au Sud, qui est assailli, attaqué par les gens de ZENAGA, l'un des Ksours de FIGUIG (frontière Sud Algèro - Marocaine).

---

*(1) - Citée dans la Section IV dans le 3è Chapitre" la *conjoncture Frontalière*" Cf; document.

*(2) - Pièce n° 797 - Affaires indigènes du Carton 1 J 133 - A.O.M - Cf. photocopie document.

Rappelons qu'à la même époque (fin 1902) les "gents de ZENAGA" se sont révoltés contre l'établissement de la voie ferrée passant par leur terre...*(1), dans son prolongement jusqu'à COLOMB BECHAR, à 744 Km du Littoral. *(2)

Opposition violente et lutte sourde contre le choc de l'agression coloniale, le mobile politique y joue, à travers ces exemples, un rôle non moins important.

Les tribus de deux pays limitrophes majoritairement les mêmes (Algèro - Marocain) sont liées par une conjoncture difficile, se communiquent pour ainsi dire " leur bonne volonté de mettre fin à l'ingérance coloniale."

Cette même ingérance qui suscite dans tout l'Empire marocain une explosion de "xénophobie",la police ne parvient pas à maintenir la situation à l'intérieur du MAROC. Sur le littoral et à l'intérieur, les européens surtout les français sont victimes d'attentats.

Comme l'assasinat du (Dr. Mauchamp) en Mai 1907 ou sur la côte Atlantique, des ouvriers européens employés aux travaux du port, sont massacrés (Juillet 1907)

Gravité de la crise et insécurité, dans les événements qui se succèdent dans la région, réside un impact politique important qui lie dans un sort presque commun des populations de part de d'autre d'une frontière.

---

*(1) - "Incident du camp de Zousfana" carton 1 J 133 - dossier n°5.

*(2) - D'autres faits divers comme les attaques des déserteurs militaires, et d'autres gestes de violence, n'ont pas été cités dans le soucis de brevète. (Carton 1 J 133 et 1 J 134).

SECTION VI

INTERPRETATION NATIONALITAIRE

Chapitre 1er : ***Réactions locales-signification nationale.***

Chapitre 2ème : ***Les modes culturels de la résistance.***

CHAPITRE PREMIER :

Certains historiens pensent que la résistance en Algérie, s'est éteinte avec la défaite du (Cheikh El Mokrani) en 1871. Ainsi, l'historien (BARBOUR) prétend qu'entre 1884 jusqu'aux années (1920) de notre siècle, l'Algérie s'est calmée "du fait de son essoufflement" moral et physique. *(1).

Cependant, la présence d'une effervescence latente ou apparente suppose l'existence d'un mouvement d'opposition; il y a donc lieu de dire qu'entre 1881 et 1904, l'insurrection du Sud-Oranais déclenche un formidable état d'insécurité qui dure jusqu'au début du siècle. Comme d'ailleurs en 1890, le mouvement d'opposition contre l'établissement de l'état civil qui se forme dans les grandes tribus flittas, influentes dans les régions de Relizane, Mascara, Zemmora et une bonne partie de l'Oranie Chélifienne.

C'est également à partir des années 1890 que les conflits urbains prennent peu à peu le relais de l'effervescence rurale. L'état colonial tire la sonnette d'alarme : on peut lire l'inquiétude du pouvoir colonial à travers ses organes officielles (Jules CAMBON) gouverneur général de l'Algérie, écrit en 1892 : "dans la colonie, le pouvoir de la France est menacé."

---

* (1) BARBOUR, NEVY (ed) SURVERY of North west Africa (Maghrib) - London-Oxford Univercity Press - 1962 - 2è ed. p.215.

* (2) bis Noushi (A) naissance du Nationalisme Algérien Paris - ed.minuit 1962, p.29 s'accorde avec BARBOUR dans le sens où il conçois qu'entre 1871-1979 il n'y a pas d'opportion armée contre le pouvoir colonial .....

La presse coloniale enregistre les premières tendances autonomistes et xénophobes. * (1) Déjà, la " Vigie Algérienne" du 9 Avril 1891 signale l'effervescence algérienne lors de la visite de la commission parlementaire présidée par Jules Fery) venue expressèment pour débattre les problèmes algériens, profitant de la présence de la commission, en 1892, les algériens musulmans présentent une requête avec en tête d'importantes revendications" entre autre, la modification du système d'impôts, la représentation algéro-musulmane et le retour à la justice musulmane.

Ces revendications sont l'indice de la présence d'une réaction locale qui s'oppose aux injustices aux humiliations à la répression à tout niveau engendrée, entre autre, par le dit Code d'Indigénat.

Pourtant il faut attendre plus d'une décennie pour que les problèmes soient posés d'une manière plus affirmée, jusqu'à ce que la réaction violente représentée par les révoltes du XIXè siècle cèdent la place à une autre forme de lutte : celle des pétitions au niveau local, des démarches collectives intensives. etc..

Beaucoup de facteurs stimulent la réaction locale tels l'apparition d'une classe de Lettres Francophiles, parallèlement aux arabophiles, écrivains, journalistes.

La presse "indigène " (algéro-musulmane) joue aussi un rôle très important dans la canalisation de l'opinion.

---

* (1) à partir de 1895 .

Les réactions contre la consécration du régime répressif en 1902, les modifications du Code d'Indigénat en 1906, la révolte des "Jeunes Turques" et la crise marocaine de 1902 à 1908, puis la conscription militaire de 1911 et l'exode ou l'immigration massive, dont les causes et les conséquences sont importantes.

Citons au passage quelques unes des causes directes ou indirects.

(1) Les abus et les injustices de toutes sortes comme les confiscations des terres...

(2) Un système d'imposition excessif qui n'exclue pas même l'impôt religieux, à savoir l'achour et la zakat, et qui renfloue les caisses de l'Etat par des impôts "inventés" grâce au code d'indigénat : comme les droits de surveillance nocturne (poste de vigie).

(3) L' absence de liberté : l'instruction publique, puis les affaires religieuses que l'autorité coloniale décide de prendre en main en 1907. Elle confisque biens et terres awkafs (appartenant aux institutions islamiques) ce qui suscite l'indignation des algériens musulmans de toutes classes.
A cette date, un flux important se dirige vers le Maroc et la Tunisie.

(4) L' incitation provoquée indirectement par l'effet des échanges de journaux et revues ainsi que les correspondances entre les familles des immigrés et qui décrivent les libertés retrouvées en terre d'accueil.

(5) L'effet de la propagande orientale comme celle d'Abdulhamid II qui dénonce, depuis les années 80 du 19è siècle, le pouvoir colonial à travers la presse : le "Moayed" et le "Mohadjer". L'effet de la Djamiâa Islamia produit la même réaction.

(6) Ainsi, par familles entières, les algériens musulmans des départements de l' Est d' abord prennent le départ vers l'Orient : l' exode de Miliana en 1899 (vers la Syrie) et celle de Sétif en 1910 (Syrie).

(7) L'exode la plus importante réagit contre la conscription militaire en 1911. C'est en effet, "la goutte qui fait déborder le vase", beaucoup de familles perdent tout espoir après cette date, de croire à un meilleur avenir en Algérie. Ces familles encore très attachées aux valeurs traditionnelles et religieuses, ne supportent plus la situation ; elles vendent terres et biens et se dirigent en masse vers des terres d'accueil comme la Syrie, la Turquie, la France etc...

L'exode de Tlemcen *(1) est la plus importante, approximativement 1200 familles évacuent la ville . Sans compter celles des petits centres comme Turin (Babra) , Nedroma,Remchi et Sebdou (dans les environs de la ville de Tlemcen). * (2) La plupart se sont installés en Orient .

Dans leur terre d'accueil , les algériens musulmans ont eu tous les honneurs d'une part en leur qualité de "musulmans-moudjahidines persécutés par les chrétiens" et d'autre part par le climat favorable que leur a forgé la position symbolique de l'Emir Abdelkader en 1860 lorsqu'il offrit l'asile (" l'aman ") aux chrétiens arabes persécutés évitant ainsi le massacre de milliers de personnes . * (3)

En ce temps, les familles de l'Emir en comptent 3000 membres (estimation possible) Ces exodes massives suscitent l'inquiétude et le désarroi de l'autorité coloniale

La première réaction est de " boucler les frontières " et désormais entrées et sorties sont sous surveillance .

Deuxième réaction ,elle s'engage dans une véritable guerre psychologique et diplomatique avec les résidents des terres d'accueil. Elle investit l'effet de la presse et de la propagande pour les "tirer de son côté ".

Elle promet titres et médailles pour ceux qui oeuvrent pour la sauvegarde de l'honneur de la France , pour une meilleure opinion sur la colonisation . Pour cela , elle utilise comme appât la renommée des familles traditionnelles comme celles de l'Emir Abdelkader .

En 1911, elle organise une réception grandiose en l'honneur de l'Emir Omar, le fils d'Abdelkader et lui décerne le titre de Légion d'honneur . Du même coup,elle mobilise les médias de l'Orient et de l'Algérie pour faire croire ,par la sensation de l'évennement,que les hautes personalités et les familles algéro-musulmanes de renommée n'étaient point ennemis avec la France !.

---

* (1) GAUTIER (Robert) " De l'exode de Tlemcen à la loi Jonart " 1912 - 1919 , Janvier 1964 page 128 .
(.. par la route de Mellila au Nord du Maroc,ont pris le bateau vers l'Orient...)

* (2) MARCHAND (H) " L'exode des musulmans algériens " Q.D.C Janvier 1912 - page 86

* (3) L.F KHAWAN (René) " ABDELKADER = lettre aux Français " traduction integrale sur les manuscrits originaux - Ed.Phebus Sep.1977

Inversons la question .Etaient ils ses amis ?
Quant à ceux qui ont préféré immigrer vers la France - entre 1900 & 1914 - ils se sont installés d'abord dans les grands centres d'embauche comme Marseille ,Pas de Calais et Paris .

Ils ont retrouvé le dynamisme d'une vie nouvelle . Quoique incomparable à celle vécue par leurs corréligionnaires en Orient ,à savoir, l'écart des mentalités, des langues et des traditions. En revanche,ils avaient libre accès aux moyens d'instruction et d'expression .

Au mépris d'un sombre passé imposé jadis par un dit code d'indigénat , ces pionniers de l'immigration en France s'engagent déjà dans la politique et la lutte contre le colonialisme .

Une réaction positive qui mûrit avec les expériences naissantes ; la guerre de 1914 - 1918 et les mouvements révolutionnaires dans le monde .

Déjà ,à partir de 1911, les démarches locales (dans le département d'Oran) sont significatives , comme dans le cas des habitants de Tlemcen dont les démarches collectives aboutissent à la signature des pétitions contre la conscription militaire et la présentation du manifeste " Jeune Algérien " (à l'image des " Jeunes Turques") dont le programme pose le problème en termes clairs et précis : l'extension de la représentation locale ,la modification du système fiscal et l'abolition du système répressif .... * (1)

Pour revenir au système répressif, facteur déterminant dans la réaction locale on s'accorde à penser que la répression ressemble souvent à un acte de vengeance * (2) dont l'outil efficace est le code d'indigénat.
Un code qui suscite la critique sur bien des points, précisément compte tenu de son applicabilité . * (3)

---

* (1) AZOULAY (Elie Edmond) " De la condition politique des indigènes musulmans d'Algérie - essai critique sur la loi du 04 Février 1919. Année 1921 - page 20 .

* (2) AGERON (Ch. Rob) " les algériens musulmans et la France - 1870 - 1919 / page 24 .

* (3) Séverement critiquée par des juristes de l'époque coloniale . BACHMANN , KLEIN , MARNEUR , etc .....

Souvent l'administration coloniale " provoque" * (1) l'arrestation et l'incarcération de personnes jugées gênantes , dangereuses ou compromettantes en leur "collant" sur le dos un délit quelconque correspondant à une infraction du dit code d'indigénat .

Le port d'armes illégal par exemple,sachant qu'une majorité d'algériens musulmans possède une arme ancienne ..... * (2) ou la rebéllion ou dans le pire des cas vagabondage constitue le délit adéquat * (3) .

Jugeons par ce simple exemple :

- En Mai 1893 ,dans la subdivision de Tlemcen, cercle de Maghnia, les nommés (Ahmed Ben Mokadem,Slimane Ould Goudari) sont condamnés à 15 jours de prison pour portt d'arme illégal .Tandis que du même groupe ,(Embarek ould Ameur , Mohamed Ould Embarek sont condamnés à 2 mois de prison pour vagabondage et port d'arme illégal .

Par ailleurs , (Embarek Ould el Bachir , Kaddour Ben Mellouk,Mohamed Ould Mostapha , Mohamed Ould Kaddour des Beni DRAR (tribu frontière Maroc) et mâaziz (tribu du sud de Tlemcen) sont condamnés pour le même délit à des peines différentes respectivement à 2 mois,4 mois, 5 mois et 2 mois de prison . Pourquoi ? sont ils jugés selon leur catégorie de classe ? Sachant que l'administration coloniale intitule leur dossier de détention ainsi : "état nominatif des indigènes inscrits dans les 1er ,2e,4e, et 5e catégories et ceux de la 3e. (notables) autres que les chefs indigènes " * (4) ils sont ouvriers et Khamas.

Il semble , par contre que leur condamnations sont motivées par les soupçons qui pèsent sur un ou deux membres du groupe , à savoir leur "complicité" avec le bandit d'honneur opérant dans la région à cette époque (1893-1895) (Moussa Ould Mellouk) * (5)

---

*(1) le terme revient dans différents rapports de l'administration .
C.f *Rapport du carton 1J 27, pièce n° 1699 , " provoquer l'internement.....*

* (2) Rapport de la séance du 1er. Mai 1901 sur la sécurité en Algérie .
Bulletin de la réunion d'études algérienne - 1901, 1902 n°3 n° 4 page 209
(" les algériens musulmans ont plus d'armes que les colons .....")

* (3) MATHIEU (Georges) Les Juridictions représsives en Algérie .
Année 1908 - page 5 .

* (4) Cf. dossier du carton 62 J12 Sub. Tlemcen,Cercle Maghnia (1860-1895)

* (5) C.f Section V sur le Banditisme .

CHAPITRE DEUXIEME

Si les colons avaient libre accès à tousles moyens d'expression légale, comme la presse, la représentation locale ect..., * (1) ce n'était guerre le cas pour les Algériens musulmans. Ce qui explique en partie que l'opposition violente soit leur ultime recours durant une bonne partie du .

Puis, peu à peu, les anciennes contestations se convertissent en une autre forme d'opposition : la revendication "légalisée" comme celle représentée par la requête, le recours judiciaire, le folklore (poésie et chant populaire par exemple).

Ainsi, dans cette partie, nous abordons les éléments suivants :

Opposition légale :

A/ la requête :

a) collective : démarches du groupe Djemâa, notables, marabouts (tholbas).

b) individuelle : poète et troubadour, mokadem de zaouia et l'écrivain public.

B/ le recours judiciaire.

C/ personnages du mokadem de zaouia, poète, troubadour...

D/ Rôle de l'instruction scolaire

---

* (1) EMERIT (Marcel) "l'état d'esprit des musulmans d'Algérie de 1847-1870 Avril-Juin 1960. p.103.

A/ LA REQUETE

(ou l'émergeance d'un autre type de relation administration-administrés).

La regression des moyens et possibilités d'instruction, et l'ignorance des masses de la langue française, constitue une pression de la part des coloniaux, car qui compte entrer dans les rouages de l'administration française, doit le faire par son moyen d'expession. La langue française devient un facteur déterminant dans le "jeu". Pour les collectivités algéro-musulmanes, la requête est le seul témoignage écrit abordant des revendications, des vexations, dénonciations à tous les niveaux. De là apparait le rôle de l'homme lettré francophone et de l'écrivain public; intermédiaire entre l'administration coloniale et ses sujets.

REQUETES DES COLLECTIVITES :

Dans les démarches collectives, ce sont les notables, les tolbas, la djemâa qui tentent de résoudre les problèmes en affrontant l'adminisration, se faisant le porte-parole d'un individu ou d'une collectivité locale apparentée par les liens de sang ou par affiliation confrérique. * (1)

Voici quelques exemples :

En 1887, le bandit d'honneur (Ramdan Ould Douaïa des Akderma (est arrêté. C'est la Djemâa constituée de gens influents de la tribue tra qui fait les démarches en vue de son acquittement. Son dévouement pour sa tribue et à la cause du cheikh Bouamama, lui voue cet honneur; quoique considéré comme "personnalité dangereuse" par des compomissions politiques (alliance à Bouamama et, son différent avec le nouveau Caïd de la tribue (allié de l'administration).
Ma Djemâa obtient gain de cause ..

---

* (1) C.f L'appelant est admis à présenter sa défense en personne à se faire représenter par un membre de sa famille ou l'un des "Kbars",Djemâa de son douar ."
MARNEUR (François) "L'indigénat en Algérie" année 1914 - page 44.

Autre exemple, lors de l'application du décret du 23 Mars 1882 sur l'état civil dans la commune mixte de Zemmora, la réaction revendicatrice des Flittas ,et représentée par un groupe de tholbas (hommes religieux) de la même tribu ,qui dès la publication du premier arrêté concernant l'état civil, ils établissent une requête en signe de protestation,décrétant que "cela est contraire à la religion et qu'ils refusent de porter des noms comme "Djouni", "Chico" ou "Pépé " .... Par ailleurs , quelques lettrés (bilingues) dénoncent l'action coloniale : les noms patronymiques sont respectés dans le caractère arabe mais travesti dans le texte français. L'influance du groupe (Djemâa) est si importante dans l'opinion collective , qu'elle est "sollicitée" par l'administration de la commune mixte de Zemmora afin de "mettre fin à cet affrontement ".

C'est par voie de presse locale et précisemment par "El Mobacher" qu'est traduit un arrêté du gouverneur général rectifiant " le travail d'un commissaire-enquêteur parceque certains noms patronymiques n'étaient pris de l'arbre généalogique de chaque individu reçencé " * (1)
C'est par le biais des notables que l'administration exerce les pressions sur les populations dans le but de les "raisonner " .

L'enjeu est plus grand et l'affrontement peu affirmé quand il est litigé par le problème de la terre .

Jusqu'au début de notre siècle, les démarches collectives (Djemâa) sont effectives comme il est le cas en 1907 dans le territoire des Flittas quand une fraction de la tribu est soumise à la confiscation des terres au profit de la colonisation : village chouala et la ligne de chemin de fer Relizane - Prevost-Paradol - zemmora .

C'est la Djemâa , encore, qui prend l'affaire en main , en affrontant directement l'administration .Cependant,dans son attitude négative et déconcertante, l'administration coloniale leur donne rarement satisfaction; plus encore ,elle tente toujours de s'en servir, de tirer profit de leur influance pour faire pression sur les populations .

Remarquons , par ailleurs, que le rôle de la Djemâa varie selon la région.

---

* (1) Dossier n° 1971 Carton 11 H 21.

Ainsi, par exemple, dans l'actuelle Grande Kabylie , ses responsabilités sont plus grandes.Jusqu'à nos jours, elle gère la vie sociale d'une majorité de familles . C'est à elle que revient la décision dans les problèmes familiaux : mariages , divorces... ou encore , de fixer annuellement le pourcentage des impôts (Achour...) sur les récoltes .

B. / LE RECOURS JUDICIAIRE

Les requêtes individuelles, nombreuses et variées prennent place , elles aboutissent fatalement au recours judiciaire.
La "chikaya" devient alors pratique courante malgrés tout ce qu'elle déclenche comme démarches auprès des autorités judiciaires et les risques encourus par guêmendeurs (rejets, amendes,emprisonnement .....)

L'affrontement opposant les particuliers ou administrateus administrés , nécessite souvent des procès longs et coûteux pour les appelants.
Cependant , le recours judiciaire incarne le modele de résistance légale par lequel les particuliers n'hésitent pas à investir efforts et fortune afin de sauvegarder leur patrimoine . Parallelement , par d'autres moyens , un autre canal d'expression , ils dénoncent les entraves de l'administration judiciaire.
A travers le personnage d mokadem de zaouia , le troubadour, le poête et l'écrivain public se perpétuent de nouveaux acteurs de résistance .

C. / D'AUTRES AGENTS DE L'OPPOSITION :

Jusqu'au début du siècle, le mokadem de zaouia,le poête,le troubadour puis l'écrivain jouent un rôle important dans l'éveil de la conscience collective.
C'est par eux et à travers leur personnage que se perpetue la tradition orale de génération en génération comme par le personnage du "bandit d'honneur" l'esprit de l'héroisme .

Le rôle de la poésie populaire est esscntif partout,dans les cafés ou les souks (marchés) pendant les fêtes familiales et religieuses, le poête et le troubadour (qui parfois ne font qu'un) les "discurs" d'histoires attirent autours d'eux une foule qui s'offre dans ce spectacle le plaisir d'oublier pour un instant les difficultés de la vie quotidienne . Ainsi ,aller au souk ,devient un événement captivant . Le "discur" d'histoire manifeste l'attention populaire .
Il raconte en prose ou en vers l'épopée des temps anciens,des glorieuses batailles des ancêtres et pour terminer ses récits, il cite le pouvoir divin dans l'accomplissement de la délivrance . * (1)

---

* (1) Cf. carton 1J65 A.O.M

Ce n'est pas un hasard si les souks sont des lieux d'effervescence, le théâtre des rixes et échanfourées entre étrangers et algériens-musulmans . Les incitations que stimule justement l'expression orale (récits chantés) de ces personnages mystiques y sont pour quelque chose.

De là naît l'inquiétude et la méfiance de l'autorité coloniale pour qui, ces personnages sont tous suspects "pour agissements politiques".
Les exemples sont nombreux * (1) . Les archives nous ont révélé quelque uns de ces noms "d'individus dangereux ", comme celui du nommé (Moulay Tahar Ben Mohamed, descendant de sidi Ahmed Ben Youcef (Marabout) venu du Maroc qui est né dans la zaouia des Ouled Aissa près de Fez et chaque année il accompli une sorte de pélerinage sur le tambeau de ses ancêtres à Miliana .
En même temps il profite de l'occasion de son passage dans la région de Ghouban , tribu des Beni Bousaid (cercle de Maghnia) pour exposer "la triste *situation où se trouvent les musulmans qui subissent le joug des chrétiens*, et que l'heure de la délivrance a sonné et qu'il faut se munir de poudre et de plomb pour se joindre aux frères de l'est et l'ouest . * (2)

Autre exemple, en Mars 1887 dans le cercle de Ain Sefra, l'autorité coloniale *arrête quatre algériens musulmans. Délit : "vagabondage et incitation à la révolte"*
Ce sont les nommés (Mohamed Ben Goudari) et (Mohamed Bou Mediènne) venus des tribus Hamyans et (Bou Charef) et (Hamadi Ould Ali) venus des tribus Amour.

En fait ce sont des "troubadours", qui chantent au sons des bendirs (ancien instrument musical populaire utilisé pour le son tam-tam) invoquant la "baraka" des marabouts comme celledu cheikh Abdelkader (zaouia Kadiria) et de Sidi Abdesselem dans ces termes : "la pluie est arrivée, la délivrance est arrivée, Dieu a décrété la guerre sainte ..... " * (3)

Les quatres algériens musulmans sont donc arrêtés et conduits au bureau arabe *d'Ain Sefra .L'autorité suggère à leur insue une détention de 2 mois à la prison* de Bou Khanéfis (Sidi Bel Abbès).

Remarquons que le personnage de troubadour ici se substitue à celui du *Mokadem d'une zaouia ,la Kadiria par exemple .Il doit parcourir le pays pour* la ziara (la quête) au nom du Marabout, prêchant partout la révolte .
Remarquons également que la plupart des Mokadems -quêteurs ont toujours *été considérés comme des vagabonds et toutefois que les circonstances le* "permettent" l'administration leur applique les lois du droit commun ....

---

* (1) Cf. Carton 1 J 27
* (2) Cf. Carton 1 J 65 A.O.M
* (3) Cf. Carton I J 27 A.O.M intitulé :"Police,justice,desertion dans la région de Mascara de 1887 à 1888 .

D / ROLE DE L'INSTRUCTION SCOLAIRE :

Il est difficile d'étudier les différentes réactions locales uniquement à partir des archives françaises . Le choix de la documentation pose un problème .Des études élaborées d'idéologues français ne déterminent pas toutes les réactions socio-culturelles et nous éclairent encore moins sur les modes de résistances sociales

Si nous prenons l'exemple de l'instruction scolaire dans la réaction des autochtones les archives nous révèlent quelques noms de lettrés algéro-musulmans :
Mohamed Ben Rahal est un contemporain de l'application du système scolaire . Son étude , son activité qui couvre une longue période (1886 - 1925) ainsi que son personnage , sont à différents titres interessants .

Ben Rahal est né à Nedroma le 16 Mai 1857 dans une famille traditionnelle aisée ; il fait patie des grandes figures politiques et culturelles du département d'Oran . Notable mais indépendant , il est d'abord formé à l'école française ; il fréquenta des personnages importants de la colonisation comme LIAUTEY et Jules FERRY , tout en restant un farouche adversaire de l'assimilation et un fervent défenseur de la religion musulmane et de la langue arabe . Il n'est ni ce que l'on appelle un "vieux turban" ni un " assimilé " . Il représente, par son personnage , une réaction nouvelle allant dans le sens du dialogue mais pas l'intégration .

Il préconise le renouveau d'une société algérienne qui doit conserver son identité , ses valeurs dans le cadre socio-culturel pré colonial (tout en profitant de ce qui a fait la puissance de la France) .

Ben Rahal est un musulman pratiquant * (1) mais aussi un intellectuel "moderniste " *(2) Avec lui , on assiste à une nouvelle forme de revendication anti coloniale - Résistance ou dialogue ?.

Nous ne croyons pas avancer un paradoxe en repérant une phase transitoire entre celle de la " résistance - refus " caractérisé par les réactions au 19 e. siècle , les mouvements insurrectionnels , les mouvements sporadiques de violences.(banditisme d'honneur) et les mouvements d'immigration , et celle de la " résistance - dialogue " signifiée par l'émergence de nouvelles formations politiques , culturelles et syndicales .

---

* (1) adepte lui même d'un islam confrérique puisqu'il a été moquadem de la zaouia *soulaymania et Kaddouria de Mostaganem après avoir été membre de Derkaoua*

* (2) Il permit l'instruction de ses filles , il est partisan de l'instruction féminine .

Entre 1886 et 1925 , Ben Rahal Pose clairement le problème de l'instruction des algériens musulmans, à travers ses écrits * (1) , on constate les étapes de ses démarches. Selon lui ," jusqu'a la première guerre mondiale , les algériens - musulmans ne demandent pas l'instruction " .

Ce refus est il motivé par le maintien des valeurs culturelles traditionnelles pré coloniales ? . En fait , ce refus n'est pas systématique : en tenat compte de deux réactions différentes des couches sociales ; l'une incarnant une résistance passive à la scolarisation (la masse rurale) l'autre partisane de l'école coloniale , parcequ'elle est "intégrée" au système capitaliste (la bourgeoisie commerçante et agraire) ou à l'appareil colonial (les représentants de l'ordre colonial tels que les fonctionnaires, les caids etc .)

La scolarisation est l'un des objectifs de la colonisation " la première conquête de l'Algérie a été par les armes (....) la seconde a consisté à faire accepter notre administration et notre justice, la troisième se fera par l'école " déclare Alfred RIMBAUD * (2)

Cependant , l'implantation de l'appareil scolaire colonial débouche sur un ensemble de *contradictions* :

- l'application de la loi de 1883 (Laïcité, gratuité et le sens obligatoire de l'instruction) pose la question de la restructuration de l'appareil scolaire conditionné par la destruction du système traditionnel , voir le caractère religieux-confrérique de l'instruction .(ce qui veut dire la fermeture des zaouias ou écoles coraniques)

Dans cette perspective, le débat est ouvert .

Le notable et l'intellectuel oranais Ben Rahal remet en cause la loi de 1883 et propose le maintien de l'enseignement traditionnel (en s'appuyant sur le rôle primordial de la langue maternelle : l'arabe . Il sollicite le soutien financier de la part de l'enseignement supérieur puis l'intervention aux délégations financières sur l'enseignement de la langue arabe * (3)

---

* (1) series d'articles relevés à partir de 1886 dans le bulletin de la société de *Géographie d ' Oran*

* (2) cité par COLONNA (Fanny) " Instituteurs algériens 1883-1939" O.P.U Alger 1975 Page 24.

* (3) A travers ses différents articles parus dans le bulletin de la société de Géographie d'Oran : 1887, 1892 ... et 1921 , 1925 .

Dans l'itinéraire de Ben Rahal , bien d'autres lettrés oeuvrent pour un même idéal . Trés attachés aux valeurs traditionnelles , avec un penchant moderniste, ils sont désormais les principaux acteurs du changement .

Assurant le trait d'union entre l'Administration coloniale et ses sujets , ils agissent par le biais du dialogue, et c'est dans cet esprit qu'ils s'imposent ; ils dénoncent ouvertement mais dans la légalité , les violences et les abus de l'administration coloniale en utilisant son propre outil de communication (la lague française) ainsi que ses propres canaux d'expression (presse, brochures, commissions, délégations, meeting ...)

Ils plaident pour l'amélioration des conditions des algériens musulmans .
Si l'insécurité du XIX è siècle se convertit au début du XXè siècle en accalmie momentannée, c'est parce que la volonté des algériens musulmans s'investit dans une phase de résistance - dialogue avec l'ultime conviction du renouveau ou de *l'amélioration* .

Dès lors , l' accalmie succède à la violence et pour un temps au moins , la carabine cède la place à la plume .

ORAN - ALGERIE

* ARCHIVES DE LA WILAYA D'ORAN
* SOCIETE DE GEOGRAPHIE et D'ARCHEOLOGIE d'ORAN
* OUVRAGES PERSONNELS

PARIS

* BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE PARIS
* BIBLIOTHEQUE DE DROIT " CUJAS "
* BIBLIOTHEQUE DE GEOGRAPHIE St JACQUES
* BIBLIOTHEQUE DE " BEAUBOURG " CENTRE POMPIDOU
* ARCHIVES MILITAIRES DE VINCENNES

AIX EN PROVENCE

* ARCHIVES D'OUTRE-MER

SOCIETE DE GEOGRAPHIE et D'ARCHEOLOGIE d'ORAN

- BAUDE (Le Baron) " L'ALGERIE " Cote 3784 BSGAO
- SABATIER (Camille) " Les Difficultés algériennes -La question de la sécurité - insurrections -Criminalité " 1 Volume - 63 Pages Ed 1882 Alger Cote 3579 BSGAO
- VOLMOI " Les problèmes de la colonisation "
  1 Volume Ed 1909 Paris Cote 4764 BSGAO
- PIQUET (Victor) " Les réformes en Algérie et les Statuts indigènes "
  1 Volume Ed 1919 Paris 202 Pages Cote 2675 BSGAO
- BRUNET (Camille) " La Question indigène en Algérie "
  1 Volume Ed 1906 Paris 290 Pages Cote ..... BSGAO
- REVOIL (Paul) " Les tribunaux repressifs et la question indigène en Algérie "
  1 Volume Ed 1903 Paris Cote 1191 BSGAO
- DEMONTES (Victor) " La sécurité en Algérie "
  Ed . 1906 Cote 1290 BSGAO
- TABET (Elie) " Situation économique des indigènes et les moyens d'y remedier "
  Ed. 1899 ORAN Cote 4729 BSGAO
- DEMANGEAT (Lucien) " La sécurité agricole en Algérie "
  Ed. 1901 94 Pages Cote 1184 BSGAO
- PAOLI (Louis) " La main d'oeuvre pénitentiaire en Algérie "
  Ed . 1900 Cote 1184 Bis BGSAO
- GENTIL (Louis) " L'insécurité actuelle dans le sud Marocain "
  Ed . 1907 Cote 1290 BSGAO
- GENTIL (Louis) " Les pouvoirs disciplinaires des administrateurs dans les communes mixtes de l' Algérie " Ed . 1912 Cote 1184 Bis BSGAO
- FLANDRIN (Eugène) " Les tribunaux repressifs indigènes en Algérie "
  Ed . 1904 Cote 11184 Bis BSGAO
- LARCHER (Emile) " Les tribunaux repressifs en Algérie "
  Ed . 1902 Cote 1184 Bis BSGAO

- HUGOLIN " Le banditisme en Algérie "
  1 Volume Ed . 1896 Mostaganem 191 Pages Cote 2963 BSGAO
- DOBRENN " L'apport économique de l'Algérie pendant la guerre "
  1 Volume Ed . ..... ORAN Cote 3584 BSGAO
- Brochures : Comité National d'étude des questions algériennes
  " état d'esprit actuel des indigènes dans les colonies des différents pays "
  Ed . 1928 Cote 3751 BSGAO
- Commission d'étude des questions algériennes :déposition du 14 Mai au 20 Juillet 1891
  1 Volume Cote 3670 BSGAO

ARCHIVES DE LA WILAYA D'ORAN

- PEYRAT (J.) " Les Franchises indigènes "
  Ed 1920 Alger *Cote A / 1465 (2)*
- AUMERAT (Félix) " Etude sur la question indigène en Algérie sécurité , administration communale et la colonisation " *Ed 1902 Orléanville Cote 1469 (18)*
- EON (M.) " Les indigènes devant la loi et les juridictions repressives "
  Ed. 1892 PARIS
- MARSHAL (L.) " La sécurité en Algérie "
  Conférence au congrés des agriculteurs algériens - Ed 1898 ORAN
- COLIN " Quelques questions algériennes : banditismes , sécurité "
  Ed . 1900 PARIS
- DEMANGEAT (L.) " Le vagabondage et la mendicité en Algérie "
  Ed . 1899 ORAN (*Revue pénitentiaire*)
- DEMANGEAT (L.) " La sécurité agricole en Algérie "
  Ed . 1901 ORAN (Bulletin de la réunion des études africaines)
- VOILOT " L'insurrection des oueled sid Echeickh "
  Ed. 1906 ORAN (Revue Africaine année 1879 à 1906)
- DAHMANI Mohamed Arab : " Banditismes social et révoltes populaires en Algérie "
  (de 1912 à 1921 et de 1934 à 1939) - Mémoire de maitrise Cote 414
- PAOLI " La sécurité en Algérie "
  Ed. 1894 (Article paru dans la France Judiciaire de 1894)
- MERCIER (Ernest) " La question indigène en Algérie (au commencement du XXè. siècle "
  Ed. 1901 (revue d'études africaines de 1901)
- MERCIER (Ernest) " L'Algérie en 1880 "
  1 Volume 280 Pages Ed. 1880 PARIS Cote 3076
- HUGOLIN " Le banditisme en Algérie "
  1 Volume 191 Pages Ed . 1896 Mostaganem Cote 2863
- TIRMAN " Etat de l'Algérie de 1880 à 1881 "
  Ed . à Alger 1881 1 Volume 93 pages Cote 26
- GUY (Alfred) " Les famines périodiques en Algérie et les moyens d'y porter remede "
  Ed. Paris 1893 1 Volume 19 pages Cote 910 .

- MICHON (E) " Un peu de l'âme des bandits "
- MAUNIER (R) " Leçon d'ouverture d'un cours de sociologie algérienne " Ed. 1922 1 Volume 96 pages Cote 64 per
- DEMONTES (L) " La sécurité en Algérie " *Ed 1906* Cote 41 per
- Bulletin de réunion d'études algériennes " - Compte rendu des séances de Mars et Mai 1901 et 1902 *sur l'insécurité en Algérie - Cote 38* per
- Bulletin de réunion d'études algériennes " Conseil supérieur , les "rapports de Mr BELLEMARE et POMPEI à la session de Novembre 1881, de Mr BEZY session Novembre 1889 et de Mr BLOCH session de Novembre 1889 et de Mr FLANDRIN session de Décembre 1890 puis 1899.(sur l'insécurité)
- Bulletin de réunion d'études algériennes " Délégation financière rapports de Mr BOUCHE session des colons , de Mr MARTIN aux non colons et de MUSTAPHA Hadj Moussa aux indigènes session de Décembre 1898
- Bulletin de réunion d'études algériennes " Travaux de la commission inter-départementale de la sécurité à Alger Décembre 1893
- Bulletin de réunion d'études algériennes " Congrès des Agriculteurs algériens session de 1897
- Bulletin de réunion d'études algériennes " Rapport de Mr ISAAC Alex , sur le thème Justice française *et musulmane , police* et sécurité séance du 28 Février 1895 .
- DOUEL " Un siècle de finances coloniales 1830 à 1930 " Instructions financières " Ed. Paris 1930 ... Cote A 518
- ARMAND (Félix) " Les luttes révolutionnaires de 1848 à 1851 " Ed Pub Paris 1948 *Cote A752*
- ARON (Robert) " Les origines de la guerre d'Algérie " Ed . Paris 1962 Cote A 1864
- LARCHER (Emile) " Les tribunaux répressifs indigènes et les administrateurs jugés de simple *police dans les communes mixtes* d'Algérie " Ed. Alger 1902 Cote A 1489 (10)
- SABATIER (Camille) " La Question de la sécurité : insurrection -criminalité " Ed. Alger 1892 *Cote 1491 (10)*

OUVRAGES PERSONNELS

- NOUSCHI (A) "Histoire , le commentaire de textes et documents historiens *Fernand Nathan Paris 1969 164 Pages (pour orientation & méthodologieque)*
- VEYNE (Paul) " comment on écrit l'histoire" Ed. Seuil Paris 1971 343 Pages (méthodologie)
- BOUVIER AJAM (Maurice) " Essai de méthodologie historique " *Ed. Paris 1970 100 Pages*
- DHOQUOIS (Guy) " Pour l'histoire , essai critique de méthodologie " *Ed. Paris 1971*
- MIETTE (Roland) " les prenisses de l'insurrection algérieènne " Ed. Paris 1969
- LECOCQ (André) " les débuts de la colonisation dans la subdivision de Tlemcen 1842 - 1870 " *Ed. ORAN 1941 340 Pages*
- LECOCQ (André) " Tlemcen , ville française " Ed. Tanger 1940 221 Pages
- HOBSBAWRON (Eric) " Les bandits " *Ed. Pub Paris 1972*
- SARI (Djillali) " l'insurrection de 1881 à 1882 " Ed. Alger 1981
- SARI (Djillali) " le désastre démographique de 1867 - 1868 " Ed. Alger 1980
- AGERON (Charles Robert) " les Algériens musulmans et la France (1871-1919) Ed. Paris 1968
- ADDI (Lahouari) " De l'Algérie précoloniale à l'Algérie coloniale " *(économie* et société) Ed . SNED Alger 1985
- MAHFOUD KADDACHE & SARI Djillali " L'Algérie dans l'histoire (la résistance politique 1900-1954) " Ed OPU Alger 1989
- CHRLIER (Omar) FANNY COLONNA , Abdelkader Djeghloul & Korso Md. " Lettrés, *intellectuels et militants en Algérie 1880 à 1950* " Ed. OPU Alger

- BESSIS (Juliette) " La méditerranée fasciste "
Publication de la Sorbonne - Paris KAUTHALA 1981 303 Pages
- LACOSTE , NOUSHI et PRENANT : " L'Algérie , passé et présent "
Ed . Paris 1960
- Docteur ABOU ELKACEM SAAD ELLAH
" Recherches et impressions dur l'histoire d'Algérie " (en Arabe)
Tome 1 Ed. Alger Juillet 1981
- Docteur ABOU ELKACEM SAAD ELLAH
" Histoire d'Algérie moderne , début de colonisation " (en arabe)
Ed. Alger 1982
- DROZ (Bernard) " main basse sur les terres "
Revue " Histoire " N° 140 de Janvier 1991
- EGRETAUX (Marcel) " Réalité de la nation algérienne "
Ed. Paris Mars 1961
- DEMENDJIAN (Geneviève) " La crise anti-juive oranaise 1895-1905,
l'antisémitisme dans l'Algérie coloniale , *histoire et perspectives méditerranéennes*"
Charmatan - 1986
- YACONO (Xavier) (entièrement photocopié)
" *La colonisation* des plaines du chélif " Tome 1
Imprimerie Hubert Alger 1955
- SIARI OUNASSA TENGOUR " Les populations des communes mixtes de
l'arrondissement de Bône de la fin du XIX é siècle à 1914, *essai d'histoire sociale*"
Thèse de Doctorat 3é cycle Paris 7 Jussieu
- DEMONTES (Victor) " L'Algérie Agricole " (Photocopié entièrement)
Collection du *centenaire de l'Algérie 1830-1930 Librairie* Larose
- TINTHOIN (Robert) " colonisation et évolution des genres de vie dans la région
ouest d'Oran de 1830 à 1885 - étude de géographie & d'histoire coloniales
- BERNARD (Augustin) & FICHEUR (Emile (Photocopié)
" les régions naturelles *de l'Algérie* "
Librairie colin Paris 1902
- BERNARD (Augustin) " Enquête sur l'habitation rurale des indigènes de
l'Algérie" - Ed. Alger 1921

- Cahiers G.R.E.M.A.M.O "
Genèse du nationalisme algérien , grèves en méditerranée maghrébine " .
Publié avec le concours de Paris 7 Jussieu et de la revue "Parcours" 1986

- LAFFONT (Pière) " histoire de la France en Algérie "
Librairie Plon 1980 .

ARCHIVES DE LA BIBLIOTHEQUE CUJAS

- DUBOIS (Etienne) " les tribunaux répréssifs indigènes en Algérie "
  Ed . Alger 1904 Cote 45 0 30 tome 92 - Année 1904
- AZOULAY (Elie Edmond) " de la condition politique des indigènes musulmans d'Algérie " Ed . Alger 1921 Cote 45 0 58 tome 34 Année 1921
- BLEU (Hayem) " la propriété des colons en Algérie "
  Ed . Paris 1894 Cote 45 0 30 Tome 14 1894
- BENICHOU (Gaston) " la justice répressive des infractions de droit commun par les indigènes " Ed. 1928 Cote : ?
- BRESSY (Henri) " l'ouvrier algérien et les lois ouvrières françaises, étude de l'applicabilité en Algérie " Ed. Paris 1908 Cote 45 0 59 tome 9 1908
- ADRIEN (Jacques) " du régime de l'expropriation pour cause d"utilité publique en Algérie " Ed. Paris 1901 Cote 45 0 59 tome 85 1901
- GUIU (Jean) " la situation internationale de la France en Afrique "
  Ed. Toulouse 1906 Cote 45 0 58 tome 68 1906
- SIMIAN (Marcel) " les confréries islamiques en Algérie "
  Ed . 1910 Cote 45 0 30 tome 76 1910
- RINGEL (Albert) " les bureaux arabes de Bugeaud "
  Ed . Paris 1903 Cote 45 0 59 tome 8 1903
- MARNEUR (Francois) " L'indigénat en Algérie, considérations sur le régime et critique des réformes ." Ed. Paris 1914 Cote 45 0 59 tome 3 1914
- THINIERES (Felix André Charles) " Le régime de repression ...."
  Ed. 1928 Cote 45 0 58 tome 64 1928
- AUMONT (de Thierreville) " du régime de l'indigénat en Algérie "
  Ed. Paris 1906 Cote 45 0 59 tome 76 1906
- MATHIEU (Georges) " les juridictions répressives en Algérie "
  Ed . Paris 1908 Cote 45 0 58 tome 44 1908
- KLEIN (Georges) " de la condition juridique des indigènes d'Algérie ....."
  Ed. Paris 1906 Cote 45 0 30 tome 54 1906

- PUISTIENNE (Georges) " les tribunaux répressifs en Algérie "
Ed . Paris 1905 Cote 45 0 59 tome 37 1905

- RENOUARD (Jean) " le régime des terres en Algérie et le decrêt du 13/09/1904"
Ed. Paris 1907 Cote 45 0 58 tome 67 1907

- BACHMANN (Paul) " de la condition des personnes en Algérie en droit Français"
Ed. Nancy 1894 Cote 45 0 58 tome 13 1894

- JUVING (Alexandre Alfred) " Le socialisme en Algérie (les années 1920 "
Ed. Alger 1904 *Cote 45 0 58 tome 42 1924*

- Bulletin Officiel du Gouvernement Général de l'Algérie
Alger 1891 - 1926 (5 périodiques) Cote 45 2 99

- PELLEGRIN (Henri Pièrre) " Le statut de l'Algérie "
Ed. Alger 1948 *Cote 45 0 58 1948*

- BIGOT (P) " Aliénation des biens des incapables "
Ed. 1887 Cote 45 0 30 1887

- MUSSINI (Gilbert) " La sécurité sociale en Algérie "
Ed . Alger 1950 *Cote 45 0 58 1950*

- POISSIN (H) " éssai sur l'histoire des juridictions criminelles en Algérie "
Ed. Paris 1899 Cote 45 0 30 tome 47 1899

- ROTH (Roger) " La réforme des pouvoirs publiques en Algérie "
Ed Paris 1936 Cote 45 0 30 tome 36 1936

- AZOULAY (Elie Edmond) " de la condition politique des indigènes musulmans en Algérie - essai critique de la loi du 4 Février 1919 "
Ed. 1921 Cote 45 0 58 tome 34 1921

- FONTAN (Auguste) " l'organisation judiciaire française de l'Algérie "
Ed. Toulouse 1924 Cote 45 0 58 tome 19 1924

- ARCHIE (Ch) " condition juridique des indigènes d'Algérie "
Ed. ? *Cote 45 0 30 tome 78*

- REMION (Philipe) " les tribunaux répressifs indigènes en Algérie et leur supression"
Ed. 1934 Cote 45 0 30 tome 83 année 1934

ARCHIVES " CENTRE POMPIDOU - BEAUBOURG "

- EGRETAUD (Marcel) " réalité de la nation algérienne "
Ed . mars 1961 *Cote 961-23-EG*

- Julien (Charles André) " Histoire d'Algérie contemporaine " conquête et colonisation
Ed . Mayeus 1979 *Cote 961-23-Hol*

- HEDUY (Philipe) " L'Algérie française
Ed . Nancy 1980 Cote 961-23-Hed

- HUSSO (Frédéric) " l'Algérie des souvenirs "
Ed . Paris 1976 *Cote 961-23-Mus*

- DUCHEMIN (Jacques) " Histoire du F.L.N "
Ed . Moyeus 1962 Cote 961-23- Duc

- VATIN (Jean Claude) " l'Algérie , politique ,histoire et société "
Ed . Paris 1972 *Cote 961-23-Vat*

- MADIOT (Yves) " Droits de l'homme et libertés publiques "
Ed . 1976 Cote 350-8- Mad

- ARON (Robert) " les origines de la guerre d'Algérie "
Ed. Paris 1962 Cote 961-23-Aro

- GAUTIER (M) " l'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930 "
cahier du centenaire de l'Algérie Cote 961-23-Gau

- GERMAIN (Roger) " la politique indigène de Bugeaud "
Ed. Paris 1955 *Cote 961-23-Ger*

- CAMBON (Jules) " le gouvernement général de l'Algérie "
Ed . Paris 1918 Cote 961-23-Gam

- ALEG (Henri) " La guerre d'Algérie " Des origines à l'insurrection -tome 1
Revue "Temps actuel " Paris 1981 *Cote 961-23-Gue*

- TURIN (Ivonne) " Affrontement culturels dans l'Algérie coloniale -1830-1880"
Cote 961-23-Tur

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE PARIS

- Bulletin judiciaire de l'Algérie 1883 à 1884 - Code 8°F . SL 48
- Revue 'l'Algérie Nouvelle ' organe des interêts algériens Code 202 Lc 12
- Archives correspondances du gouvernement général avec les responsables de la *province* d'Oran - Code 2EE 15 à 2 EE 18
- Revue Africaine - 1881 N° 145 à 150 - Code 8° L19 -53 le 25è Volume

BIBLIOTHEQUE DE GEOGRAPHIE St JACQUES

- BERNARD (Augustin) " Les confins algéro-marcains " Ed 1911 *Code 18-307*
- NORMAN (Daniel) " la notion de frontière en Afrique du nord , mythes et réalités de 1830 à 1912 "
- TINTHOIN (Robert) " colonisation et évolution des genres de vie dans la région ouest d'Oran de 1830 à 1885 " Code 18-154

ARCHIVES MILITAIRES DE VINCENNES

- 1 H 1008 : Gendarmerie et divers 1882 - 1911
- 1 H 1011 : Troubles insurrectionnels de l'agrondissement de Batna 1916.
- 1 H 1020 : Correspondances concernant les affaires indigénes, police, surveillance - 1879 - 1901
- 1 H 1023 : Notes sur les Ouled SId Cheikh, 1881 à 1898
- 1 H 1029 : Notes sur les Ouled Sid Cheikh situation dans le sud Oranais, rezzous , 1896-1897; mission Flamand 1899
- 1 H 1048 : Colonnes d'El Aricha du Général FLOIGNY (1876-1877) du sud contre l'agitateur *Bou Amama* (1881) de Ras El Ma et Mécheria 1881 -*insurrection et situation des* troupes 1881à 1882
- 1 H 680-735 : Direction d'Oran, d'Arzew ,Mostaganem , Ammi Moussa de 1830 à 1941
- 1 H 736-755 : Direction d'Oran , chefferies de Mascara, Saida , Tiaret , de 1840 à 1941
- 1 H 756-793 : Direction d'Oran , chefferies de Tlemcen ; Nemours , Maghnia , Sidi Bel Abbès Sebdou , El Aricha , *Bosnet de 1836 à 1942*
- 1 H 794-804 : Direction d'Oran , chefferies de Ain Sefra de 1881 à 1941
- H 190 à 193 : Correspondances de 1870 à 1880
- H 376 : Période de 1880 - 1882 à 1883 Mouvements , rapport général à l'affaire Ouled Sid Cheikh - sur la situation *politique militaire* et économique - rapport détaillé .

ARCHIVES OUTRE MER, AIX EN PROVENCE :

* SERIE 12 H (Réformes indigénat)

- 12 H 1 : Indigénat pouvoirs disciplinaires, loi du 28 juin 1881 (1871 - 1883)
- 12 H 2 : Indigénat, loi du 27 juin 1888 et du 21 décembre 1897 (1884 - 1904)
- 12 H 3 : Indigénat, loi du 23 Décembre 1904 (1903 - 1907)
- 12 H 4 : Indigénat, projet Albin ROZET (1901 - 1913)
- 12 H 5 : Indigénat, loi du 15 juillet 1914 , du 4 Février 1919, du 4 Août 1920, du 11 Juillet 1922 (1914 - 1928)
- 12 H 7 : Indigénat pouvoirs disciplinaires, Comptes rendus annuels (1897 - 1916)
- 12 H 27 : commission disciplinaires, instructions et affaires diverses (1907 - 1945)
- 12 H 28 : commissions disciplinaires, statistiques (1858 - 1946)
- 12 H 8 : Indigénat pouvoirs disciplinaires, statistiques (1920 - 1928)
- 12 H 36 : (29) Amendes collectives (division d'Oran) (1882 - 1928)
- 12 H 37 : (30) responsabilités collectives -Dépt. d'Oran (1881 - 1900)
- 12 H 38 : (31) responsabilités collectives - Dépt. d'Oran (1895 - 1922)
- 12 H 45 : (41) Tribunaux répréssifs - statistiques (1902 - 1913)

* SERIES 11 H :

- 11 H 20 : Province d'Oran - rapports divers (1875 - 1881)
- 11 H 20 : Province d'Oran - rapports divers (1882 - 1894)
- 11 H 20 : Province d'Oran - rapports divers (1885- 1887)

*** SERIES 11 J :**

- 1 J 3 : police générale 1883 - 1891
- 1 J 4 : police générale 1892 - 1901
- 1 J 14 : police , justice , desertion 1900 à 1902 (Ain defla)
- 1 J 27 : police , justice , desertion 1887 - 1888 (Mascara)
- 1 J 28 : police , justice , desertion 1890 - 1891 (Mascara)
- 1 J 27 : police , justice , desertion 1899 - 1903 (Mascara)
- 1 J 65 : police , justice , desertion 1882 - 1885 (Tlemcen)
- 1 J 65 : police , justice , desertion 1886 - 1890 (Tlemcen)
- 1 J 130 : Banditisme frontalier et litiges algéro-marocain - Oran
- 1 J 131 : attaques ,djiouches , harkas , rezzous secteur sud
- 1 J 133 à 138 : attaques ,djiouches , harkas , rezzous secteur Tlemcen
- 1 J 182 : Désordres , révoltes dans la région d'Oujda 1857 à 1907
- 1 J 211 : colonisation , terrains , divers expropriation , concessions de 1867 à 1871
- 64 J 1 à 11 : cercle de Sebdou 1855 - 1895
- 63 J 1 à 10 : bureaux arabes , oranie , cercle de Nemours 1850 à 1880
- 9 H 1 : troubles , agitation , surveillance indigènes
- 9 H 4 : troubles , agitation , surveillance indigènes Dpt . d' Oran 1906 - 1910
- 60 J 13 : indigènes recherchés 1877 - 1882
- 40 J 19 : indigènes internés 1875 - 1895
- 20 J 18 : armement , munitions , matériel et approvisionnement de 1867 à 1881
- 20 J 23 : convois d'Aflou et Géryville 1881

* **REVUES :**

- cote A 11 : annuaire du département d'Oran 1886 - 1889
- cote A 1 -001 : annuaire statistiques de l'Algérie (anciennement statistiques générales de l'Algérie 1881 -1882 et 1867 à 1960
- cote A 1- 114 : bulletin statistique de l'Algérie 1947 - 1961
- cote 21 - 675 : bulletin judiciaire de l'Algérie 1877 - 1884
- cote 21 - 675 bis : la revue algérienne trimestrielle ; statistiques générales 1881-1882-1885
- cote 30 101 : le combat algérien socialiste 1898 - 1899
- cote 30 225 : de 1881 à 1882 , 1883,1884 ,1885, 1886, 1887,1888,1889-1900 et de 1900 à 1914
- cote 30 622 : l'Islam (organe hebdomadaire démocratique des musulmans algériens 1911 - 1912